

“ Face aux conséquences économiques et sociales de Covid-19 sur la région Tanger- Tétouan-Al Hoceima ”

Chambre de Commerce, d'Industrie
et de Services Région Tanger-
Tétouan Al Hoceima

Résultats de l'enquête
Feuille de route



Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la
région Tanger-Tétouan Al Hoceima

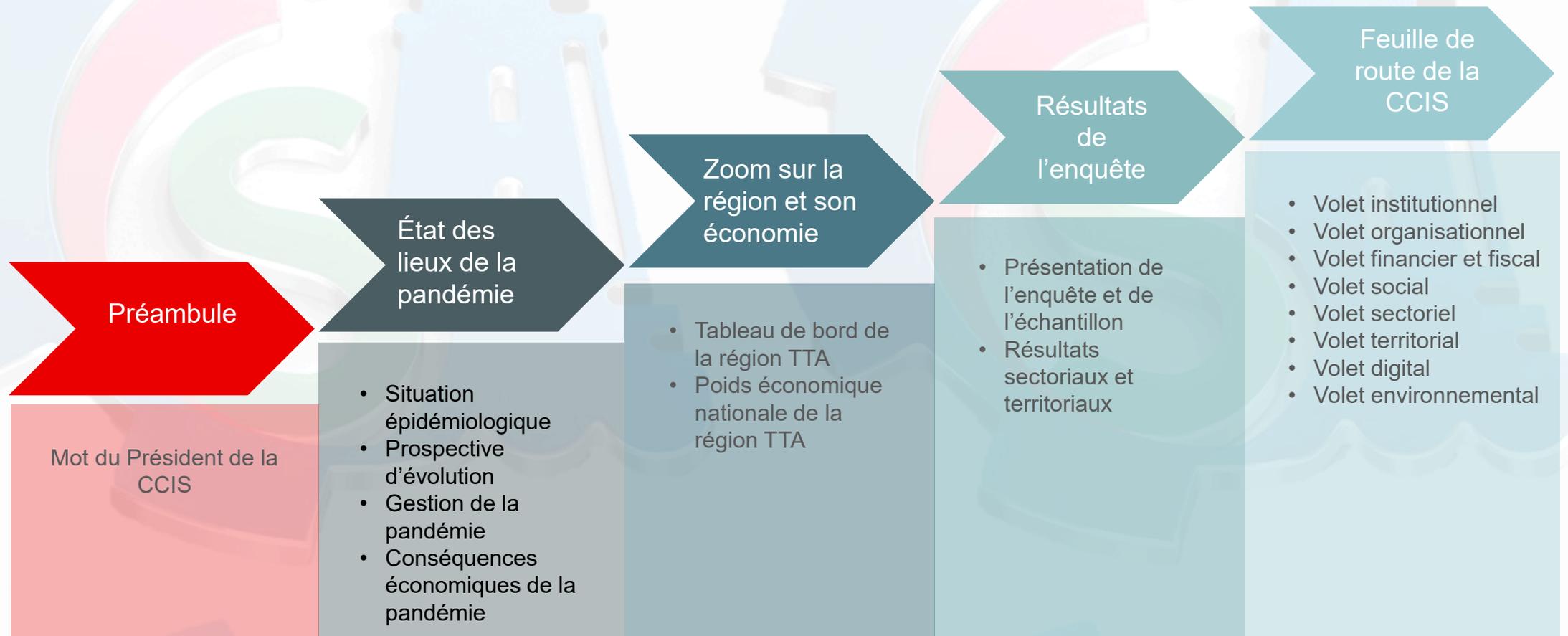
Face aux conséquences économiques et sociales de Covid-19 sur la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Résultats de l'enquête réalisée par la CCIS & feuille de route

Dr. Abderrahman SADDIKI
Expert en développement territorial et logistique
Responsable du groupe de recherche
Gouvernance territoriale et développent durable – Tanger
saddiki@gmail.com

Juin 2020

Sommaire



Préambule

Comme c'est le cas dans de nombreux pays du monde, notre nation fait face depuis plusieurs semaines à une pandémie aux effets économiques et sociaux inédits.

Quelques semaines, à peine après la qualification de covid-19, par l'OMS de pandémie, les premiers effets se sont fait sentir dans les secteurs et les régions, de notre pays, à haut taux d'ouverture.

Sa Majesté le Roi, que Dieu l'assiste, a eu la clairvoyance et l'audace de mettre en action de nombreuses mesures proactives et réactives, dès les premiers cas enregistrés sur le territoire marocain, en privilégiant la santé et la vie des citoyens sur toutes autres considérations. Ce geste a été remarqué, respecté et salué dans les quatre coins du globe.

La panoplie de mesures prises au niveau national, comme aux niveaux régional et local, a eu pour ambition de protéger en premier lieu les citoyens, mais aussi de remédier aux divers effets d'ordre social, économique, financier, culturel, technique, sécuritaire et autres, qu'induit cette pandémie, en sauvegardant, prévenant, soutenant et accompagnant le citoyen avec sa famille dans son quotidien et dans son territoire.

Au niveau régional, on peut distinguer deux catégories d'effets sur les secteurs économiques : des effets exogènes, conséquences des fermetures des frontières et des effets endogènes, conséquences des mesures de confinement interne, qui relèvent d'une batterie de décisions des pouvoirs publics, et qui se sont traduites par l'arrêt de nombreuses activités, avec les nombreuses conséquences qu'on examinera dans le présent rapport.

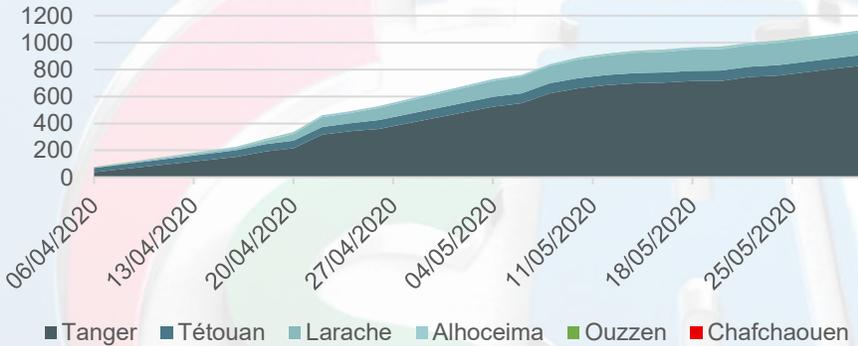
À la CCIS de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, on s'est mobilisé très tôt pour monter la garde, par un travail de veille et de suivi de nombreuses commissions ad hoc. On a été les premiers à répondre présents à notre devoir en contribuant à la caisse spéciale créée par SM le Roi. Nous avons renforcé la communication pour l'accompagnement et le soutien des professionnels dans ces instants difficiles. Nous avons provoqué et organisé des études, des sondages, des rencontres en ligne... pour pouvoir anticiper et mieux gérer les conséquences au lieu de les subir.

Beaucoup de travail reste à accomplir, auprès de nos professionnels et de leurs représentants, en comptant sur les pouvoirs institutionnels et organisationnels de notre organe et avec nos partenaires nationaux et territoriaux pour forger ce modèle économique auquel on aspire, tous : durable, inclusif, équitable, juste et territorial.

Omar MORO
Président de la CCIS-TTA

Situation épidémiologique en chiffres

Evolution de la contamination par Covid-19 dans la région TTA



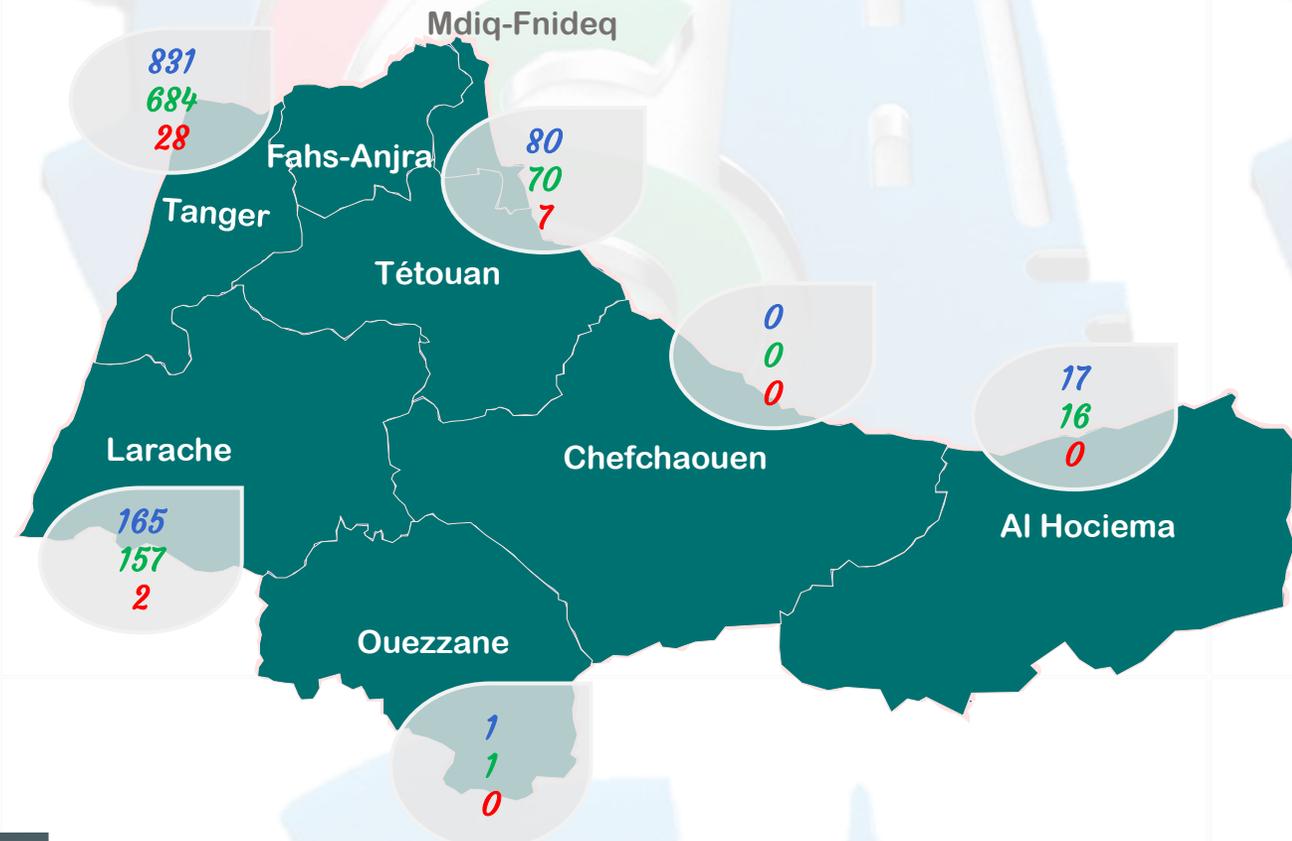
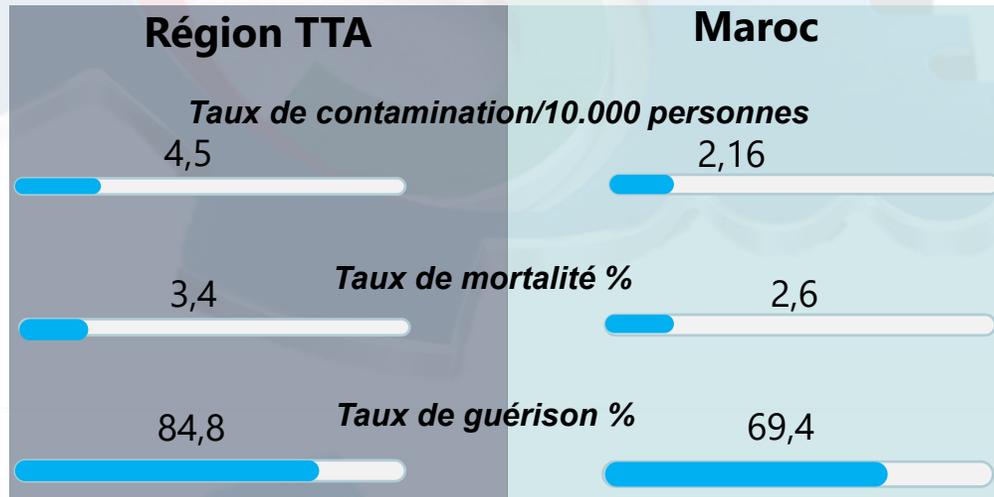
Situation du 30, mai 2020

Tests 16610

Contaminations 1094

Guérison 928

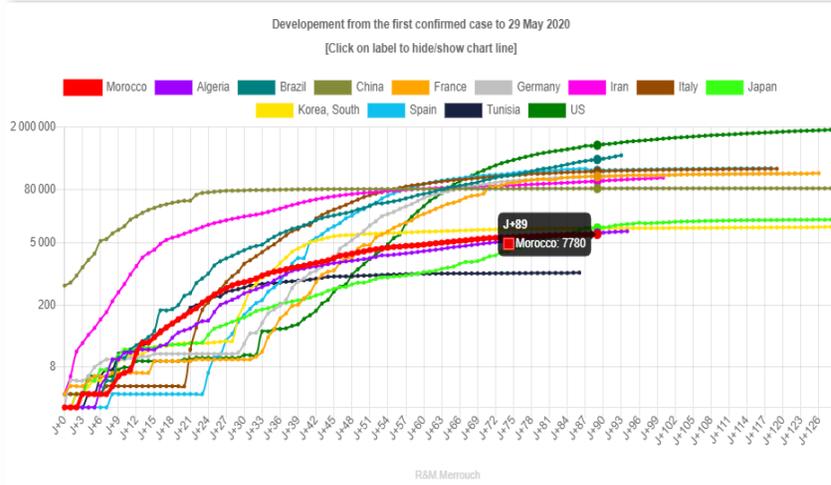
Décès 28



Prospective de Covid-19

01

Évolution dans quelques pays



01

Grâce aux diverses mesures prises, le Maroc enregistre une propagation relativement faible du virus.

02

Le taux de reproduction doit être inférieur à 0,5 pour arrêter la contagion.

03

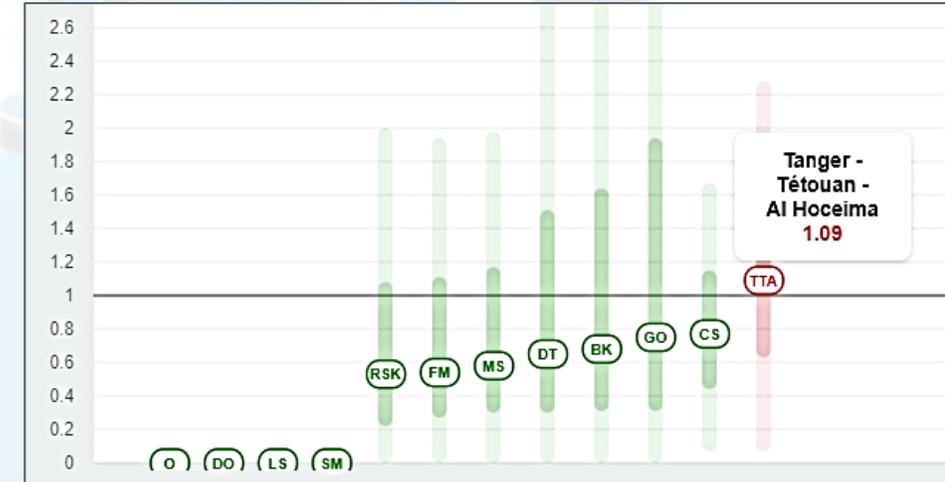
Forte variation de R0 (ratio de contamination) selon les régions. TTA = 1,09

04

La fin de la pandémie mi-juin et fin juillet, selon les scénarios

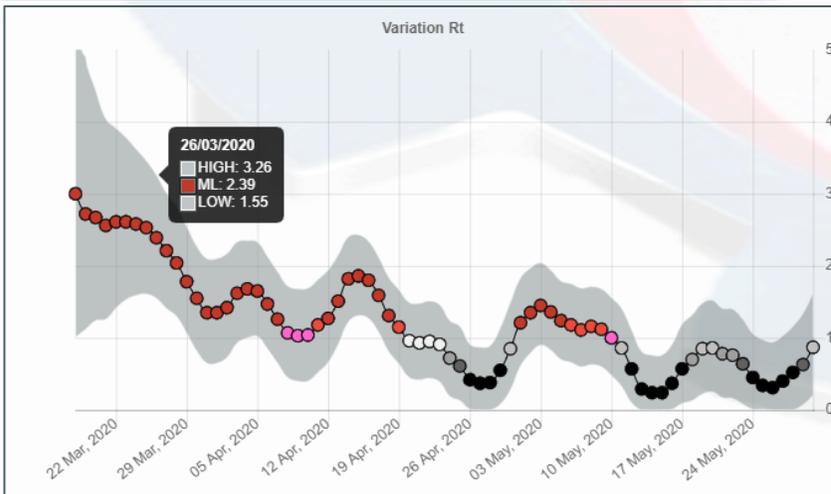
03

Taux de reproduction R0 par région



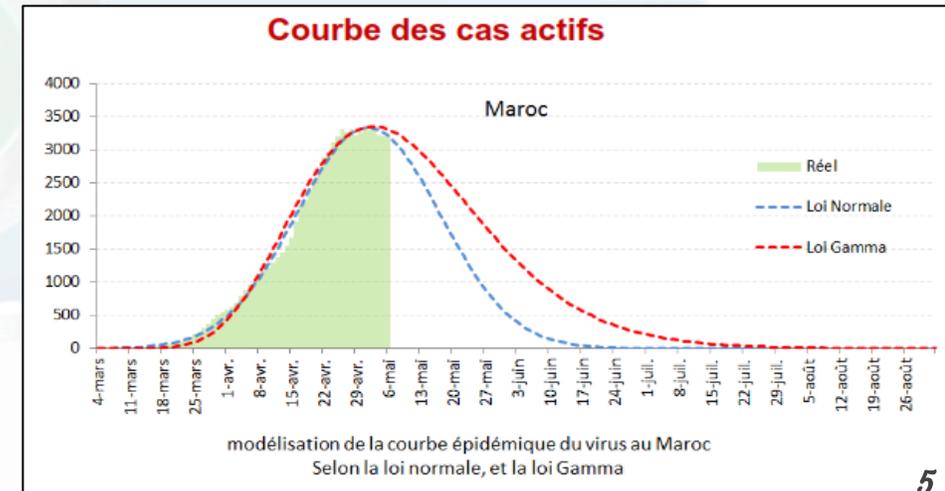
02

Évolution de R0 au Maroc



04

Scénarios d'évolution de Covid-19



Gestion de la pandémie au niveau national



- **Création du fonds spécial, sous les directives de SM le Roi Mohamed 6, doté de plus de 32 milliards de dirhams, pour faire face aux répercussions de la pandémie.**
- **Mobilisation générale dans toute la nation.**



- **Mesures préventives :** annulation des rencontres et manifestations, fermeture des frontières, état d'urgence sanitaire, fermeture provisoire des mosquées, fermeture des établissements publics, suspension des transports publics interurbains, suspension des audiences dans les tribunaux...
- **Mise en place d'instances de gouvernance de gestion de crise :** comité de pilotage et de suivi de l'épidémie, comité scientifique et technique de santé, comité de veille économique...



Mesures sanitaires :

- Veille épidémiologique via les centres régionaux et le centre national pour la vigilance, le suivi et l'alerte.
- Renforcement des capacités du système de santé national : augmentation de la capacité de prise en charge, achat des moyens techniques, approvisionnement des stocks en médicaments, mobilisation des ressources humaines...



Mesures d'accompagnement de l'état d'urgence :

- Mobilisation des moyens pour l'enseignement à distance dans les différentes branches, et à tous les niveaux.
- Continuité du service public par la numérisation, la garantie du service minimum, mise en place de dispositifs de travail à distance...
- Assurer l'approvisionnement des marchés en produits de base et réglementation du marché des masques et produits d'hygiène.
- Régularisation et adaptation du secteur du transport public



Mesures d'ordre social :

- Octroi d'allocations spéciales en faveur des salariés ayant perdu l'emploi, aux ménages opérant dans l'informel...
- Prise en charge des personnes en situation précaire (précarité, handicap, enfants de rue, personnes âgées...)
- Prévention de la santé des détenues (grâce royale et mesures préventives)
- Mise en place de cellules d'écoute, de suivi, de prise en charge, d'hébergement...



Mesures d'ordre financier, fiscal et économique :

- Apporter le soutien et l'accompagnement aux entreprises en difficulté par le mécanisme de solidarité nationale et par des mesures fiscales
- Rationalisation des dépenses publiques.
- Implication du système bancaire marocain (baisse des taux directeurs, allongement de la durée de refinancement)
- recours au financement étranger.

Au niveau de la Fédération des CCIS



Le président de la Fédération a tenu plusieurs réunions de travail avec les présidents des CCIS régionales



Poursuite des travaux dans le cadre du comité de veille.



Contribution de fédération à la caisse spéciale Covid-9 à hauteur de 5 millions de MDH.



Maintien d'un contact permanent et quotidien avec les fédérations et les associations professionnelles pour assurer le suivi de la situation économique dans les douze régions

Prise de position dans le débat relatif à Covid-19 et la conjoncture d'exception qu'il impose,



Publication de plusieurs avis, circulaires et communiqués pour renforcer la communication interne et externe,



Traduisant les inquiétudes des professionnels, plusieurs correspondances ont été établies à destination des Banques, des administrations, des autorités, des ministères...



Présentation d'un mémorandum contenant le point de vue de la fédération, son analyse de la situation et ses recommandations d'action.



Au niveau de la CCIS — TTA



Contribution au fond spécial Covid-19 à hauteur de 10 millions de MDH.



Publications et films à destination des professionnels en vue de les accompagner, de les orienter et d'exprimer la solidarité.



Lancement d'un large débat interne, dans le cadre de la gouvernance, via visioconférence qui a abouti à l'élaboration d'un mémorandum.



Publication de plusieurs guides, en réponse à Covid-19, à destination des professionnels à caractères : administratif, juridique et économique.

Coordination avec les autorités publiques et les collectivités territoriales pour mieux gérer l'impact de la pandémie sur les professionnels.



Réorganisation du travail, de façon à combiner la sécurité, l'efficacité et l'efficacité du personnel et des services.



Engagement avec les professionnels à prendre part à la mobilisation nationale de lutte contre Covid-19 (masques, stérilisants...).



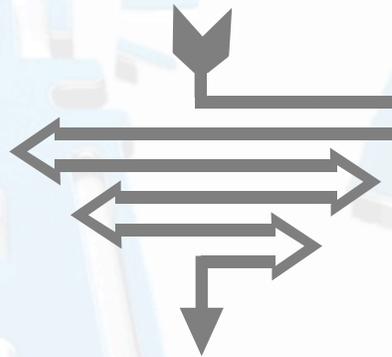
Disposer des informations pour la prise de la bonne décision à travers l'organisation des séminaires, sondages, enquêtes, études...



Stratégie d'action de la CCIS-TTA

3 niveaux d'action

- Le plan stratégique et de pilotage
- Le plan administratif de suivi et de relais
- Le plan opérationnel d'accompagnement et d'assistance



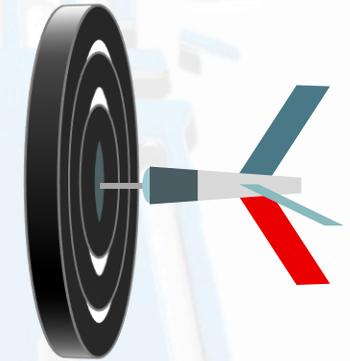
Structures de pilotage

L'équipe directoire a organisé sa veille en renforçant la communication interne via les outils de communication en ligne, tout en renforçant la communication et la coordination avec le ministère de tutelle et les services externes pour mieux appréhender les effets de covid-19.



Méthodes de travail

Depuis le déclenchement de l'état d'urgence, le staff administratif (au niveau du siège comme, au niveau des annexes de Tétouan et al Hoceima et de l'antenne de Larache) a adapté son plan d'action et son organisation du travail de façon à pouvoir relier les nouvelles décisions tout en assurant la continuité des services ordinaires auprès des professionnels.



Actions auprès des professionnels

En respectant les précautions imposées par la propagation de Covid-19, les services de la CCIS ont continué à répondre aux interrogations des professionnels, à traiter les dossiers et à communiquer selon les principes d'ISO 9001 et du plan de la réforme de l'administration publique (cellule de veille 24/24, sensibilisation, information...)

Conséquences économiques de Covid-19 sur l'économie marocaine

« Selon le scénario d'une durée de confinement jusqu'au 20 mai et d'une reprise graduelle selon les secteurs, l'économie nationale perdrait 8,9 points de croissance au deuxième trimestre 2020, au lieu de 1,2 point au premier trimestre, en comparaison avec une situation "normale". Cet effet risque, toutefois, de s'amplifier davantage notamment si le confinement venait à se prolonger et si la conjoncture de nos principaux partenaires commerciaux continuait à se dégrader ».

HCP — Avril 2020.



Conséquences de Covid-19 sur l'économie marocaine

Les prévisions de croissance mondiale restent encore aujourd'hui extrêmement incertaines. Les conséquences économiques dépendent de l'évolution de la pandémie, de son intensité et du temps qu'elle durera. D'ores et déjà, le FMI prévoit une contraction de l'économie mondiale beaucoup plus profonde que celle survenue en 2008-2010, de l'ordre de 3%.

Les conséquences de Covid-19 sur l'économie nationale sont inséparables de celles ressenties dans le monde, et plus particulièrement dans la zone euro, qui représente 70% de nos échanges extérieurs.

Les prévisions du FMI, de la BERD, du HCP, de la banque du Maroc et des autres instances internationales et nationales s'accordent à dire que la contraction du PIB sera de l'ordre de 3 à 4% pour l'année 2020.

Ce ralentissement sera dû à une convergence de facteurs moyen et court terme : année agricole moyenne à mauvaise, repli du tourisme qui pèse plus de 7% dans le PIB, baisse de la demande internationale de l'ordre de 22,8% (en valeur) du fait de la récession, baisse des prix des matières premières, recul des transferts des MRE, effondrement de la demande intérieure...

Par conséquent, on s'attend à : l'augmentation du taux du chômage (12,5%), le déficit commercial (7%), la chute des rentrées fiscales, le déficit budgétaire global (6% du PIB), la faillite des entreprises...

Prévisions du FMI

Real GDP growth
Annual percent change

-3.7



Unemployment rate
Percent

12.5



Inflation rate, average consumer prices
Annual percent change

0.3



Résumé de la situation

Pour sauver les vies, notre pays a choisi l'isolement, le confinement et la fermeture généralisée en vue de ralentir la propagation du virus. Ces décisions drastiques ont mis l'économie nationale en arrêt partiel. Le coût économique est difficilement évaluable, mais les répercussions vont se faire sentir encore pendant de longues années.

- Plusieurs unités de production de la valeur sont en arrêt de travail ou tournent au ralenti.
- Les difficultés de trésorerie ont contraint plusieurs PME-PMI à la faillite

Coté offre

Coté demande

- L'arrêt du travail est synonyme de perte de revenu pour les ménages et de profit pour les entreprises.
- On s'attend à la contraction voire l'effondrement de la demande globale, moteur de la croissance et par-là du travail.

- La conjoncture mondiale entraîne un recul de la demande internationale adressée aux produits marocains (notamment le tourisme) en plus du recul des IDE.
- La régression des apports en devises va s'aggraver avec le recul des transferts des MRE.

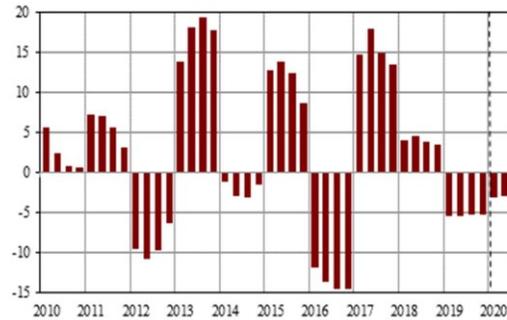
Coté international

Récession

- Baisse du PIB.
- Recul des recettes de l'Etat
- Déficit public
- Chômage.

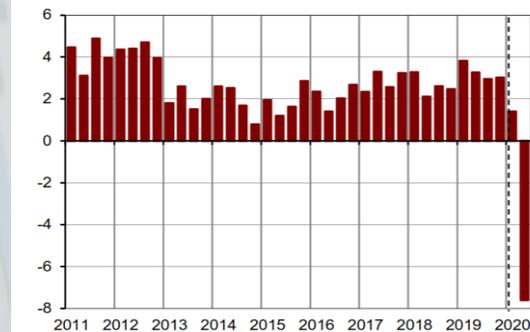
Récession généralisée au 1^{er} semestre

Valeur ajoutée agricole



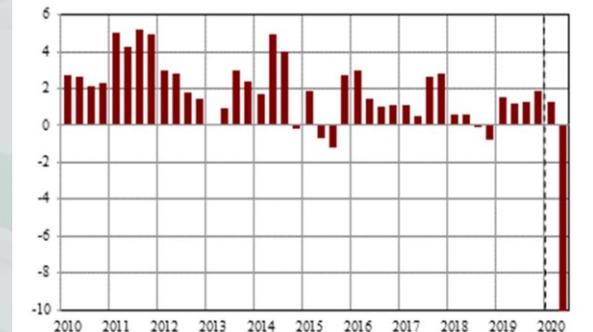
- La sécheresse que connaît le pays cette année a fait reculer les productions dans la majorité des branches agricoles à des degrés variables (44% pour les céréales)

Croissance hors agriculture



- La V-A industrielle aurait progressé de 0,5 % seulement au lieu de 2,7% au premier trimestre 2020.
- L'agroalimentaire s'est amélioré de 1,6% au lieu de 0,4%.
- Le tertiaire a affiché un taux de 2,6% au lieu de 3,2 %

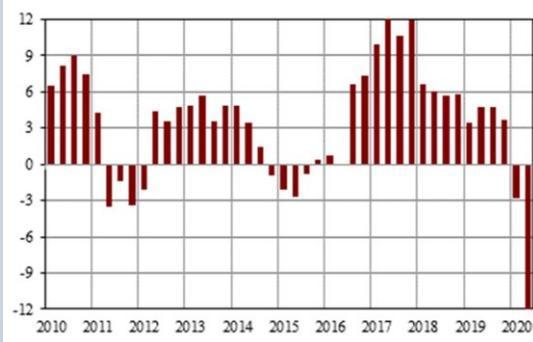
V-A de la construction



- Le secteur, qui a du mal à retrouver un rythme confortable depuis 2015, s'est contracté par l'effet du recul de la demande et la rareté des matériaux. Cette situation est amenée à perdurer.

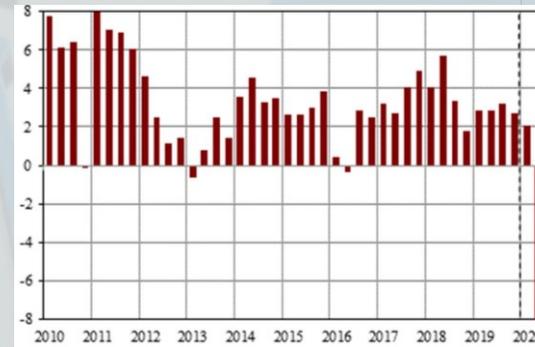
Récession généralisée — suite

V-A hébergement & restauration



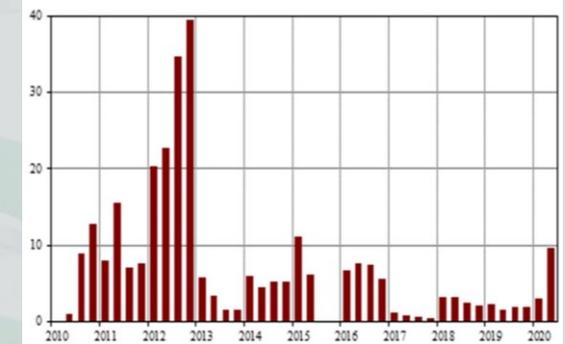
- Le secteur touristique est le plus lourdement touché par les mesures de confinement et de l'état d'urgence sanitaire. Le secteur doit se contracter de 20 à 30% cette année.

V-A Transport



- La suspension des liaisons internationales maritimes, terrestres et aériennes des passagers, ainsi que les liaisons interurbaines ont infecté ce secteur qui pèse plus de 10% dans l'emploi national.

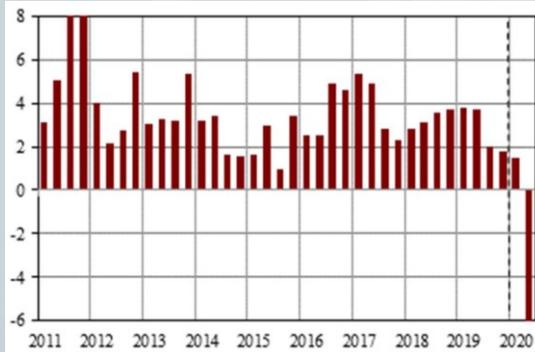
V-A des télécommunications



- La distanciation sociale semble légèrement profiter à ce secteur, et particulièrement les filières du mobile et de l'internet. La progression était de 3,1% au lieu de 1,9% pour la période considérée.

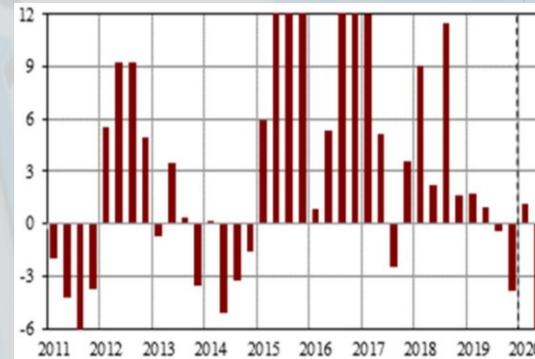
Récession généralisée — suite

Consommation des ménages



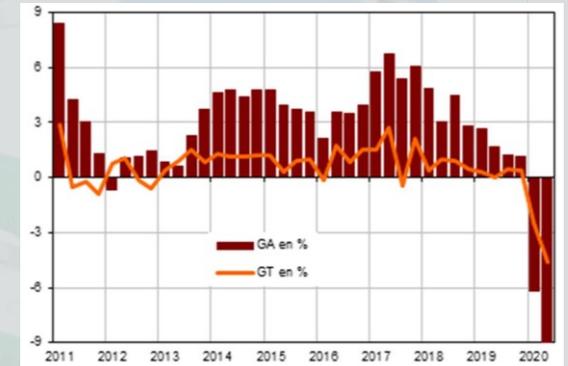
- La consommation finale des ménages aurait, dans l'ensemble, progressé de 1,9%, dans un contexte des dépenses de consommation alimentaire.
- De même pour la consommation des administrations publiques (dépenses de fonctionnement)

Formation brute de capital (FBC)



- La FBC aurait poursuivi son ralentissement amorcé en 2019, la baisse est de 2,4%, au premier trimestre 2020.
- La consommation du carburant, des produits manufacturés et des services d'hébergement, de transport, de restauration ou de loisirs a baissé de 3,6%.

Demande extérieure

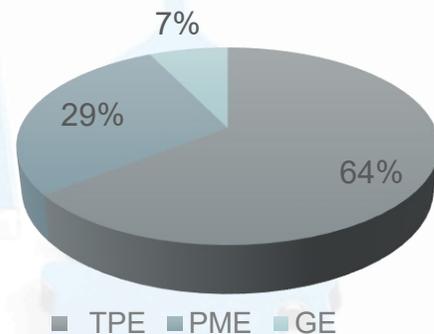


- Le confinement dans la zone euro (70% des échanges marocains) s'est très vite fait ressentir.
- L'Europe absorbe 97% des exportations de voitures exportées.
- La baisse de la demande auprès des donneurs d'ordres européens a affecté les exportations de la confection et le textile.

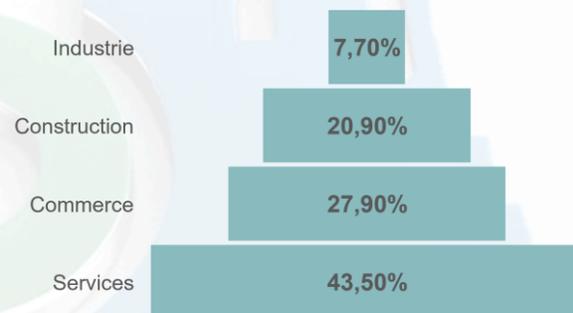
➤ Le poids des TPME et des MPE dans le tissu économique national est évalué à plus de 93%. On s'attend à ce qu'elles soient les premières, en effectif et en valeur, à payer le coût de Covid-19.

➤ Le coût social sera aussi de rigueur, puisque ces premières sont le premier employeur de la nation avec une masse de 40% d'actifs sur le marché de travail, soit plus de 5 millions de personnes.

Répartition des entreprises par catégorie



RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

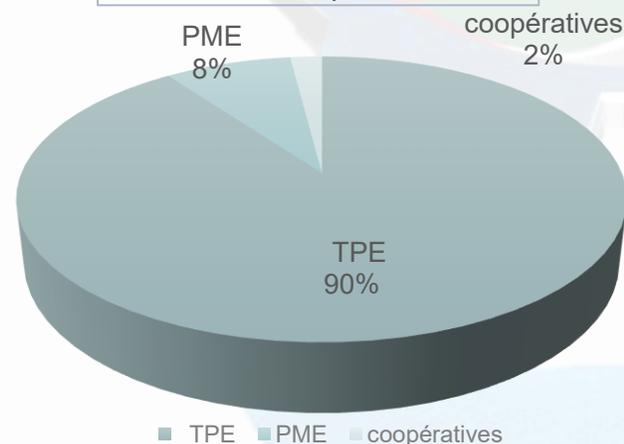


Les TPE dans les services sont les plus affectées par COVID-19

Répartition des entreprises par taille et par secteur



Impact de Covid-19 selon le type d'entreprise



➤ Les secteurs lourdement touchés par la pandémie sont aussi ceux de la forte concentration des TPE-PME qui représentent plus de 70% du tissu économique des services.

➤ L'enquête sur les risques de la pandémie Covid-19, menée par la Confédération Marocaine de TPE-PME, auprès d'un échantillon de 1080 entreprises, montre que les TPME sont les plus impactées par l'état d'urgence sanitaire et le confinement.

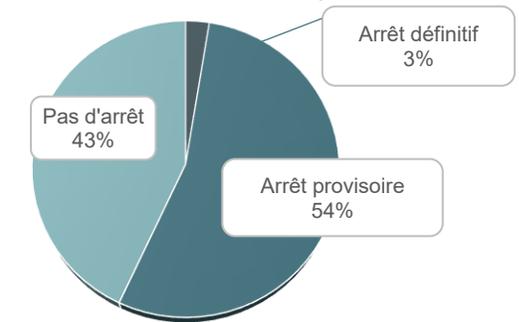
Les PME-PMI représentent 93% du tissu économique et pèsent 5 millions d'emplois

Conséquences de Covid-19 sur les PME-PMI

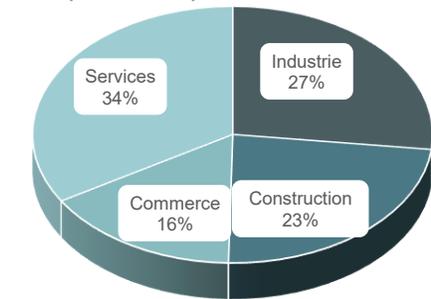
Selon l'enquête du HCP, réalisée au début d'avril auprès de plus de 140 mille entreprises, on découvre que :

- 43% seulement des entreprises continuent de travailler sans arrêt,
- Les PME sont plus impactées par l'arrêt (complet ou partiel) du travail à hauteur de 72% contre 28% pour les GE.
- Le tourisme paie le prix fort avec près de 90% des entreprises affectées, suivies par les industries mécaniques à 70%, alors que l'agroalimentaire s'en sort mieux à 30%.
- Le prix social est consistant avec la réduction de 20% de la main d'œuvre en activité dans les entreprises enquêtées (soit près de 800 mille emplois)
- Près de 60% des emplois réduits appartenaient à des TPME et des PME.
- Les services représentent plus 1 emploi sur 3 réduits (soit 245 mille), près de 20% des emplois du secteur sont affectés.
- 50% des entreprises ont réduit leur production de moitié, 80% d'entre elles l'auraient réduite selon des proportions diverses et près de 50% des entreprises concernées sont des TPME
- 67% des entreprises exportatrices sont impactées à des niveaux variables (arrêt total 11%, arrêt partiel 45% et 33% ont réduit la production).
- 133 mille emplois ont été infectés [dont 62% dans le textile et cuire].

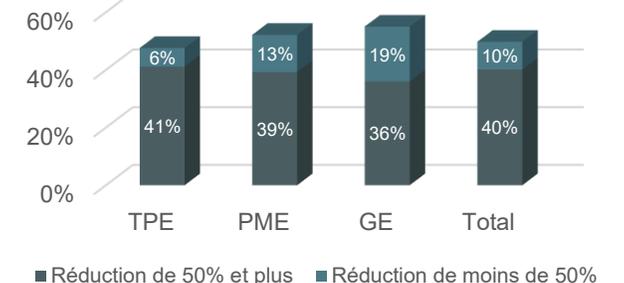
Situation de l'activité des entreprises



Emploi réduit par secteur d'activité



Proportion des entreprises en activité qui auraient réduit leur production par catégorie



Conséquences économiques de Covid-19 sur la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma



CARTE ADMINISTRATIVE DE LA RÉGION TANGER-TÉTOUAN-AL HOCEIMA

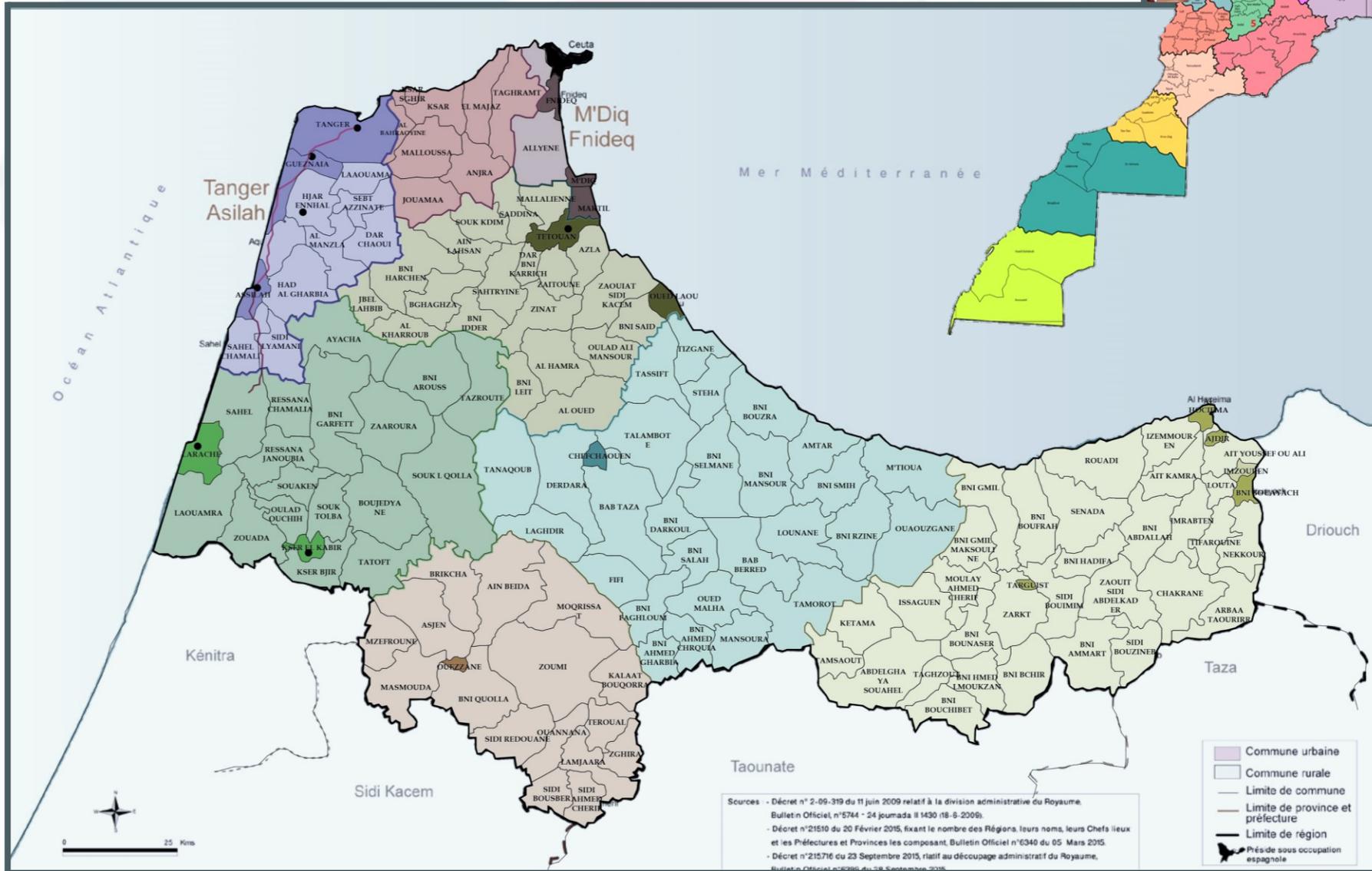


Tableau de bord de la région TTA

01

Situation administrative communale

	Sup. (Km ²)	Communes		
		C. urbaines	C. rurales	Total
Préf. Tanger-Asilah	886	3	9	12
Tétouan	178,5	3	2	5
Fahs-Anjra	799	-	7	7
Mdiq-Fnideq	2 573,60	2	20	22
Larache	2 684	2	17	19
Ouezzane	1 861,23	1	16	17
Chefchaoune	3 442,70	1	27	28
Al Hoceima	3550	5	31	36
Total	15 973	17	129	146

02

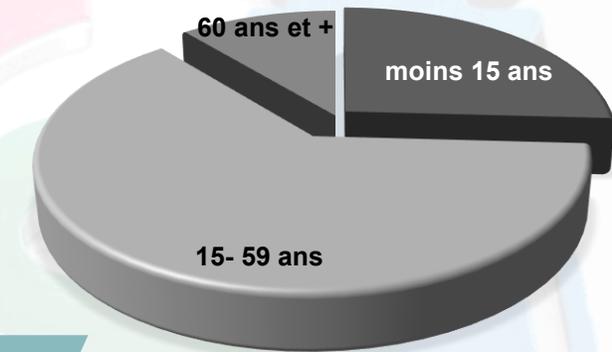
Population en 2020 (Projection)

	Effectif	Poids /région (%)	Poids/nation (%)
Al Hoceima	397147	10,4	1,1
Chefchaoune	479932	12,6	1,3
Fahs-Anjra	82974	2,2	0,2
Larache	509283	13,4	1,4
Ouezzane	297715	7,8	0,8
Tanger-Assilah	1214841	31,9	3,4
Tétouan	578283	15,2	1,6
M'Diq-Fnideq	253679	6,7	0,7
Région	3 813 854	100	10,6

03

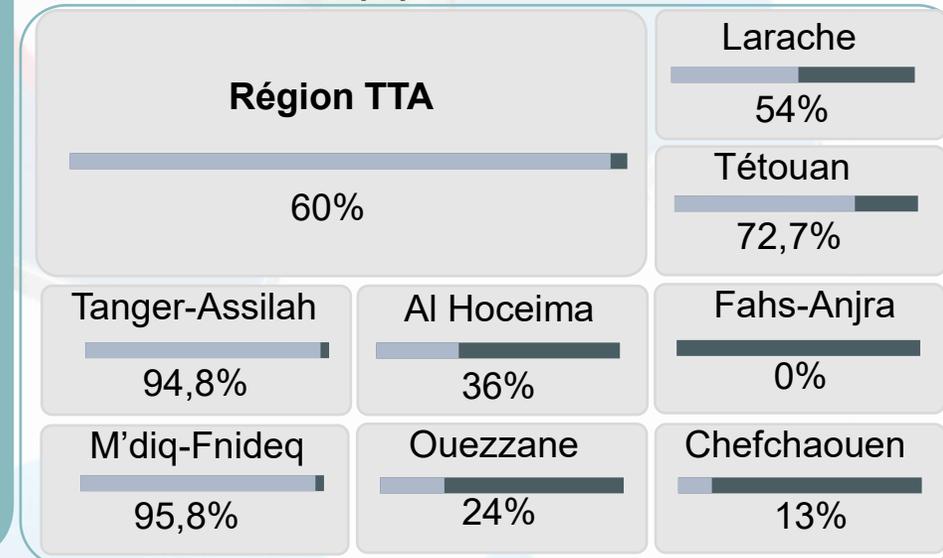
Caractéristiques de la population

POPULATION PAR GROUPE D'ÂGE (2020)



04

Taux de la population urbaine EN 2020



- ✓ 10,4% de la population nationale
- ✓ 2,2% de la superficie nationale
- ✓ 60% de la population urbaine
- ✓ 64% de la population en âge de travail
- ✓ 8 Provinces et préfectures
- ✓ 146 communes dont 88% rurales
- ✓ Densité 233h/km² et 1300 h/km² à Tanger-Assilah

Poids de la région dans l'économie nationale

À conclure

1 En général, le poids économique est dans le même niveau démographique

2 La région affiche une spécialisation bien marquée en industrie, tourisme et commerce

3 Elle est plus active et productive que la moyenne nationale

4 Elle reste encore sous équipée en établissements touristiques

5 Les touristes nationaux représentent plus de 60% des arrivées

9%

Coopératives
TTA/Maroc

8%

Coopérants
TTA/Maroc

9%

Agences bancaires
TTA/Maroc

13%

Étab. Tourist.
classés

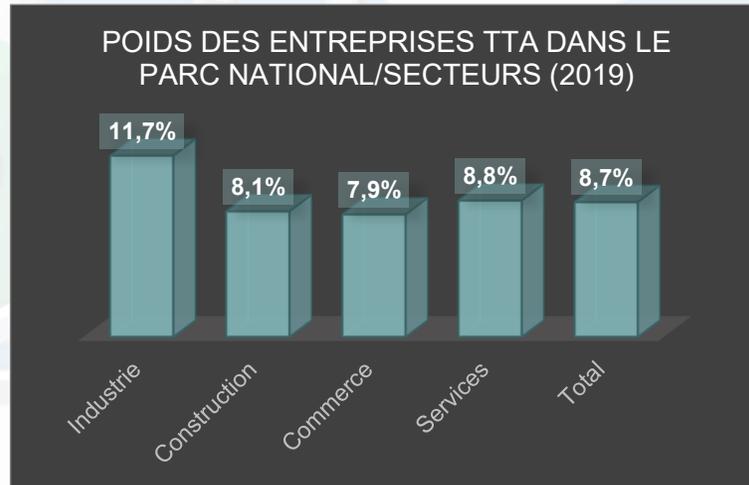
11,2%

Arrivées des
touristes

Indicateurs d'emploi (2020)

	TTA	Maroc
Taux d'activité	48,6	46
Taux d'emploi	44,3	41,2
Taux de chômage	8,9	10,5

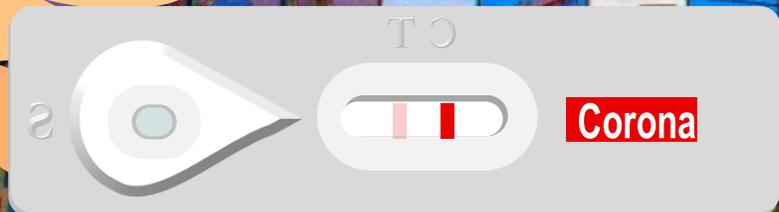
Part des entreprises région/nation (2019)



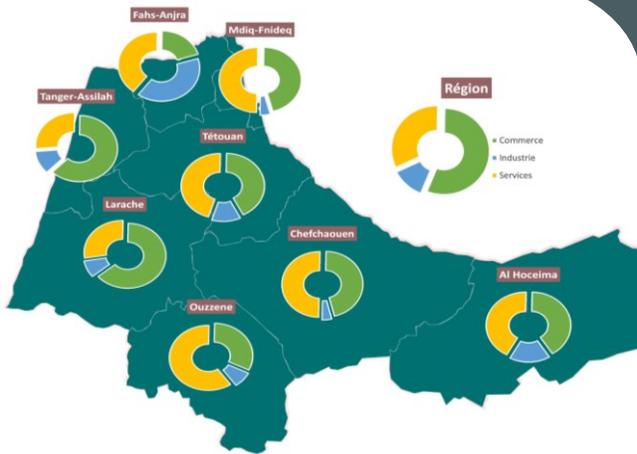
PIB & consommation des ménages dans la région TTA (2017)

Secteur d'activité économique	Valeur (million dh)	Poid/nation (%)
Agriculture	9146	7,6
Pêche	844	7,5
Industrie extractive et de transformation	27316	15,2
Production et distribution d'électricité et d'eau	3603	13,3
Bâtiment et travaux publics	6939	11,6
Commerce	11621	13,8
Hôtels et restaurants	2557	9,6
Transports, postes et télécommunications	3480	5,6
Activités financières et assurances	1650	3,4
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	13081	11,4
Administration publique générale et sécurité sociale	6448	6,6
Education, santé et action sociale	8736	10,5
Autres services non financiers	1515	10,6
Total Valeur ajoutée au prix de base	96936	10,8
Impôts sur les produits nets de subventions	14272	11,6
Produit intérieur brut de la région	111209	10,5
Dépenses de consommation finale des ménages	69905	11,5

Résultats de l'enquête



Présentation de l'enquête



Champs

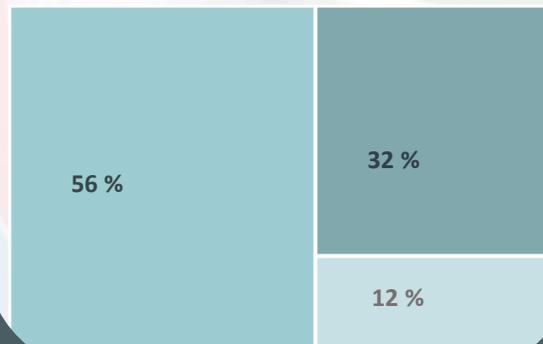
- L'enquête a été menée dans les 8 provinces et préfectures de la région
- L'échantillon est de 2000 entreprises.
- Les trois secteurs sont concernés selon la représentativité relative

- La période concerne les 2 premiers mois de l'état d'urgence sanitaire : 20 mars au 20 mai.
- La ventilation par branches et par taille est choisie pour mieux mesurer l'impact
- Les questions couvrent tous les aspects économiques, financiers et sociaux de la pandémie

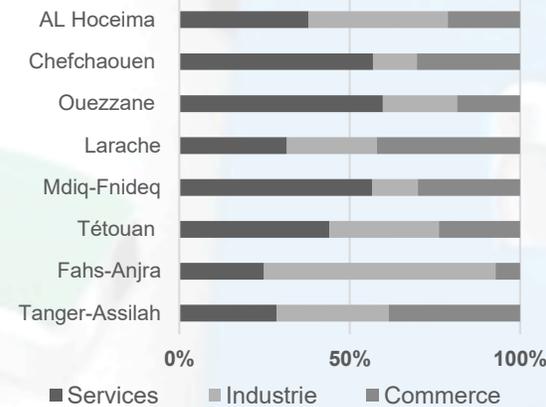
Méthodologie

Part des enquêtés par secteur dans l'échantillon et la région

■ Services ■ Commerce ■ Industrie



Ventilation de l'échantillon par secteurs et provinces



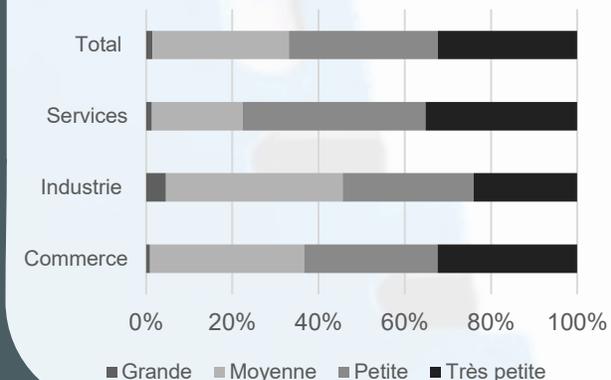
Objectifs

- Mesurer l'impact de Covid-19 par secteurs et par territoire
- Mesurer les conséquences économiques, financières et sociales
- Evaluer les différentes mesures prises au profit des professionnels et entendre leurs besoins

- Contribuer à la conception du nouveau modèle de développement
- Disposer d'un outil scientifique de prise de décision et élaborer une feuille de route stratégique pour orienter les interventions
- Instaurer et structurer la culture de démocratie et de gouvernance

Intérêt

Composition de l'échantillon par secteur et par taille



Composition du questionnaire

Le questionnaire comporte, en plus de l'identification de l'entreprise, sa localisation et sa taille, 7 autres questions pour mesurer l'impact (économique, social et financier), comprendre sa nature, savoir comment les différentes entreprises ont pu affronter la crise, si oui ou non, elles ont profité des diverses mesures du gouvernement et enfin on leur a demandé de classer leurs besoins et leurs attentes après l'état d'urgence.

01

Impact sur l'activité ?

- Effet < 50%
- Effet > 50%
- Arrêt total
- Pas d'effet
- Autre

02

Causes d'impact ?

- État d'urgence sanitaire
- Absence de clients
- Manque de ressources humaines
- Manque de financement
- Problèmes de logistique et de transport
- Autre

03

Effets sur l'emploi ?

- Réduction d'effectif
- Rupture totale
- Sans effet

04

Impact sur le chiffre d'affaires ?

- Baisse de 0 à 50%
- Baisse de 50 à 100%
- Sans effet
- Sans avis

Pour faciliter l'analyse et donner un sens aux résultats de l'enquête, les réponses ont été regroupées par catégories significatives pour pouvoir par la suite en tirer des leçons et s'en servir pour élaborer la feuille de route stratégique de la CCIS pour l'après Covid-19

05

Les moyens utilisés pour remédier à la situation ?

- Bénéficier des indemnités de la caisse spéciale
- Les crédits (Oxygène)
- Rééchelonnement des crédits
- Les services de la CNSS
- Respect des consignes de sécurité
- Travail en ligne

06

Qualification des actions prises jusqu'à présent ?

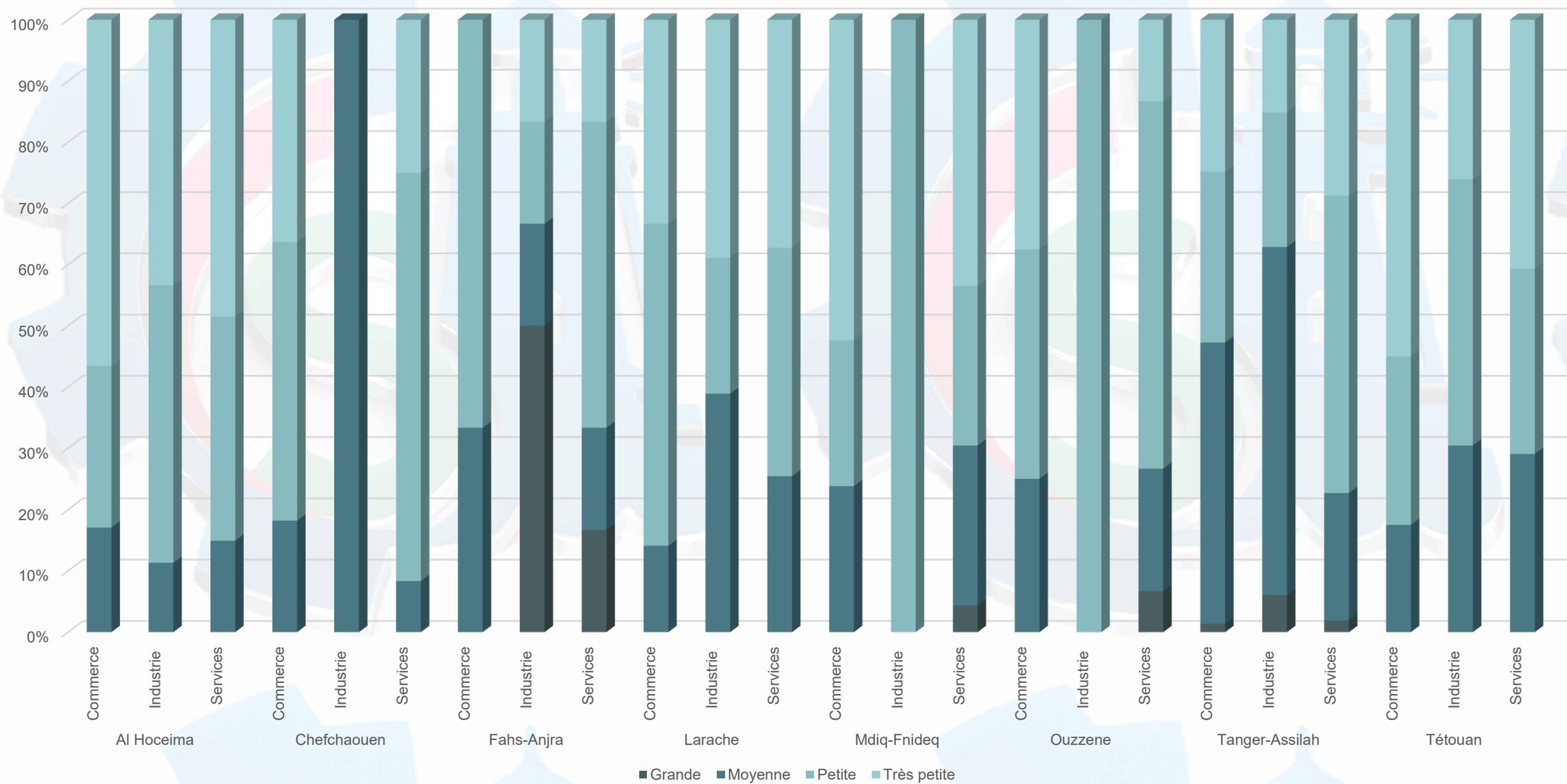
- Suffisantes
- Insuffisante
- Sans avis

07

Vos besoins pour surmonter la crise ?

- Crédits avantageux
- Allègement et exonération d'impôts
- Appui financier
- Accompagnement juridique
- Soutien dans les méthodes de gestion de l'entreprise
- Formation et qualification des ressources humaines

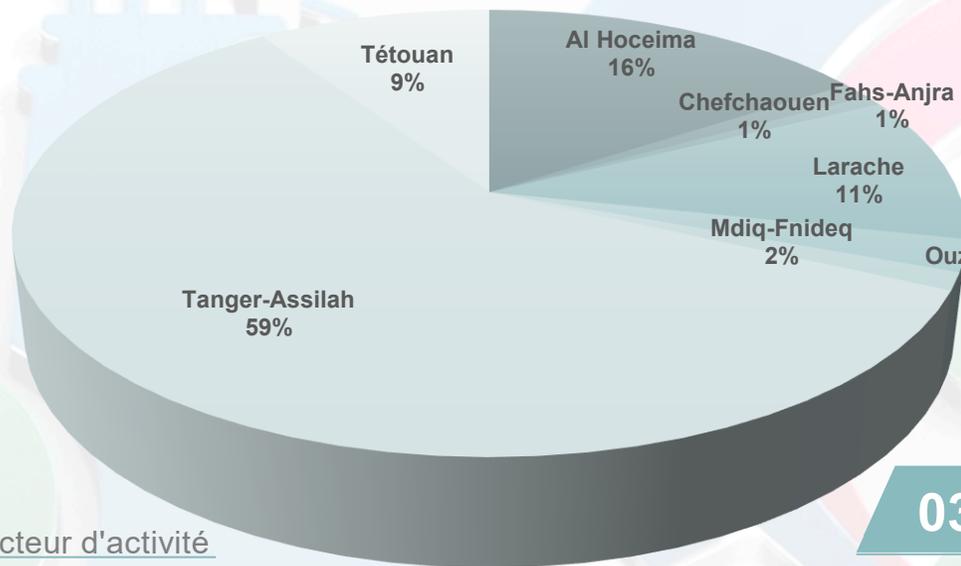
Ventilation de l'échantillon par secteurs, taille et localisation



Cartographie sectorielle et territoriale de l'échantillon

01

Part des entreprises par localisation



59% Des entreprises enquêtées sont localisées à Tanger-Assilah

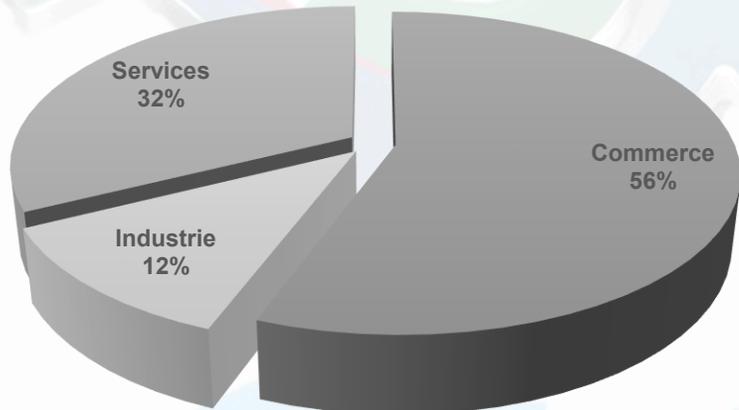
40% Des entreprises de Tanger-Assilah appartiennent à l'industrie

88% Des entreprises appartiennent aux secteurs du commerce et des services

40% Des entreprises de Fahs-Anjra appartiennent à l'industrie qui devient un challenge pour la province

02

Ventilation des entreprises par secteur d'activité

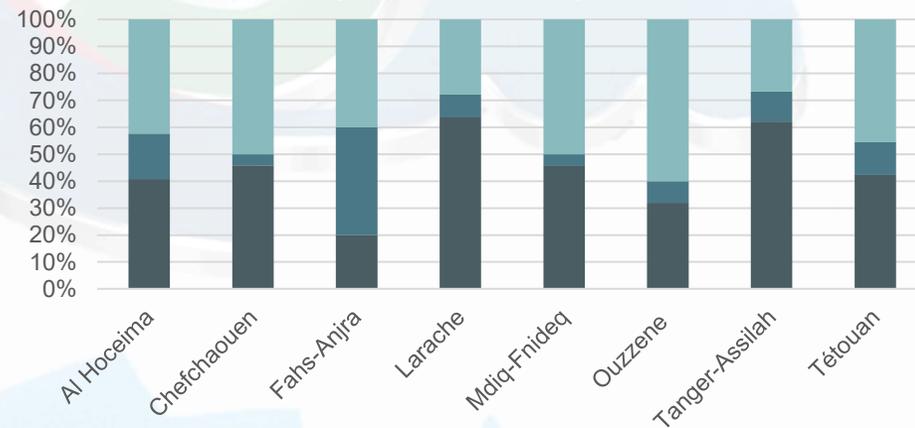


50%

Des entreprises de Mdiq-Fnideq appartiennent aux services vu sa vocation touristique

03

Ventilation par secteur et par localisation

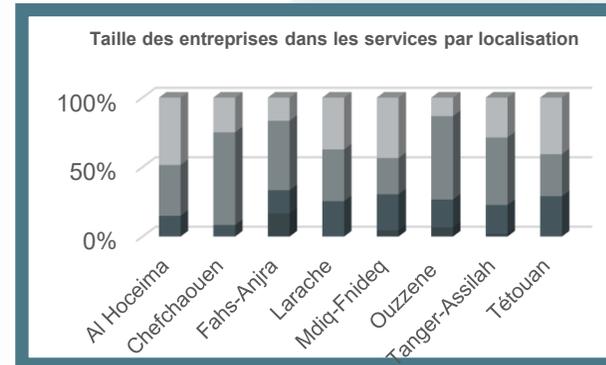
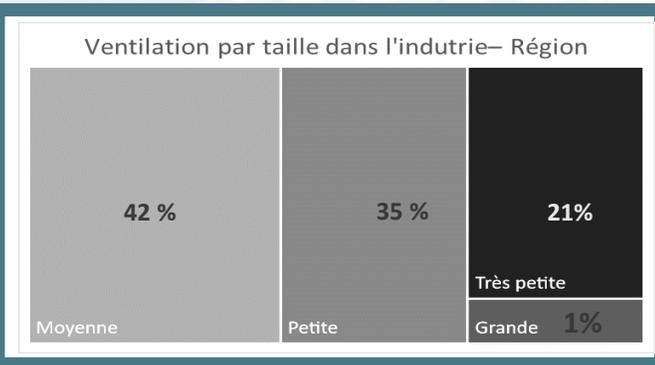
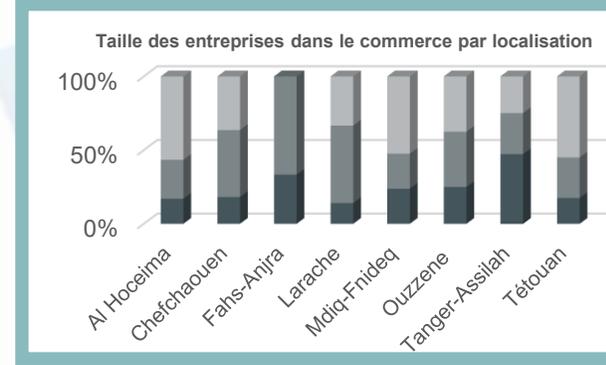
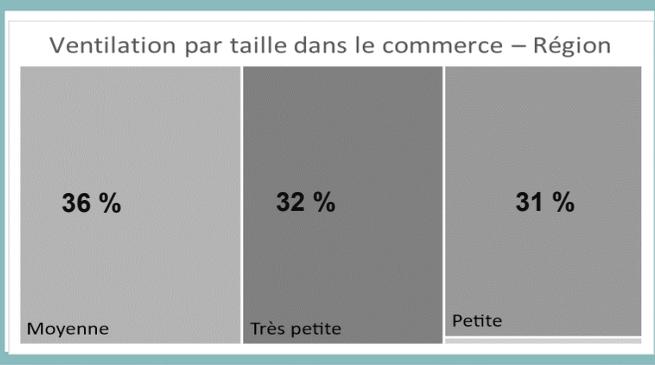
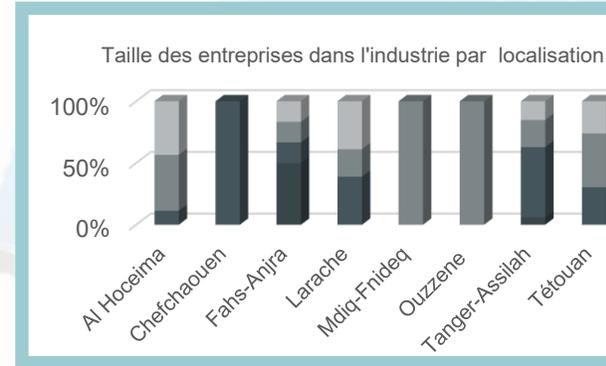
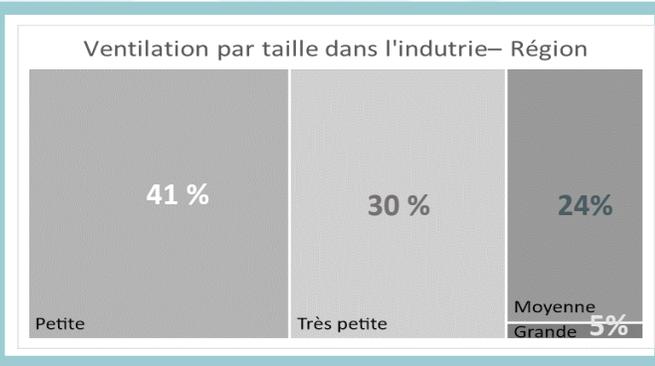


■ Commerce ■ Industrie ■ Services

L'échantillon reflète la structure de l'économie régionale

■ Commerce ■ Industrie ■ Services

Structure des entreprises par taille

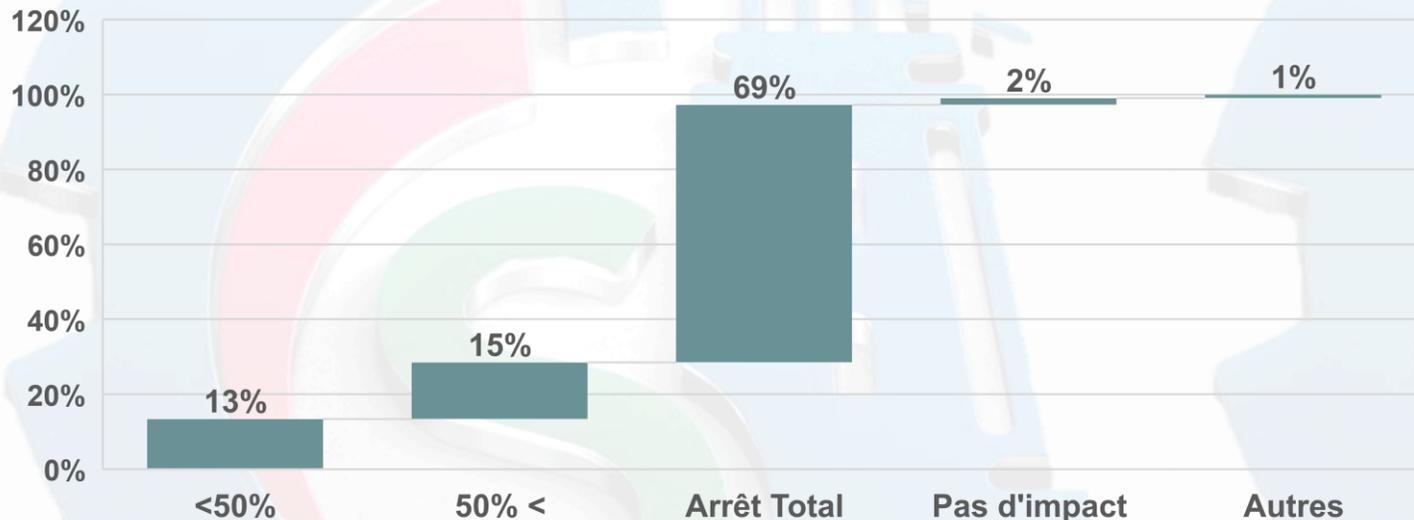




Impact de Covid-19

Vue d'ensemble

Niveau d'impact de la pandémie (secteurs et tailles confondus) dans la Région



85%

La pandémie a affecté la grande majorité des entreprises de la région à des niveaux variables

70%

La prédominance des services et du commerce explique l'arrêt total des activités dans la région à hauteur de 70 %

03%

30 entreprises du total des entreprises enquêtées déclarent ne pas subir d'impact négatif où que la crise lui a été bénéfique

Niveau d'impact de la pandémie (secteurs et tailles confondus) dans la Région

	Total région	
-0,5	268	13%
50% et +	302	15%
Arrêt Total	1375	69%
Pas d'impact	36	2%
Autres	19	1%
Total région	2000	100%

L'impact par secteur d'activité

	Commerce		Industrie		Services	
<50%	95	9%	52	22%	121	19%
50%<	228	20%	23	10%	51	8%
Arrêt Total	754	68%	160	68%	461	71%
Autres	11	1%	1	0%	7	1%
Pas d'impact	27	2%	1	0%	8	1%
Total général	1115	100%	237	100%	648	100%

➤ **Le commerce non alimentaire est paralysé**
Le commerce non alimentaire est paralysé dans toutes les villes de la région à hauteur de 90%.

➤ **L'industrie aussi est affectée**
Les activités industrielles sont atteintes de façon moindre que les sévices, mais l'effet induit de la chute de la demande a contracté l'activité dans son ensemble. 78% des entreprises sont à l'arrêt ou en baisse d'activité « de 50 à 100% ».

➤ **70% des entreprises à « l'arrêt total » des activités**
Les services ont été frappés de plein fouet par la crise. « L'arrêt total » des activités pendant la période de confinement est estimé à plus de 70% dans l'ensemble de la région TTA.

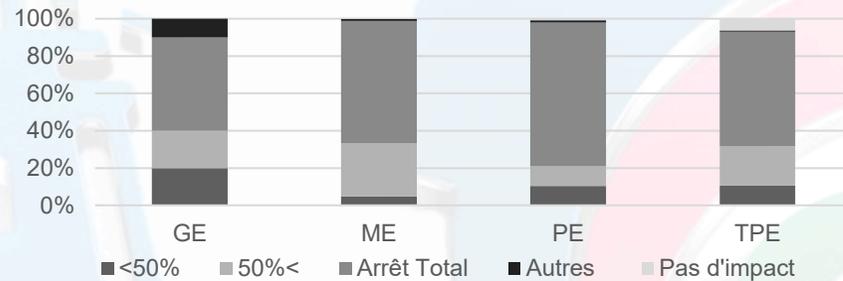
➤ **Les villes à vocation touristique sont les plus atteintes**
Les services dans les villes de Mdiq-Fnideq, Larache, Chefchaouen et Al Hoceima sont lourdement frappés par la conjoncture qu'a imposée covid-19. Les installations touristiques sont à l'arrêt de même pour le commerce non alimentaire.

Impact par taille d'entreprise

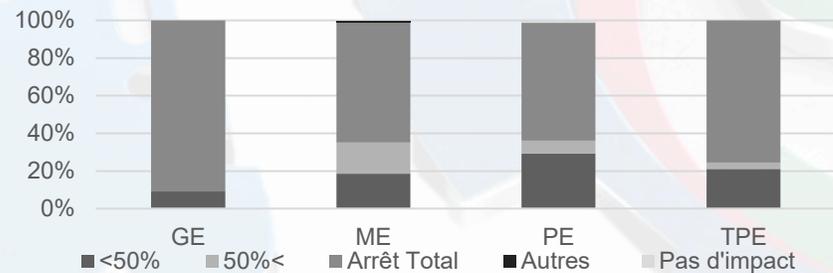
Impact de covid-19 sur l'activité des entreprises par taille et par secteur

	GR	M	P	TP	Total
<50%	5	63	111	89	268
Commerce	2	19	36	38	95
Industrie	1	18	21	12	52
Services	2	26	54	39	121
50%<	2	148	63	89	302
Commerce	2	114	36	76	228
Industrie		16	5	2	23
Services		18	22	11	51
Arrêt Total	21	412	504	438	1375
Commerce	5	261	266	222	754
Industrie	10	62	45	43	160
Services	6	89	193	173	461
Autres	1	6	7	5	19
Commerce	1	4	4	2	11
Industrie		1			1
Services		1	3	3	7
Pas d'impact	1	3	7	25	36
Commerce		1	3	23	27
Industrie			1		1
Services	1	2	3	2	8
Total	30	632	692	646	2000

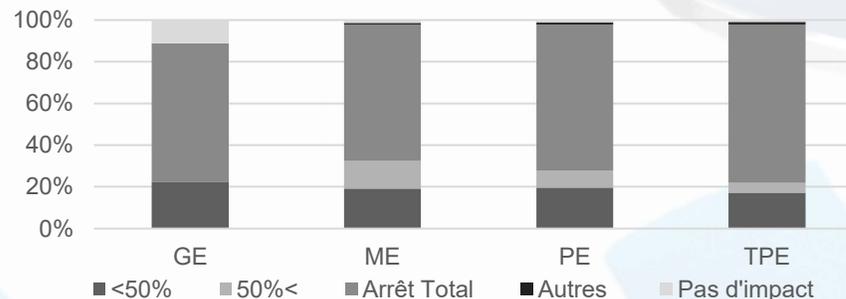
Impact de covid-19 sur l'activité des entreprises de commerce/Région



Impact de covid-19 sur l'activité des entreprises de l'industrie/Région



Impact de covid-19 sur l'activité des entreprises des Services/Région



75%

Des TPE et PME sont à l'arrêt total. Ce chiffre cache celui de l'effectif : plus de 1500 des 2000 entreprises enquêtées sont concernées, contre 21 grandes entreprises dans la même situation.

38%

Soit 1/4 commerçants (TP et PM) se sont retrouvés en situation d'arrêt total du travail.

50%

La moitié des moyennes entreprises industrielles s'est retrouvée en « arrêt du travail ». La grande, la petite et la toute petite sont relativement moins atteintes dans ce secteur.

78%

Plus de 3/4 petites et toutes petites entreprises sont en arrêt total du travail, soit 25% des entreprises enquêtées.

L'impact selon la localisation



Tanger-Assilah



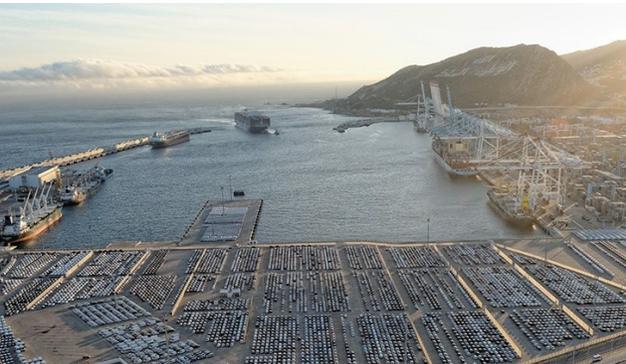
Al Hoceima



Tétouan



Mdiq-Fnideq



Fahs-Anjra



Larache

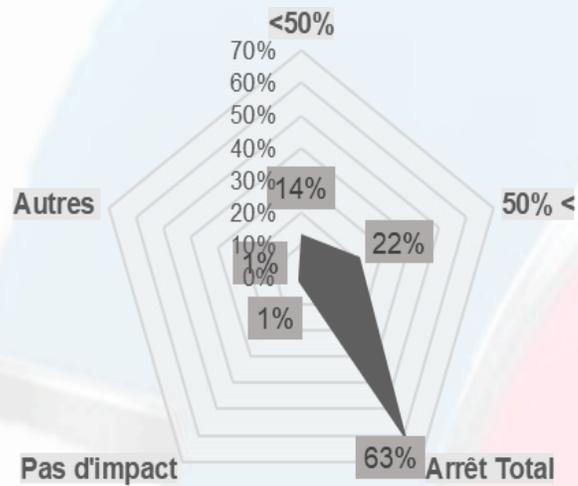


Ouezzane

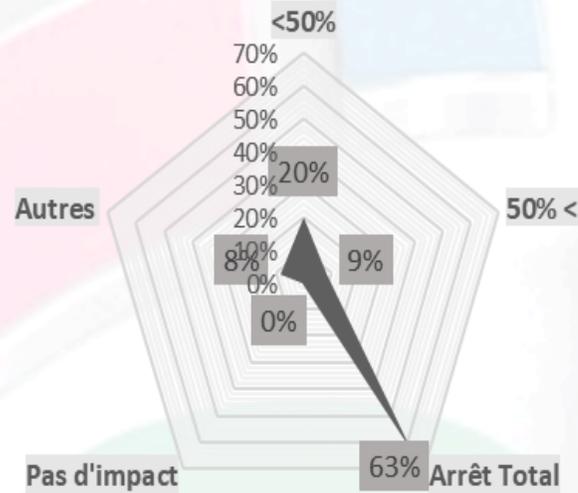


Chefchaouen

Tanger-Assilah



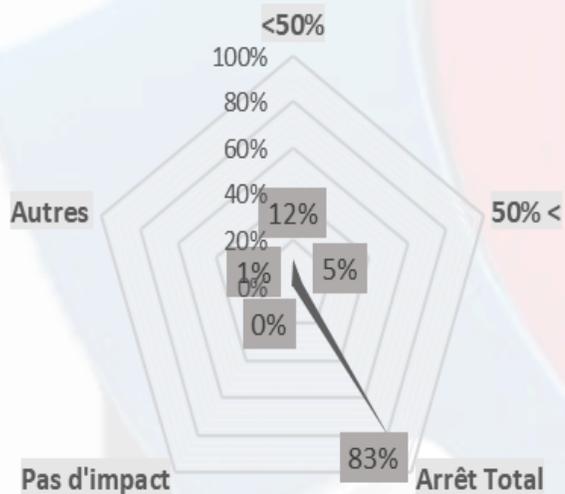
Al Hoceima



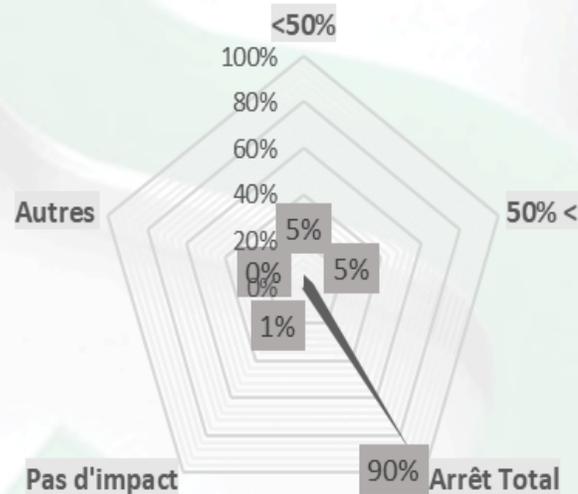
100%

L'aiguille du radar pique vers « arrêt total » des activités dans tous les graphiques. Mdiq-Fnideq et Larache enregistrent des taux supérieurs à 90%.

Tétouan



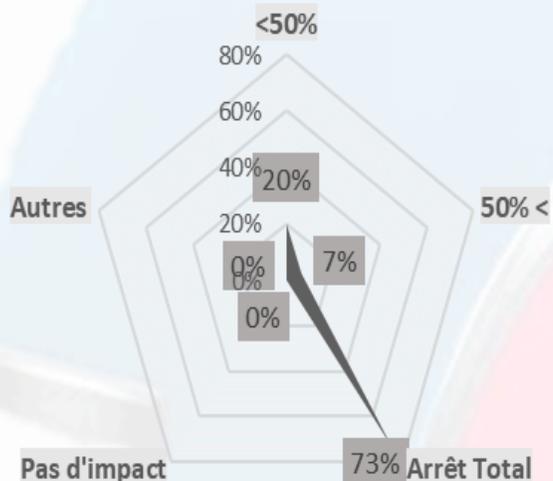
Larache



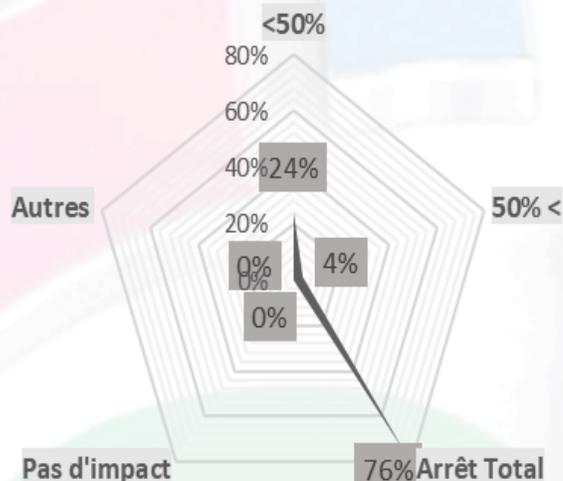
+50%

15 % des entreprises déclarent que leurs activités se sont réduites de 50 à 100%.

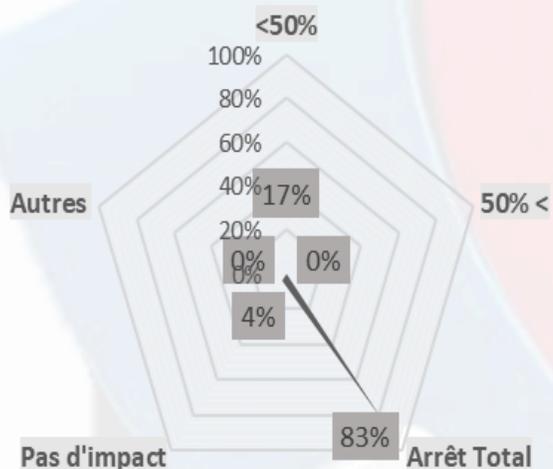
Fahs-Anjra



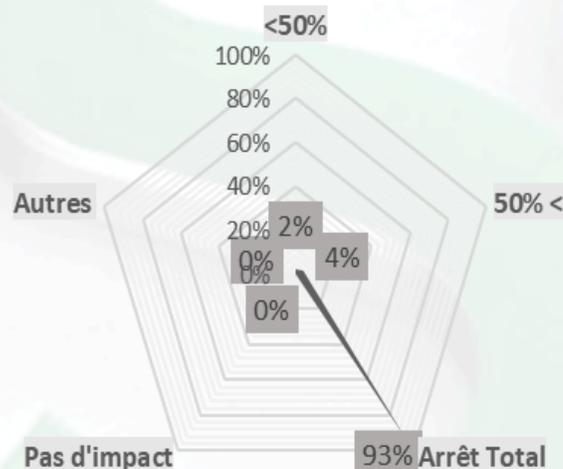
Ouezzane



Chefchaouen



Mdiq-Fnideq



100%

Elles sont minoritaires les entreprises n'ayant pas subi d'impact ou, au contraire, ayant profité de la situation à cause de la demande sur des produits en particulier.

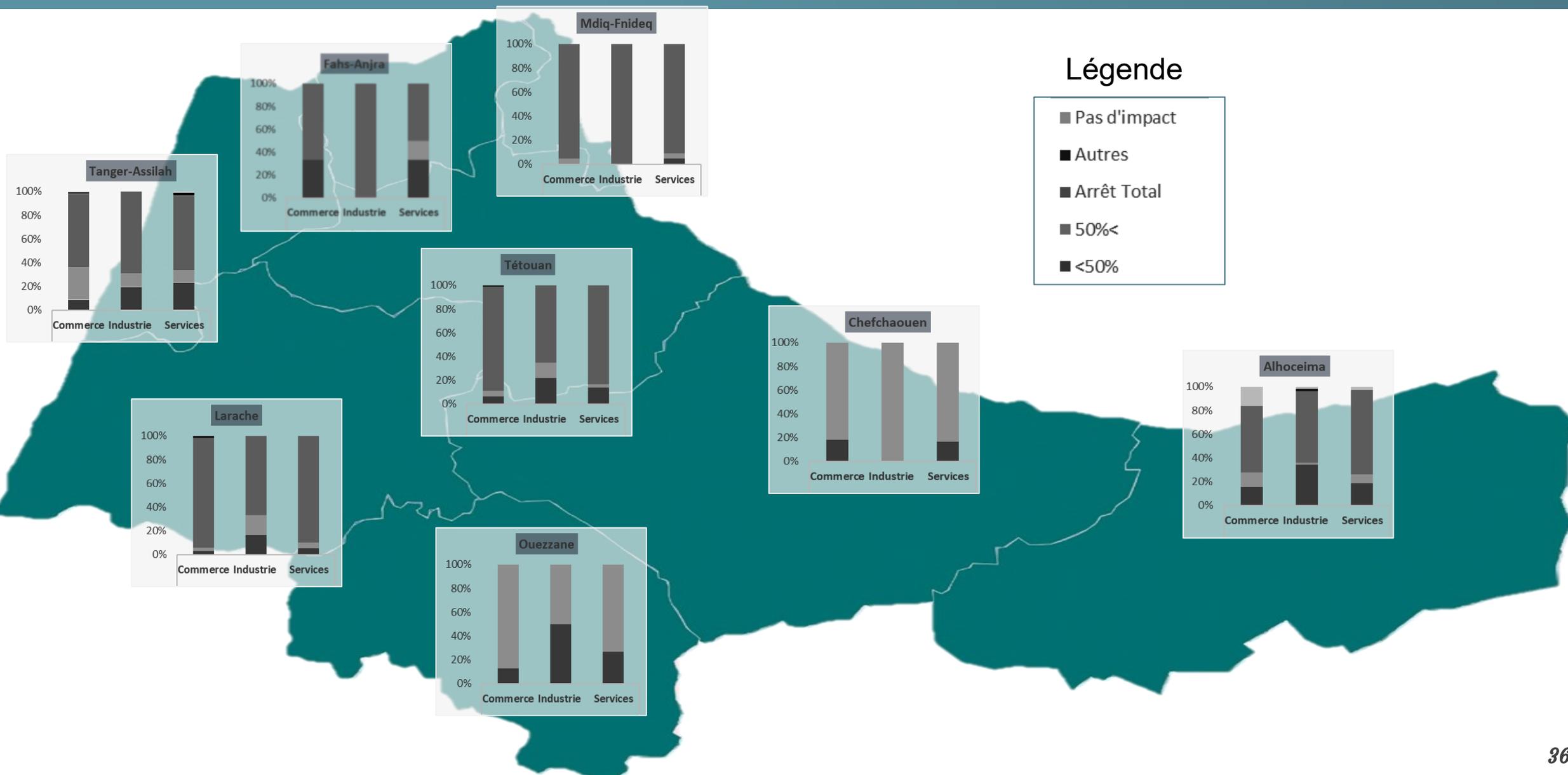
+50%

Ouezzane et Chefchaouen sont partagées entre « l'arrêt total » et « <50% ». La prédominance du commerce de produits alimentaires pourrait expliquer cette situation.

-50%

1/5 entreprises à Al Hoceima, Fahs-Anjra et Ouezzane déclarent avoir réduit leurs activités à un niveau inférieur à 50%.

L'impact par secteur/localisation



Raisons avancées à cette situation



“

L'état d'urgence sanitaire et le confinement sont la principale cause de la chute de la demande et de la récession

”



... à la recherche d'explications pour l'impact

	Commerce	Industrie	Services	Total
Absence de clientèle	253	99	185	537
Absence de RH		8	20	28
Autres	24	6	22	52
Confinement	753	93	346	1192
Raison financière	61	21	32	114
Pas d'impact	2		1	3
Transport et logistique	22	10	42	74
Total général	1115	237	648	2000

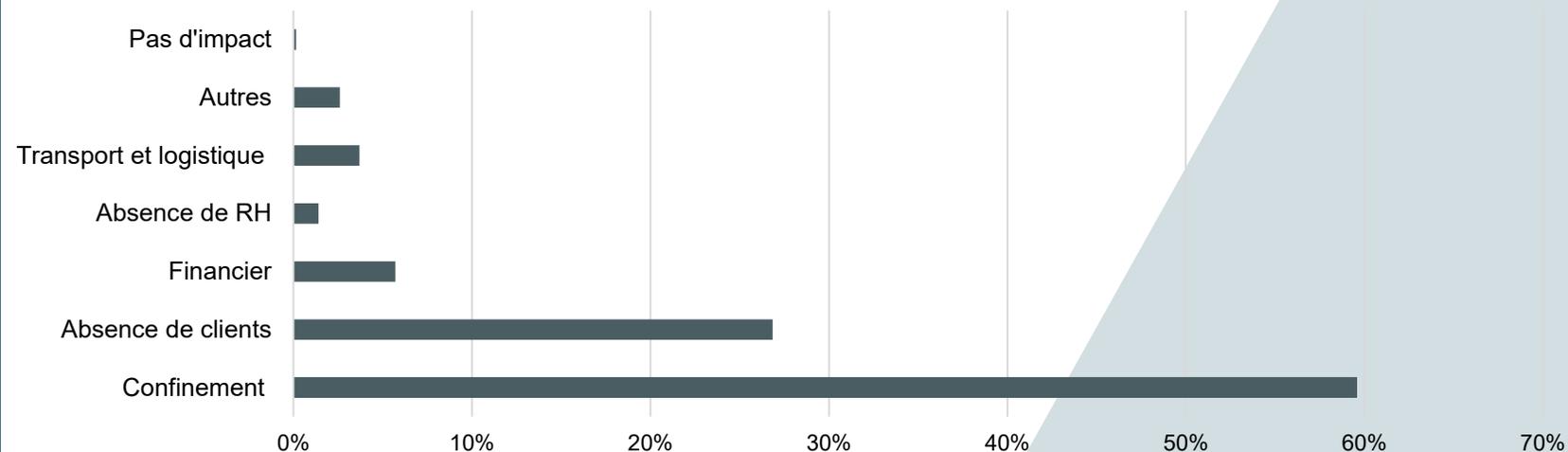
6

Réponses des entreprises

Plusieurs questions ont été posées aux entreprises pour avoir l'explication de la cause de l'impact sur l'entreprise et à travers elle sur le secteur, la taille et le territoire.

Les questions ont été regroupées par la suite en 6 ensembles significatifs en rapport avec l'offre, la demande, la logistique, l'état d'urgence, la finance et la disponibilité des ressources humaines de l'entreprise.

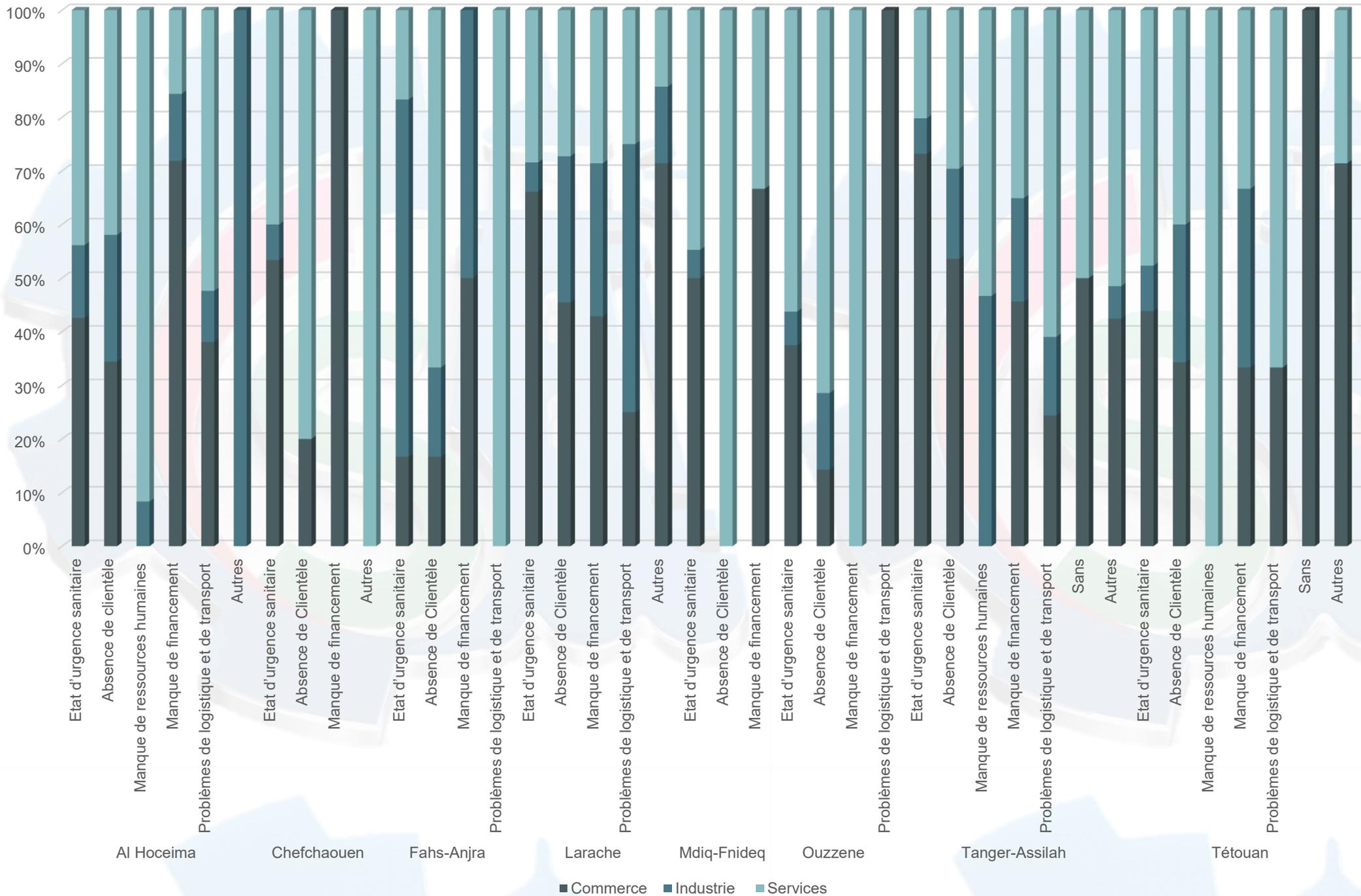
Raisons évoquées comme causes de l'impact



90%

L'état d'urgence sanitaire, l'état de confinement et de distanciation sociale qu'il a imposé sont les principales causes de la fermeture, de l'absence de clientèle et des problèmes d'approvisionnement liés au transport.

Raisons de l'impact par ville et par secteur





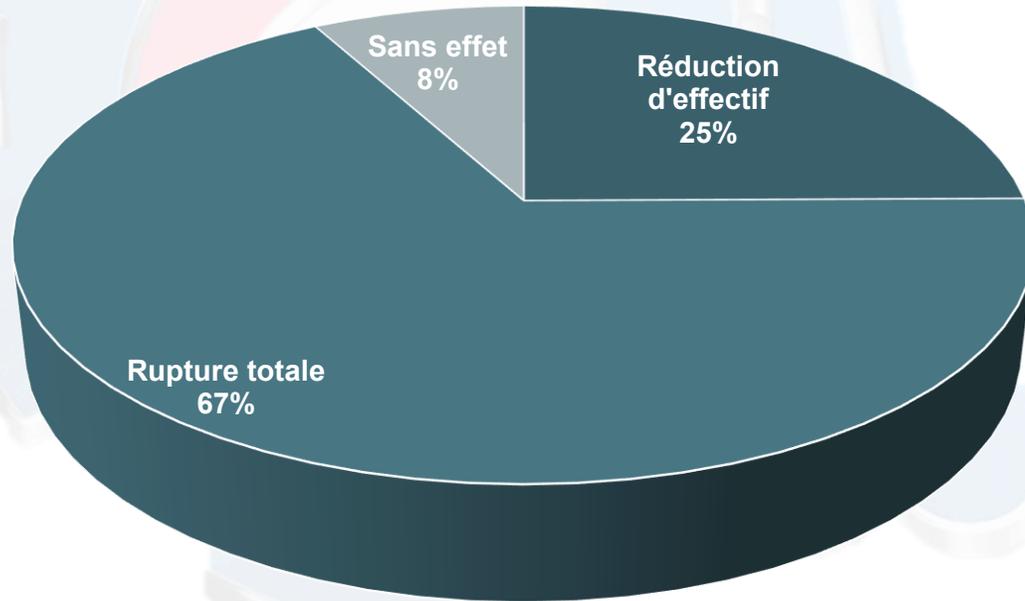
Le coût social de Covid-19

92% entreprises sont considérées par « la rupture totale de l'emploi » ou par « la réduction des effectifs » pendant cette période d'état d'urgence sanitaire.

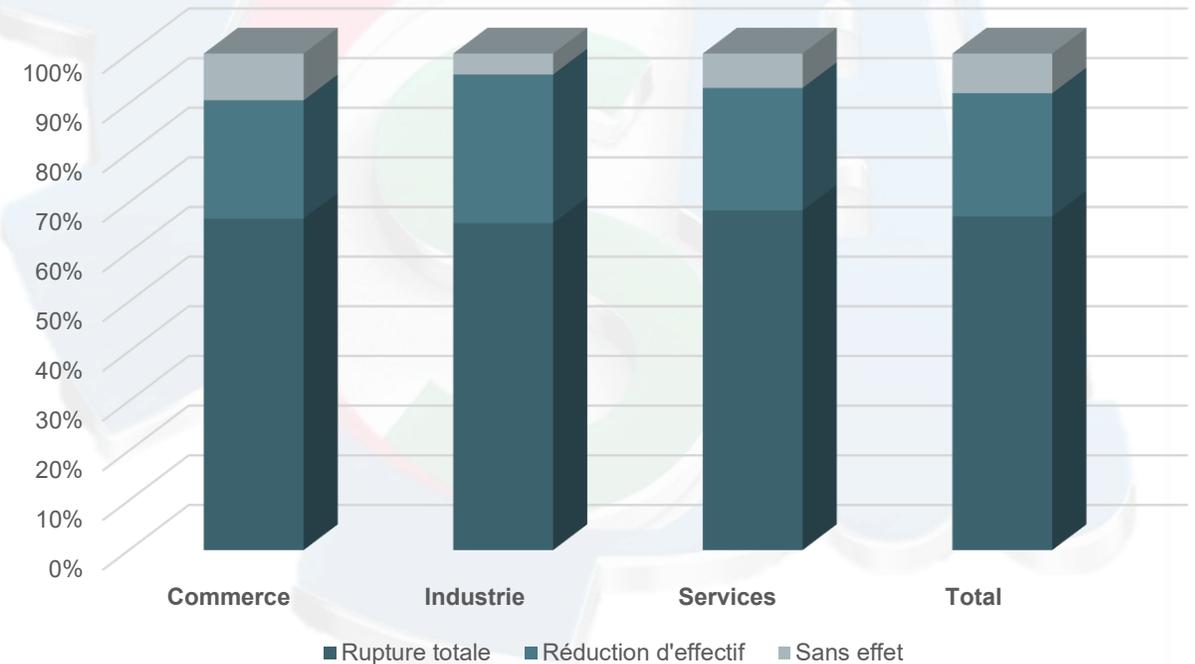


Le coût social de Covid-19

Les pertes en matière d'emploi dans la région

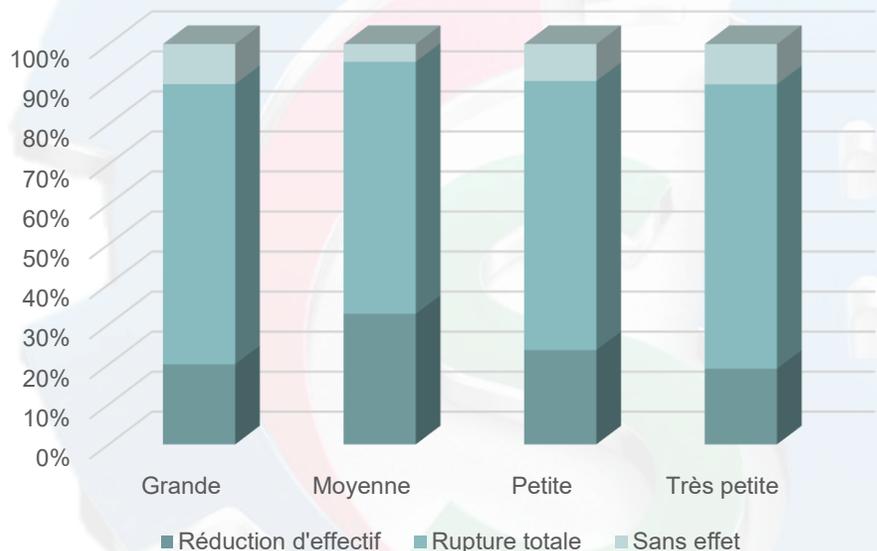


Les pertes en matière d'emploi par secteur



Le coût social par taille

Le coût social de l'état d'urgence sanitaire dans la région par taille



08%

Des emplois semblent ne pas subir d'impact.

40%

Des entreprises n'ayant pas subi d'effet sont des toutes petites entreprises.

68%

Des emplois se sont trouvés en situation de « rupture totale ».

25%

Des entreprises ont dû réduire leurs effectifs.

95%

Des emplois des moyennes entreprises étaient à la « rupture totale » ou ils se sont adaptés par une réduction des effectifs.

90%

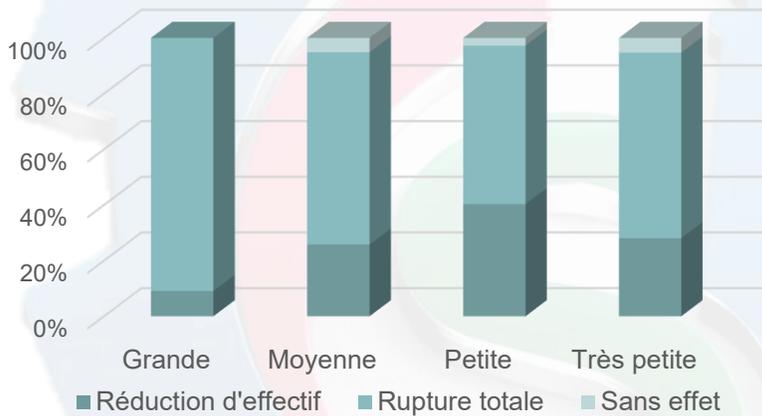
Des emplois des grandes industries étaient à la « rupture totale ».

Type d'impact social de l'état d'urgence sanitaire sur les entreprises de la région par secteur et par taille

	Réduction d'effectif	Rupture totale	Sans effet	Total
Commerce	24%	67%	9%	100%
Grande	20%	50%	30%	100%
Moyenne	35%	62%	3%	100%
Petite	20%	68%	13%	100%
Très petite	16%	72%	12%	100%
Industrie	30%	66%	4%	100%
Grande	9%	91%	0%	100%
Moyenne	26%	69%	5%	100%
Petite	40%	57%	3%	100%
Très petite	28%	67%	5%	100%
Services	25%	68%	7%	100%
Grande	33%	67%	0%	100%
Moyenne	30%	63%	7%	100%
Petite	24%	69%	7%	100%
Très petite	22%	71%	7%	100%

Nature d'affectation de l'emploi par secteur et par taille d'entreprise (Région)

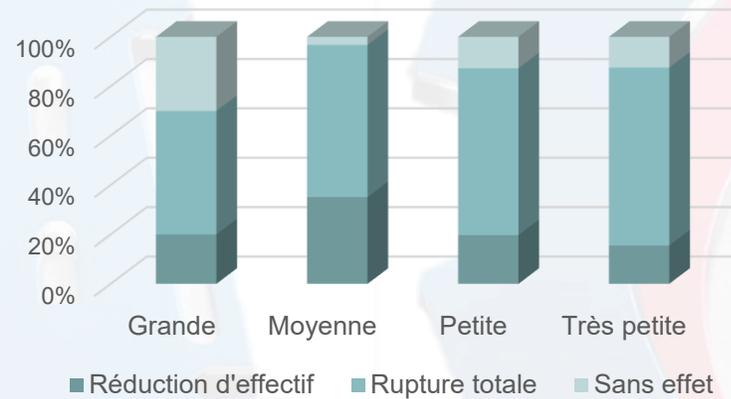
L'industrie



50%

Des entreprises en industrie ont été en « rupture totale » d'activité et plus particulièrement la moyenne et la toute petite d'entre-elles.

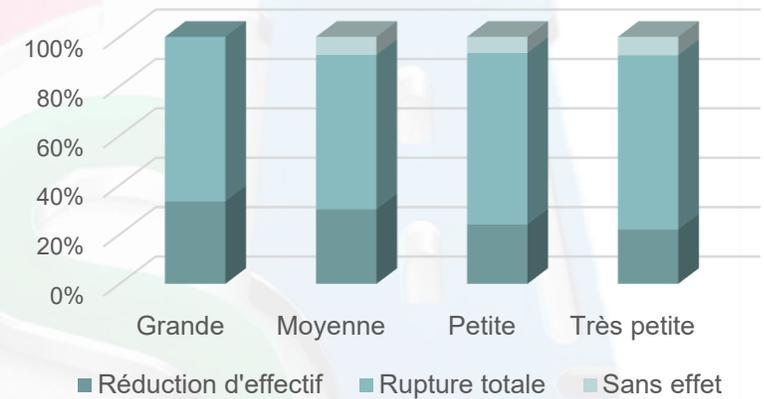
Le commerce



66%

Des emplois du commerce étaient en « rupture totale »

Les services

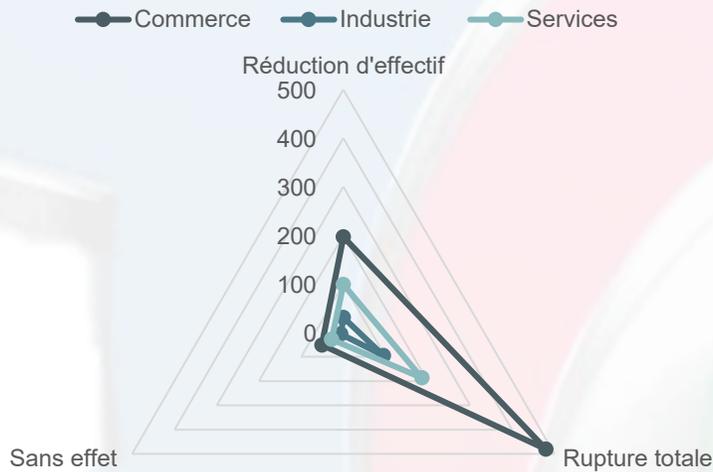


68%

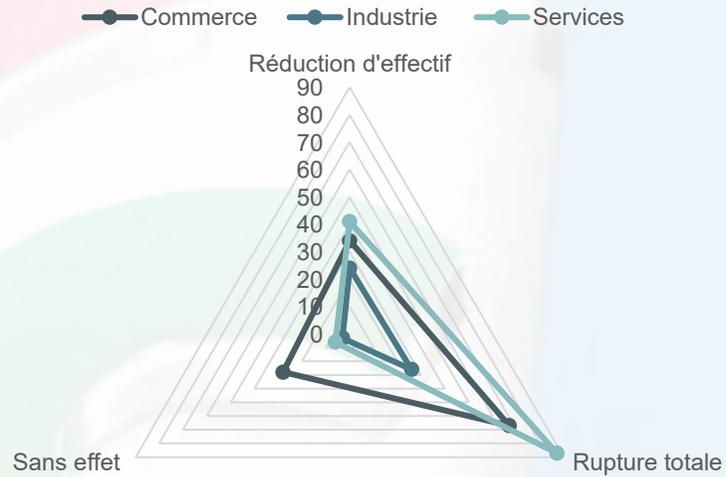
Des emplois dans le service ont été condamnés à la « rupture totale ».

L'impact selon la localisation

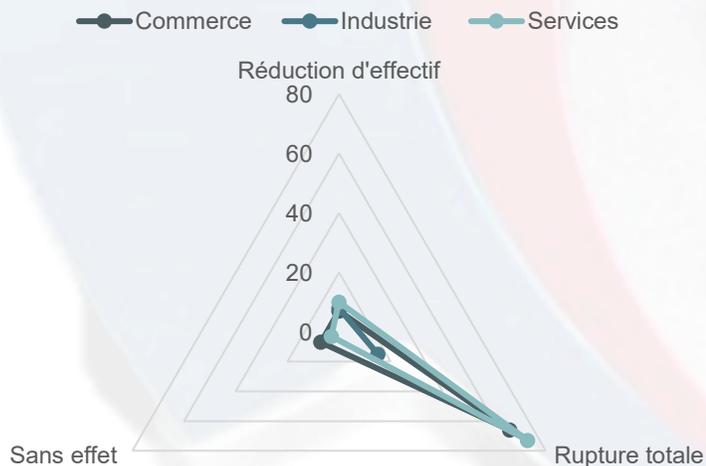
Tanger-Assilah



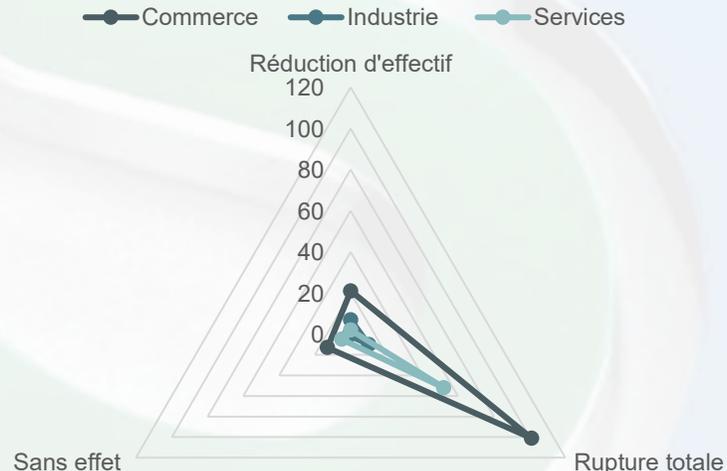
Al Hoceima



Tétouan



Larache



100%

L'aiguille du radar pique vers la « rupture totale » des emplois. Mdiq-Fnideq et Larache enregistrent des taux supérieurs à 90%.

70%

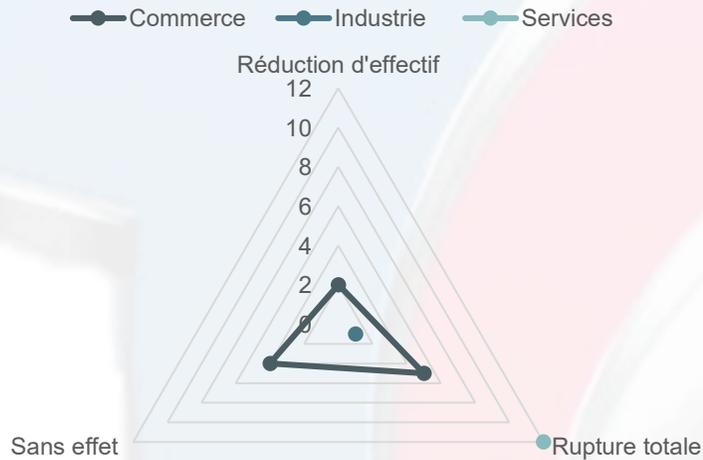
Le même constat précédant concernant l'activité se confirme aussi pour l'emploi à Tanger-Assilah et Al Hoceima qui affichent moins de 70% de « rupture totale ».

80%

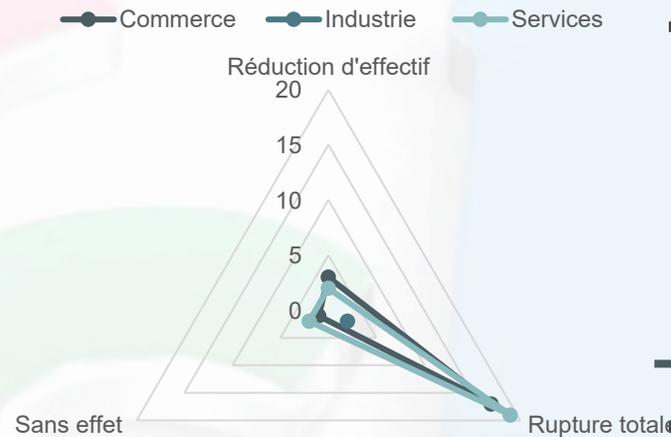
Les 6 autres villes enregistrent des taux supérieurs à 70% voire plus 80% comme pour Tétouan et Mdiq-Fnideq

L'impact selon la localisation

Chefchaouen



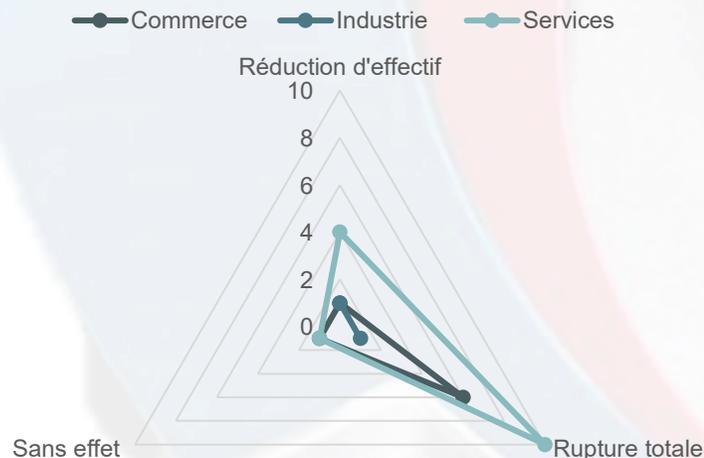
Mdiq-Fnideq



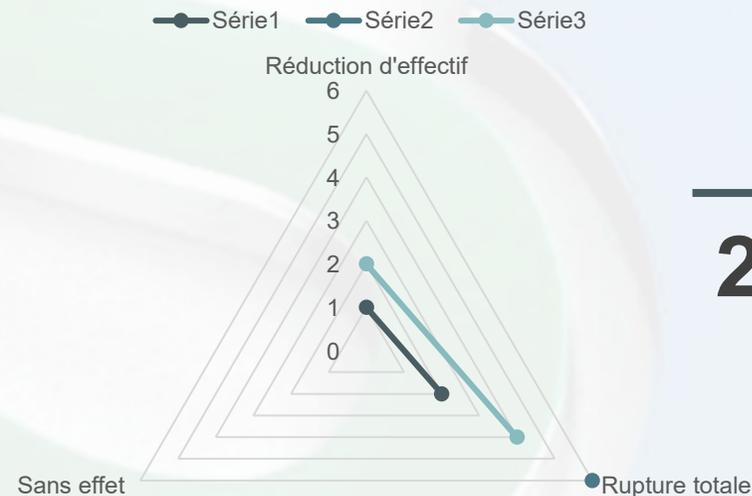
17%

Seule Chefchaouen affiche un taux supérieur à 15% pour les entreprises n'ayant pas subi d'effet. L'absence de cas de Covid-19 est peut-être pour quelque chose.

Ouezzane



Fahs-Anjra



10%

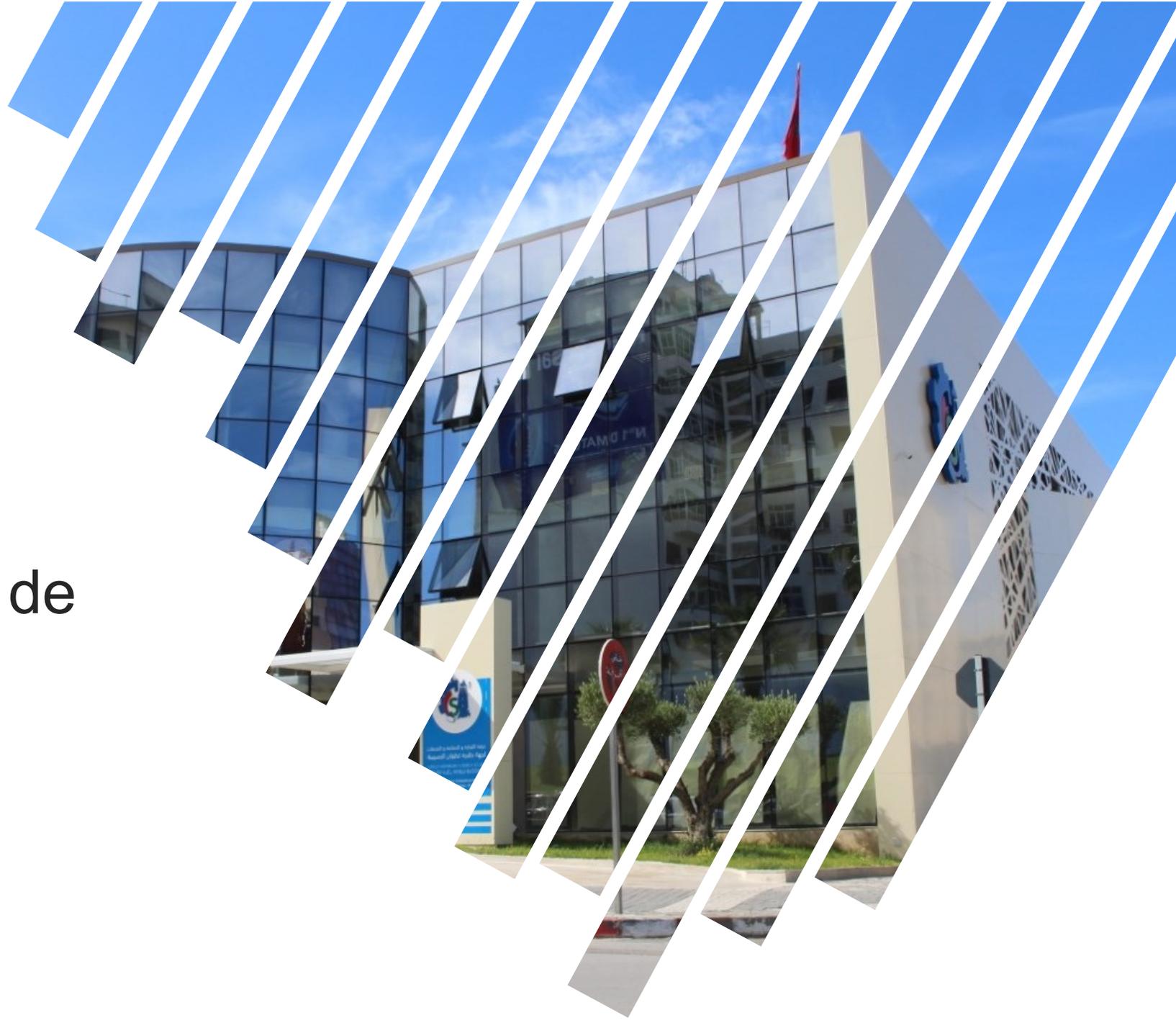
À l'exception de Chefchaouen et Al Hoceima, toutes les autres villes ont un taux inférieur à 10% concernant la réponse « Pas d'effet » sur l'emploi.

28%

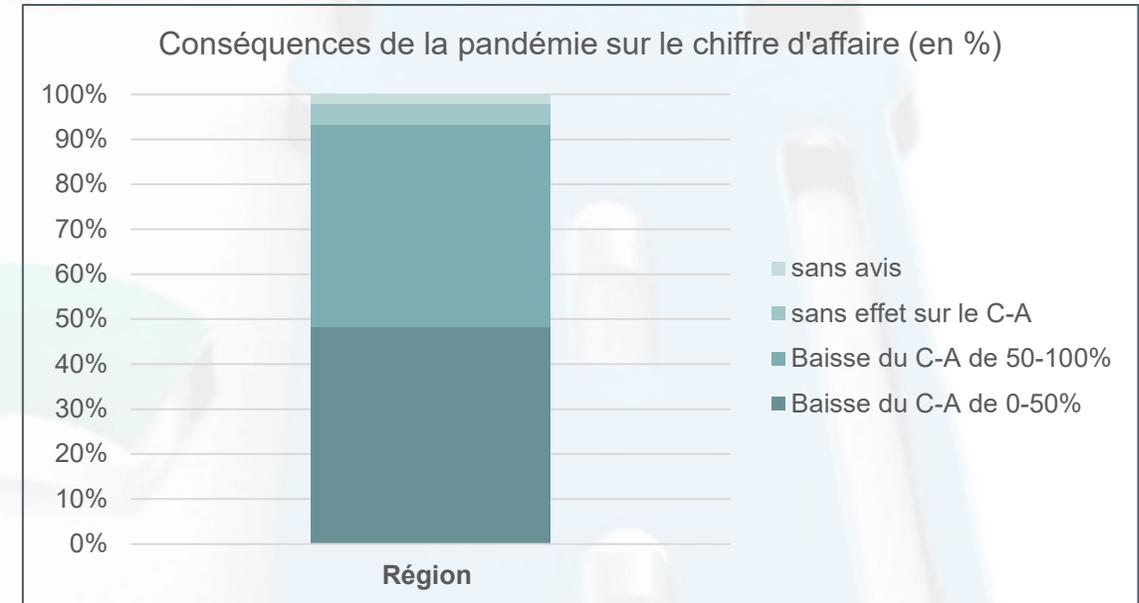
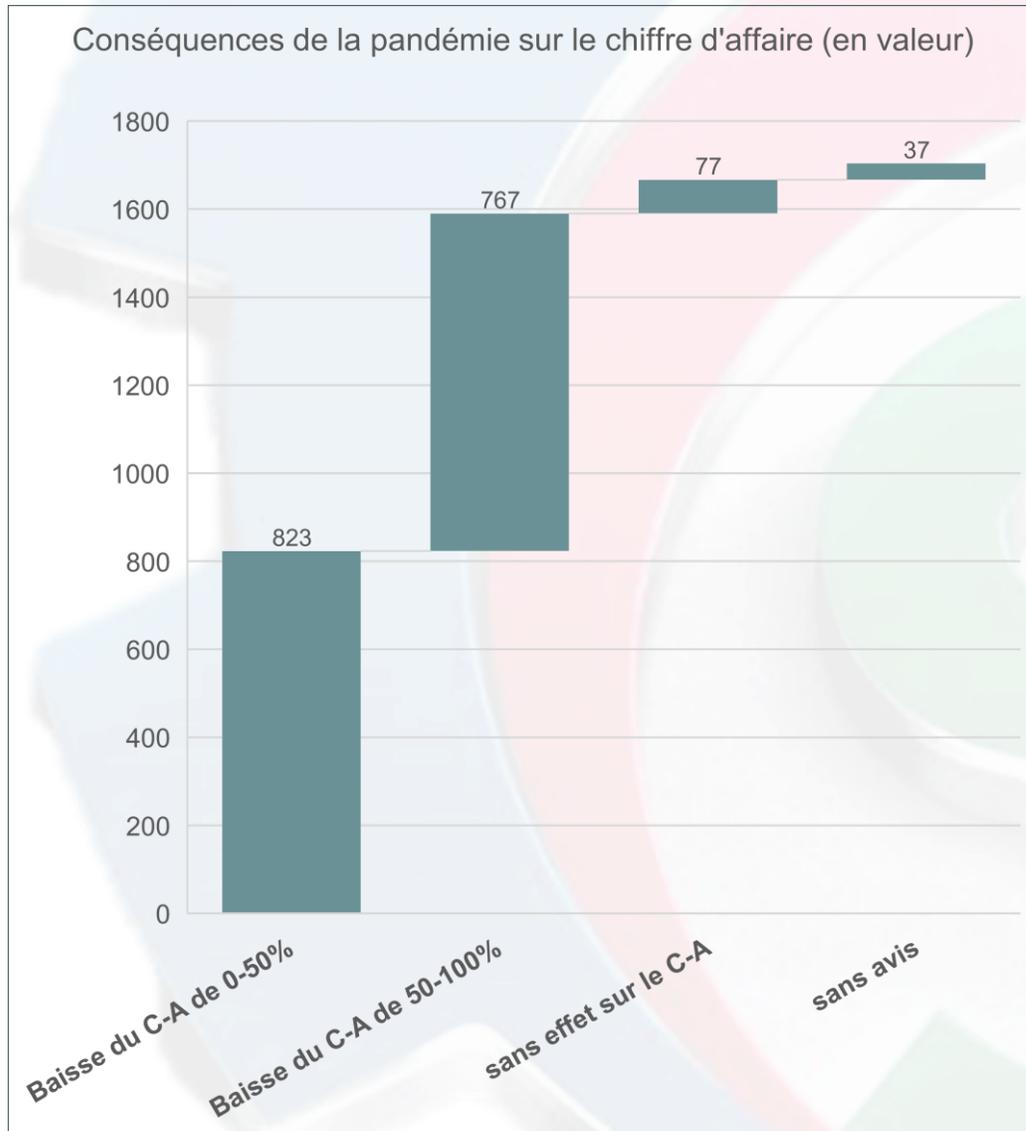
Des entreprises tangéroises qui représentent plus de 60% de l'ensemble de la population de cette enquête ont réduit leurs effectifs.

Évolution du chiffre d'affaires

Pour le reste de
l'année



Évolution du chiffre d'affaires pour le reste de l'année dans la région



93% Soit plus de 1600/2000 entreprises, tous secteurs et tailles confondus, sont convaincues de la baisse de leur chiffre d'affaires pour l'année 2020.

07% Ce sont les entreprises qui n'ont pas d'avis particulier sur cette évolution (2%) ou celles à qui la demande particulière en ces temps de crise leur a été favorable (produits alimentaires, désinfectants...)

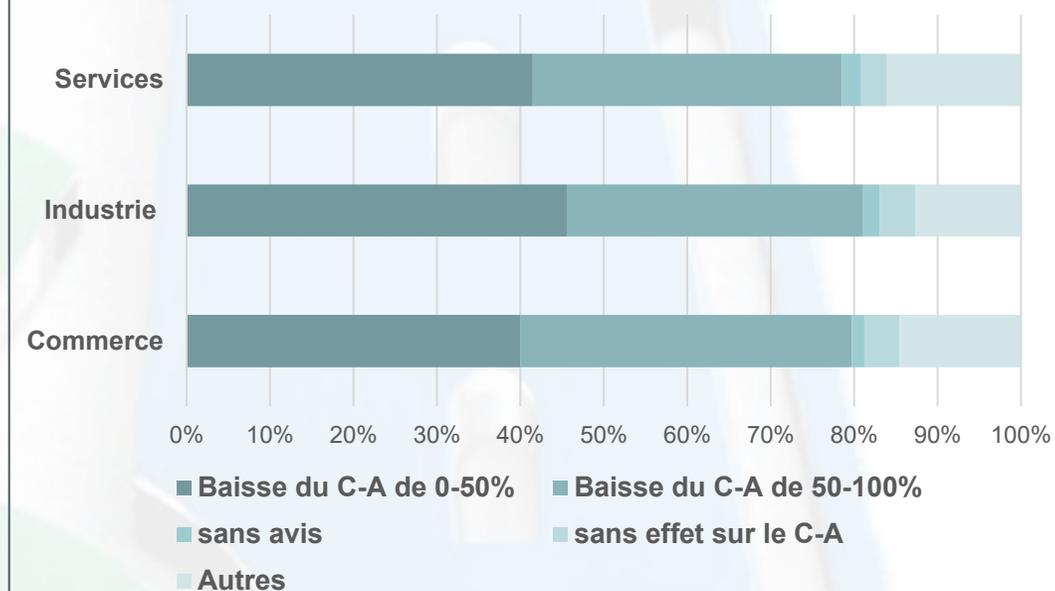
40% Des entreprises voient la situation plus sombre avec une chute du chiffre d'affaires à des niveaux record de 50 à 100%.

Évolution du chiffre d'affaires pour le reste de l'année par secteurs et par taille

Pronostiques de l'effet sur le C-A par secteur/taille — Région

	- 0-50%	- 50-100%	Sans effet	Sans avis	Autre	Total
Commerce	446	443	47	17	162	1115
Grande	6	2		1	1	10
Moyenne	197	156	11	5	30	399
Petite	123	143	10	11	58	345
Très petite	120	142	26		73	361
Industrie	108	84	10	5	30	237
Grande	8	2			1	11
Moyenne	34	46	6	5	6	97
Petite	32	26	1		13	72
Très petite	34	10	3		10	57
Services	269	240	20	15	104	648
Grande	1	4	1	1	2	9
Moyenne	50	50	6	8	22	136
Petite	107	122	10	6	30	275
Très petite	111	64	3		50	228
Total	823	767	77	37	296	2000

Conséquences de la pandémie sur le chiffre d'affaire selon les secteurs-Région

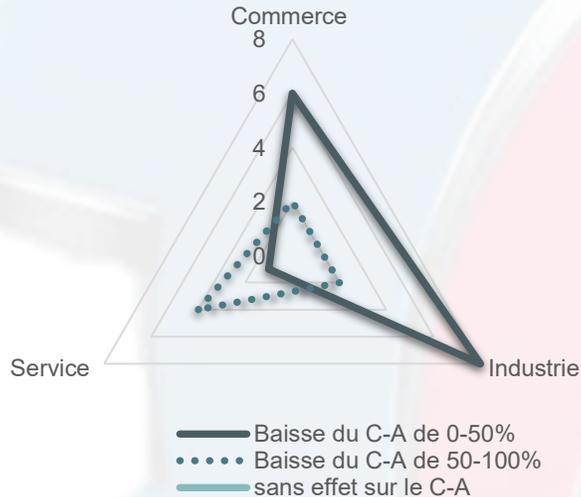


- 🔥 **80 %** des entreprises sont convaincues que la pandémie va avoir des répercussions financières,
- 🔥 **60 %** des grande entreprises appartenant au commerce et à l'industrie estiment que la baisse sera catastrophique de l'ordre de 50% à 100%.

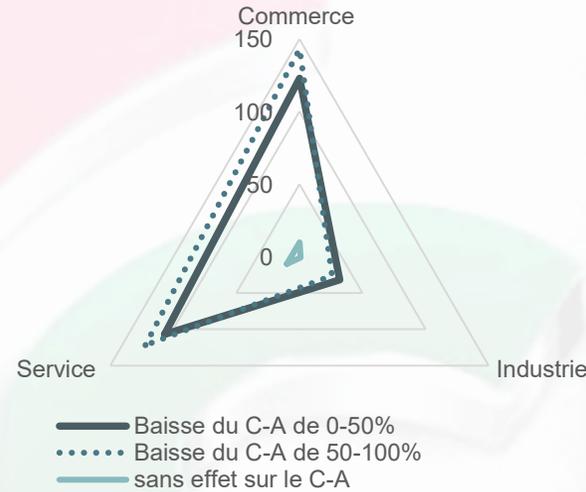
- 🔥 **82 %** des entreprises industrielles sont certaines de la baisse du chiffre d'affaires, 45% l'estiment à un niveau allant de 0% à 50%.
- 🔥 **80 %** des entreprises de commerce s'attendent à une baisse du C-A.

Évolution du chiffre d'affaires pour le reste de l'année (par secteur et par taille)

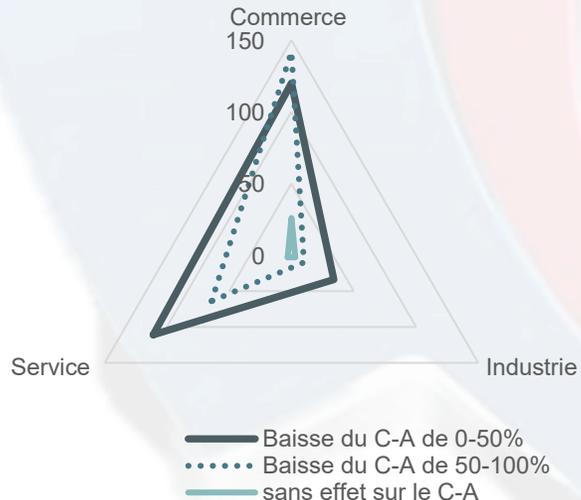
Situation dans la GE par secteur



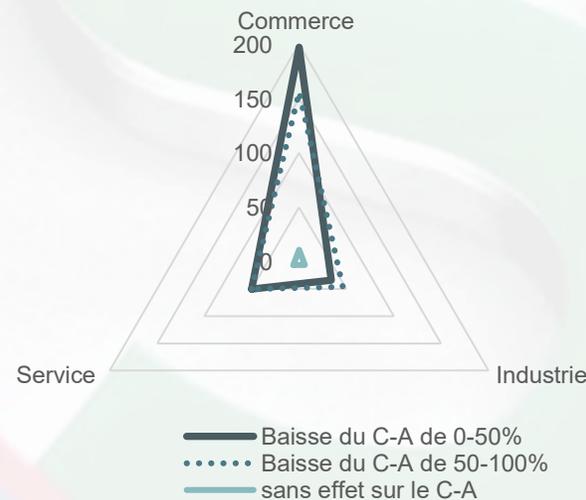
Situation dans la ME par secteur



Situation dans la PE par secteur



Situation dans la TPE par secteur



53%

Des GE industrielles s'attendent à une baisse du C-A de 0 à 50%

40%

Des ME dans le commerce et dans les services prévoient une baisse de 50 à 100% de leurs C-A

51%

Des PE dans le commerce s'attendent aussi à une baisse allant de 50 à 100%

39%

Des TPE dans le commerce s'attendent aussi à une baisse allant de 50 à 100%

80%

Des commerçants présentent une baisse du C-A pour cette année

Pronostiques de l'évolution du CA pour l'année 2020, dans les grandes provinces et préfectures

Tanger-Assilah

Commerce Industrie Services

Autres

400

300

200

100

0

Baisse du C-A de 50-100%

Baisse du C-A de 0-50%

51%

Des entreprises de Tanger-Assilah s'attendent à une baisse du C-A de 50 à 100 %

Al Hoceima

Commerce Industrie Services

Autres

80

60

40

20

0

Baisse du C-A de 50-100%

Baisse du C-A de 0-50%

Tétouan

Commerce Industrie Services

Autres

50

40

30

20

10

0

Baisse du C-A de 50-100%

Baisse du C-A de 0-50%

63%

Des entreprises des services à Al Hoceima s'attendent à une baisse du C-A de 0 à 50 %

Larache

Commerce Industrie Services

Autres

80

60

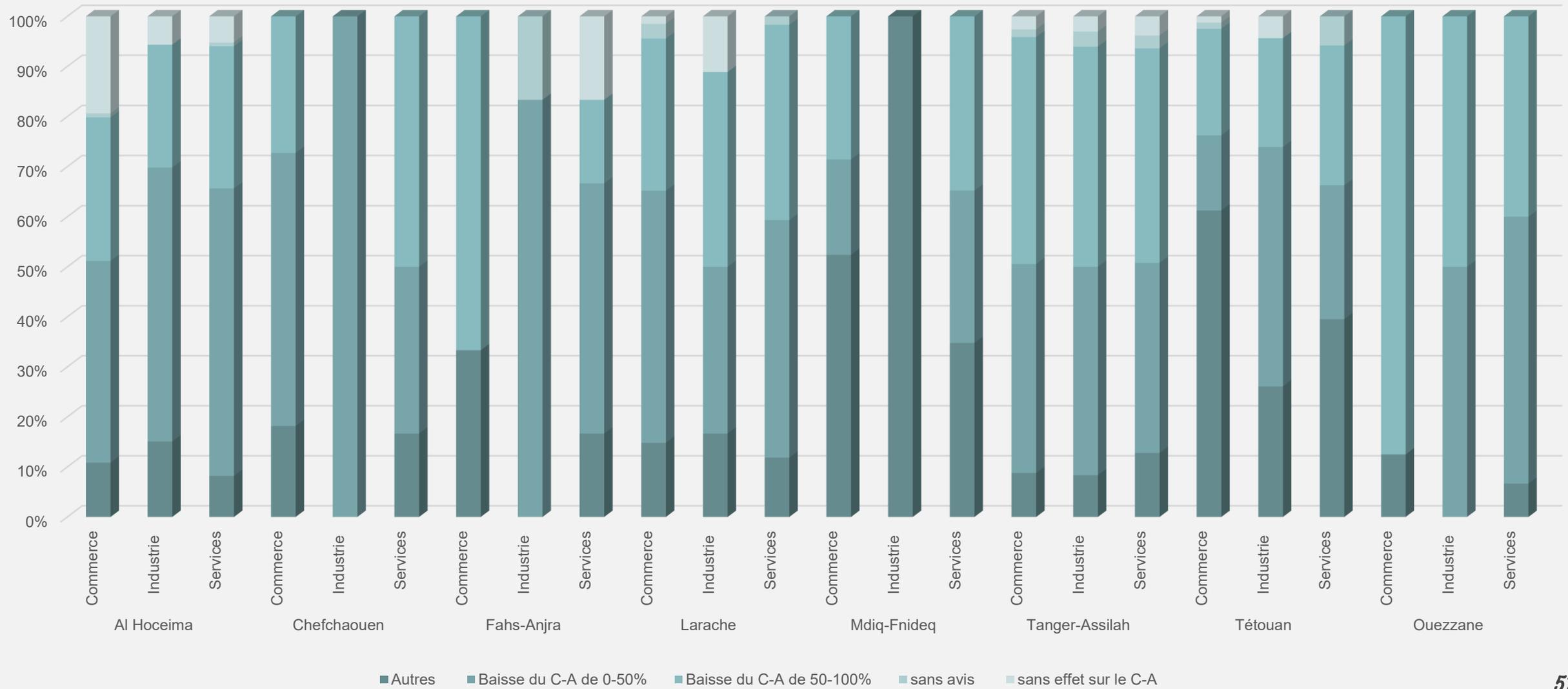
40

20

0

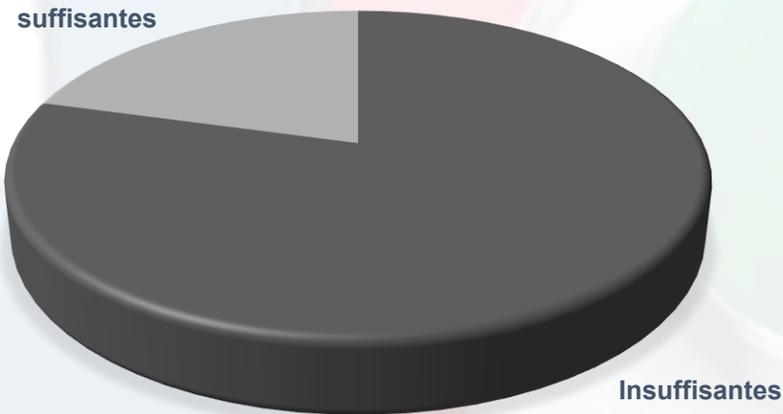
Baisse du C-A de 50-100%

Baisse du C-A de 0-50%



“ Comment qualifiez-vous les actions prises par les pouvoirs publics en votre faveur ? ”

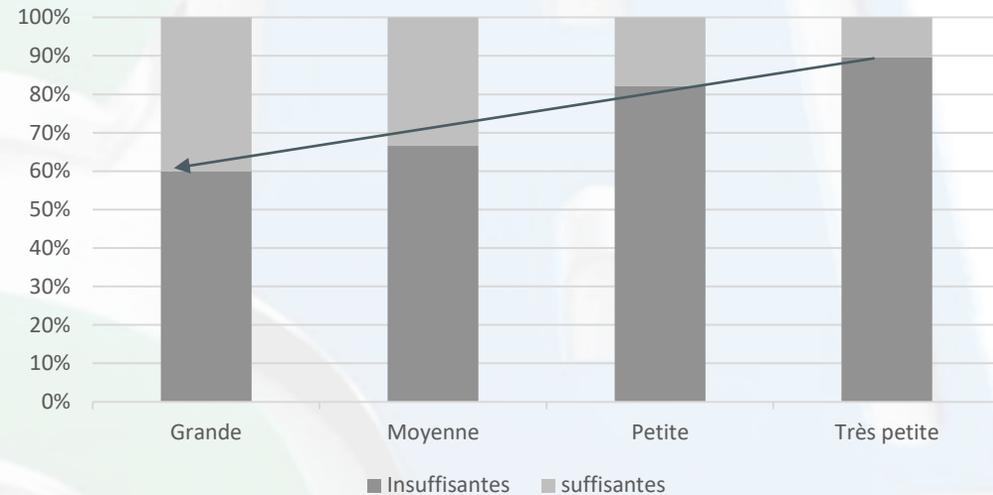
Dans l'ensemble de la Région



79%

Dans leur majorité, les entreprises de la région jugent les actions **INSUFFISANTES**

Dans la Région par taille d'entreprise

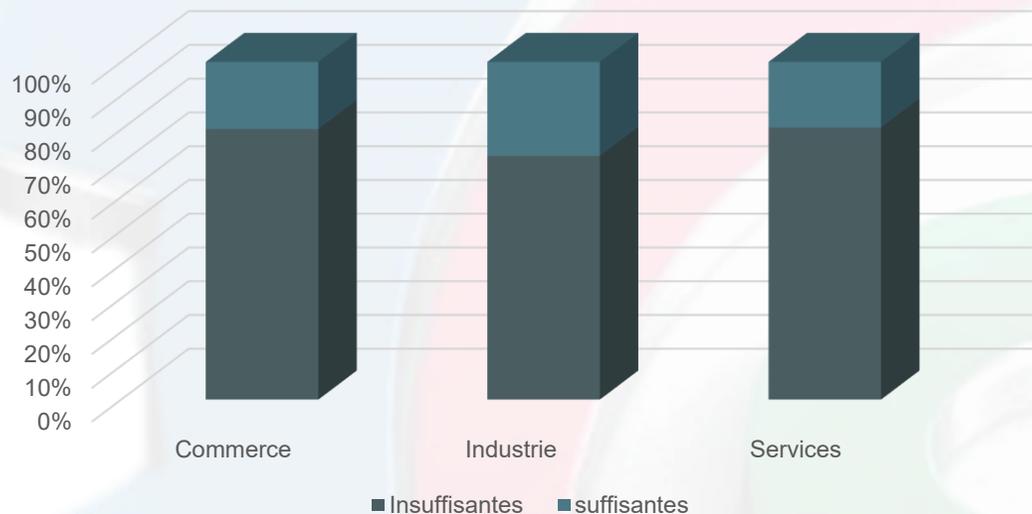


89%

Il paraît que la satisfaction est corrélée à la taille d'entreprise.



Qualification des actions prises par les pouvoirs publics par secteurs



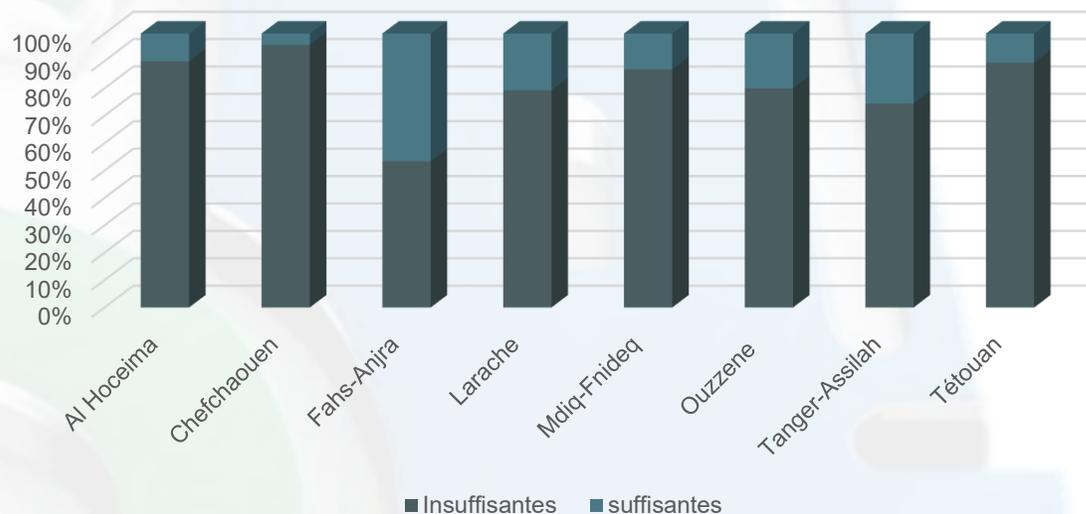
80 %

des commerçants et des prestataires de services sont insatisfaits de ces actions

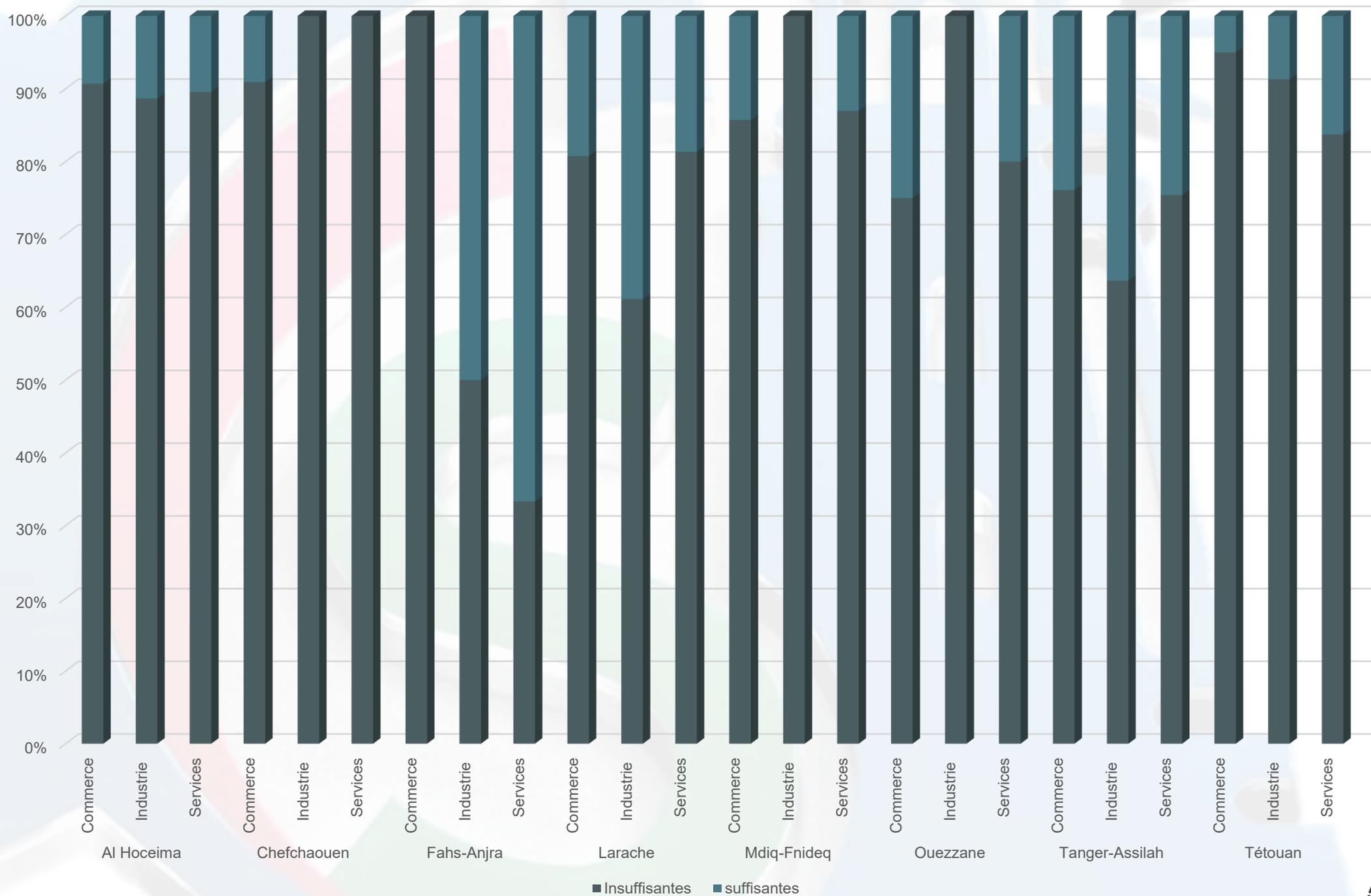
90 %

Des entreprises d'Al Hoceima, Tétouan, Chefchaouen et M'diq-fined le sont aussi.

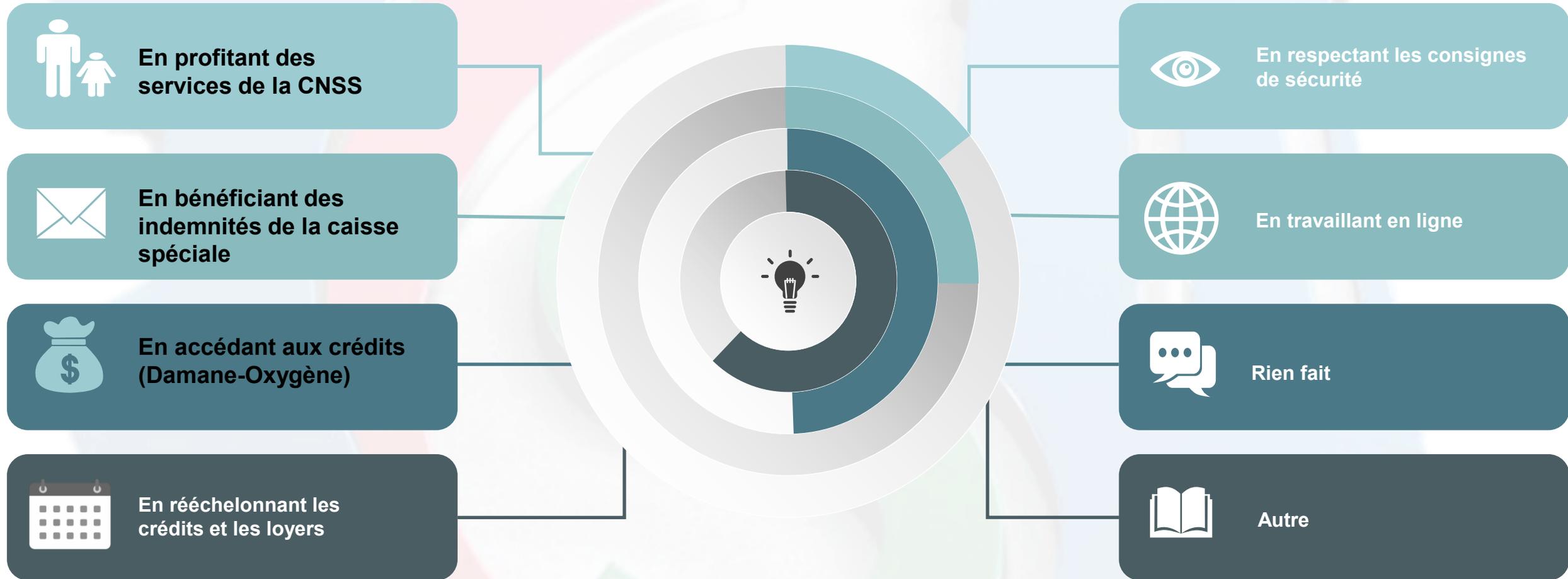
Qualification des actions prises par les pouvoirs publics Dans les provinces et les préfectures



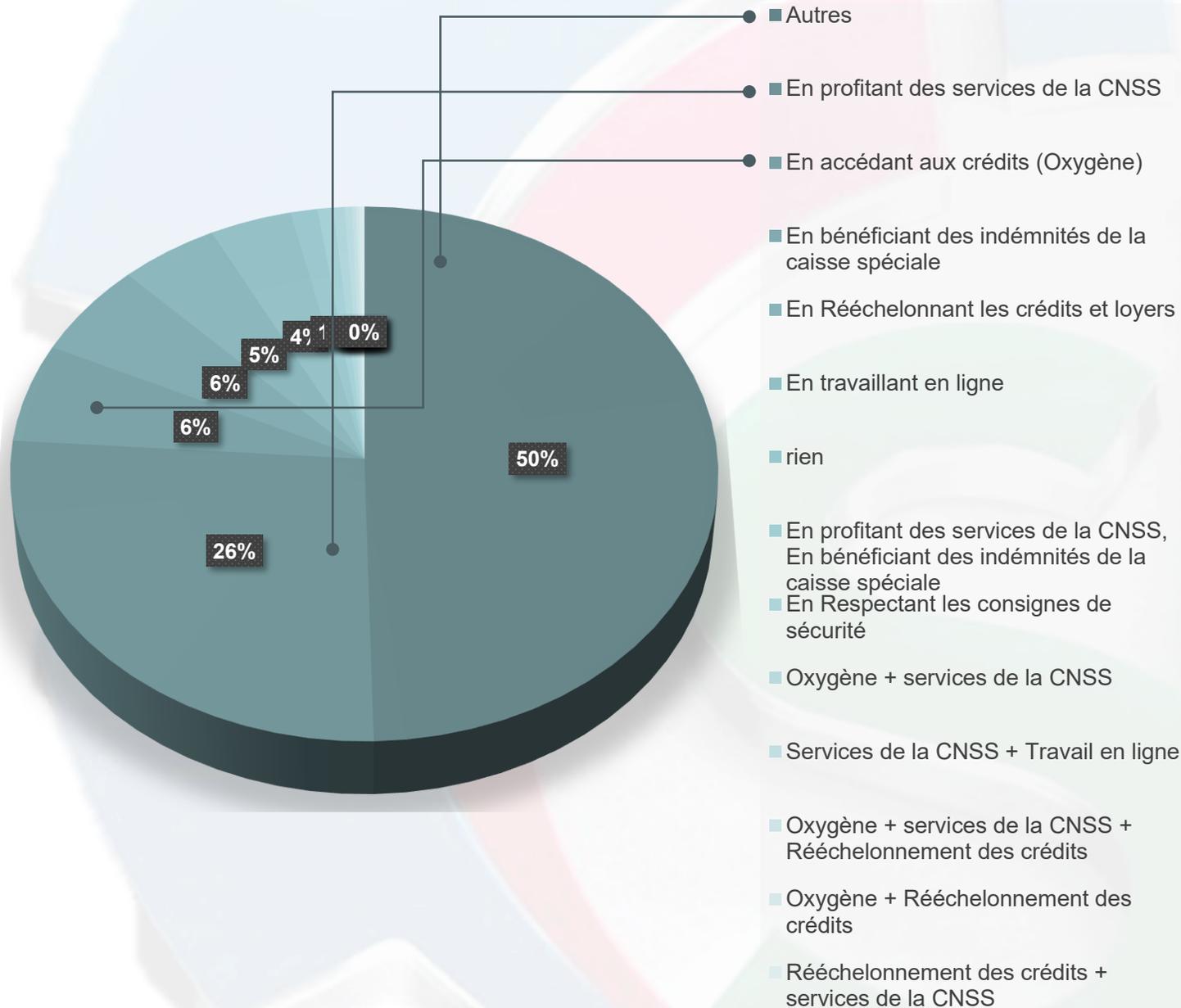
Qualification des actions prises par les pouvoirs publics (par provinces et secteurs)



“ Comment êtes-vous organisés pour faire face à la crise ? ”



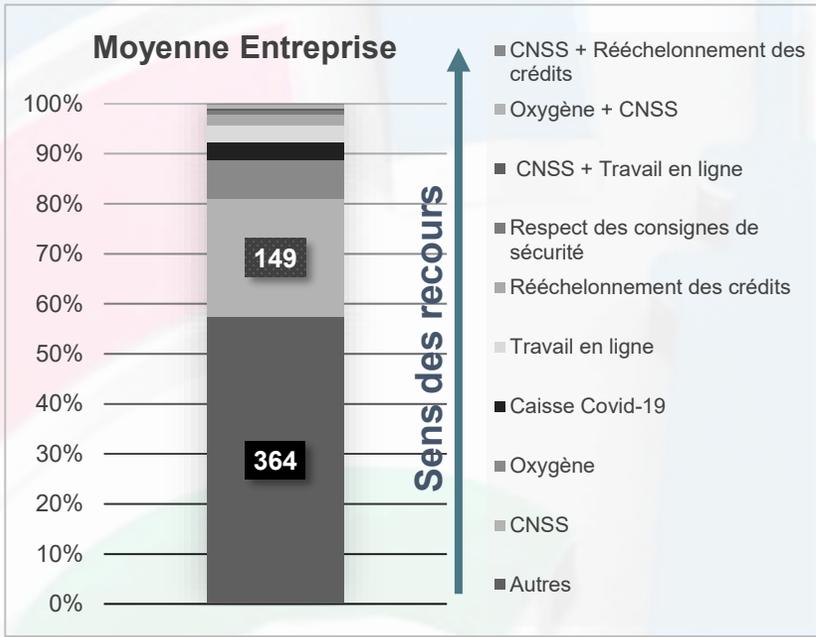
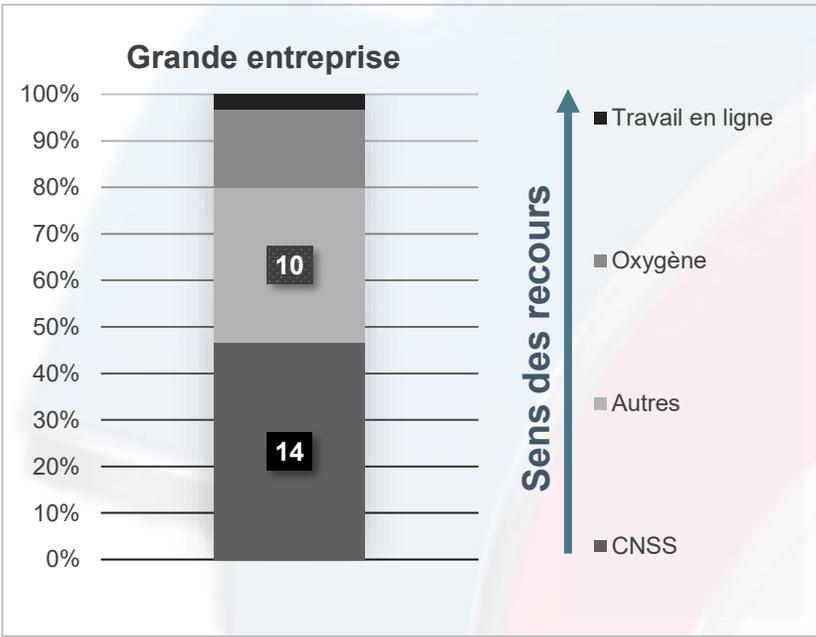
Mesures mises en marche pour faire face à la crise



50% des professionnels se sont débrouillés avec les moyens du bord en puisant dans leurs économies, en prêtant chez des particuliers, à travers la solidarité familiale et sociale...

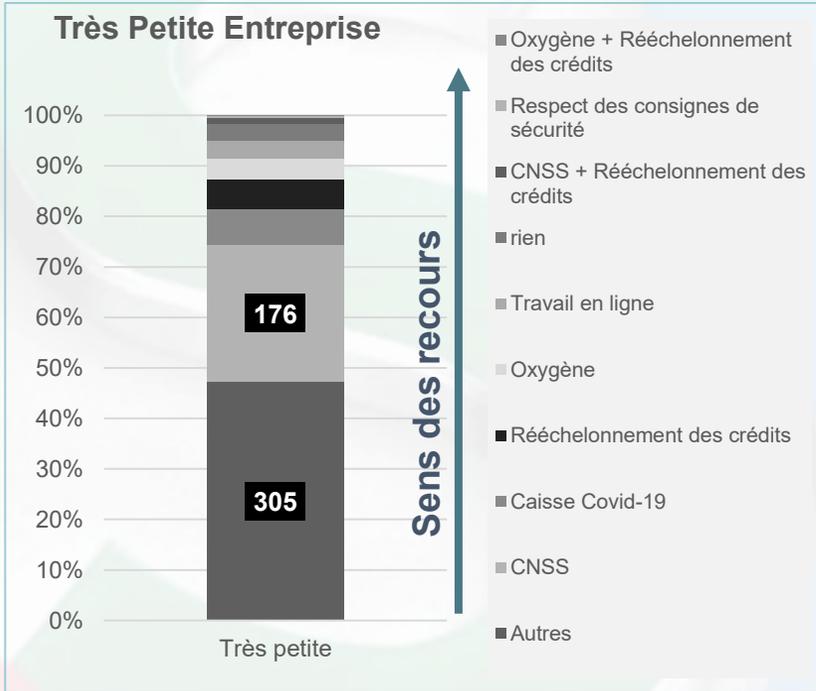
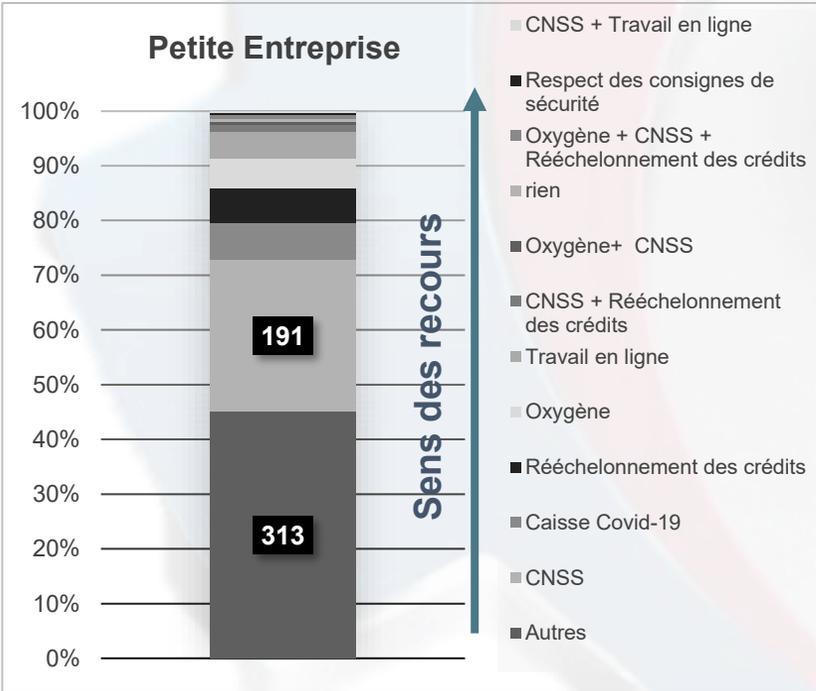
42% En premier lieu, les entreprises ont profité des services de la CNSS, ce qui prouve encore une fois de plus la primauté de cette couverture pour les professionnels, les produits créés de façon ad hoc ne représentent ensemble que 12%.

7% se sont adaptées en développant le travail en ligne ou en respectant les consignes de sécurité. C'est pourquoi, il va falloir investir dans ces deux voies.



48% Les GE grâce à leur structuralisme ont plus bénéficié des services de la CNSS

58% Les ME se sont débrouillées par des moyens différents

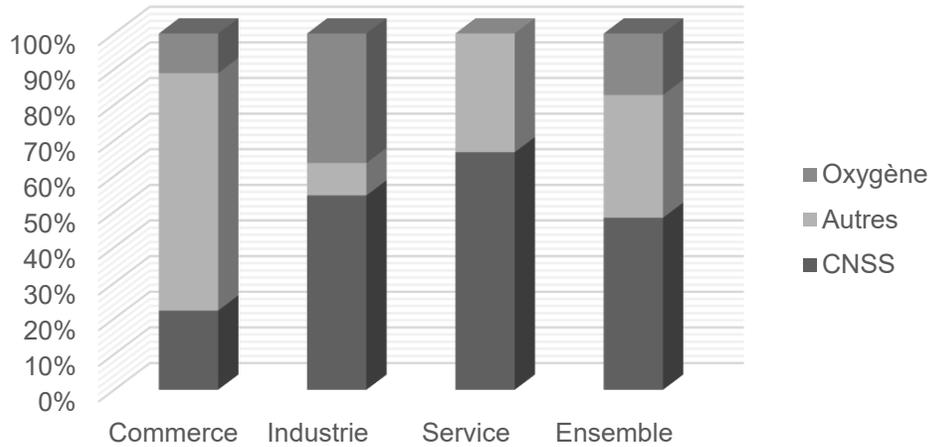


45% Les PE et TPE ont eu recours à des moyens du bord au même niveau

5% Les PE et TPE ont moins bénéficié des crédits « Oxygène » que les ME et les GE

Solutions adoptées par taille et par secteur

Grande Entreprise



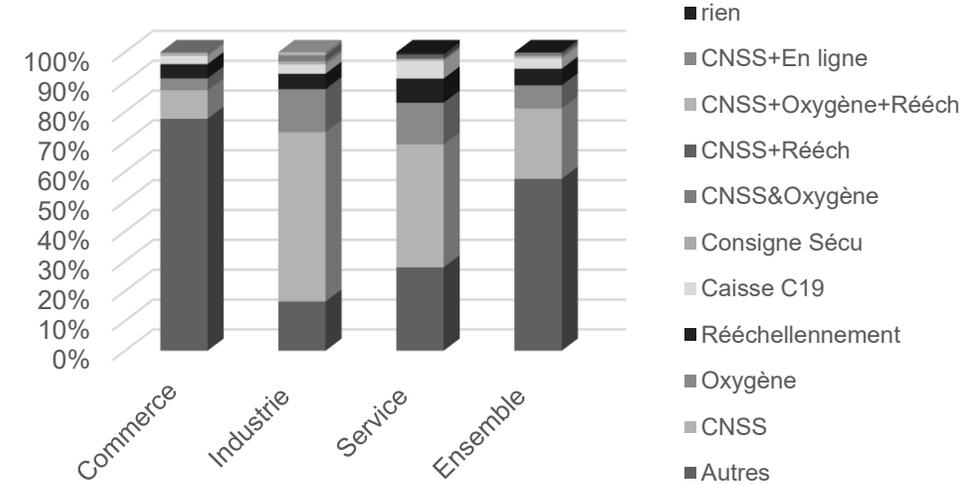
90 %

Les G.E déclarent à grande majorité avoir puisé dans les services du CNSS et Oxygène

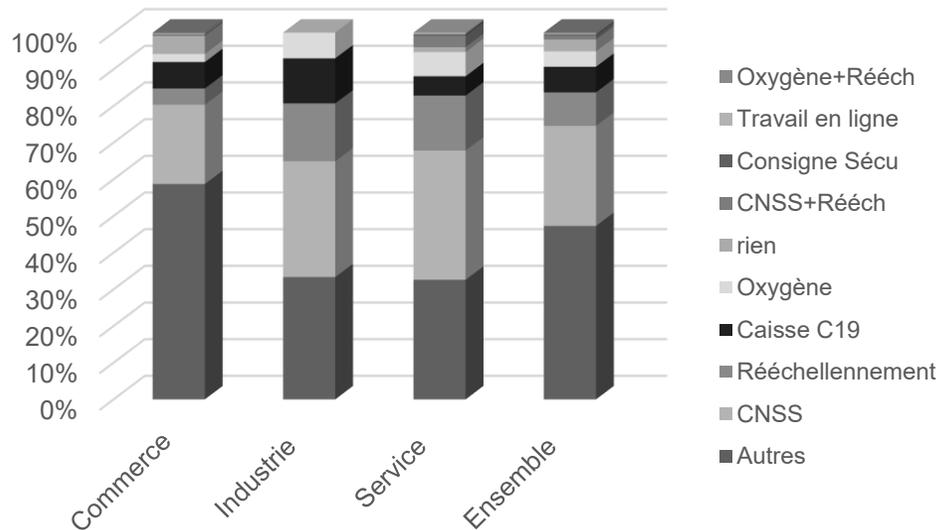
Beaucoup de divergences dans les manières le .adoptées commerce a plus compté sur ses propres moyens

55 %

Moyenne Entreprise



Très Petite Entreprise



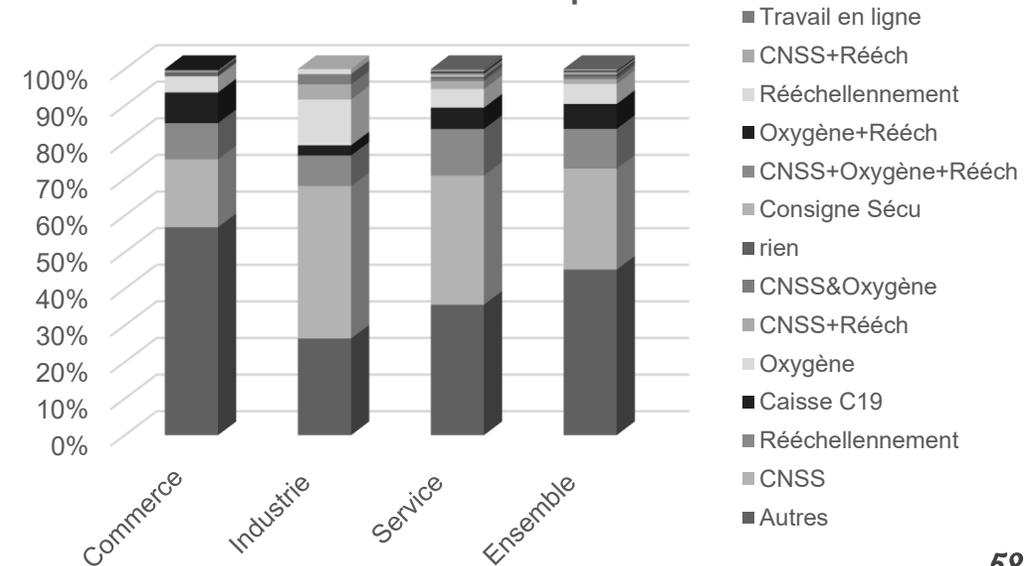
40 %

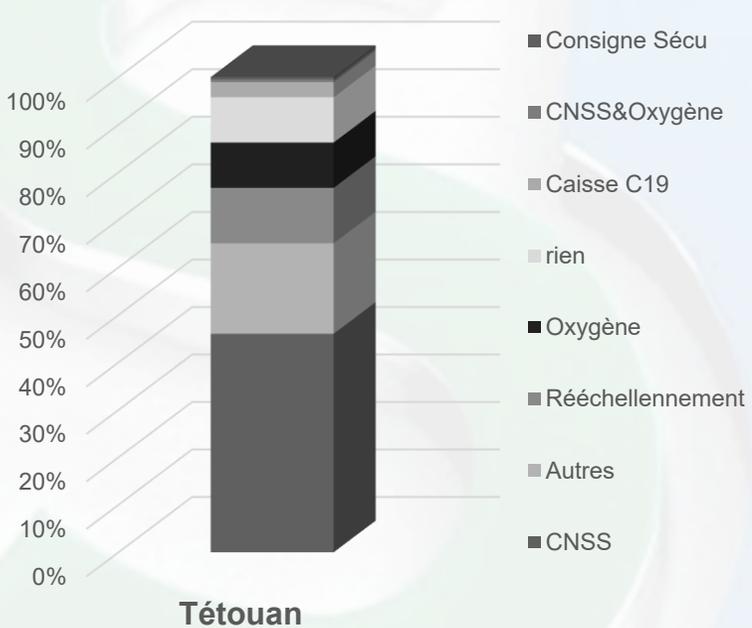
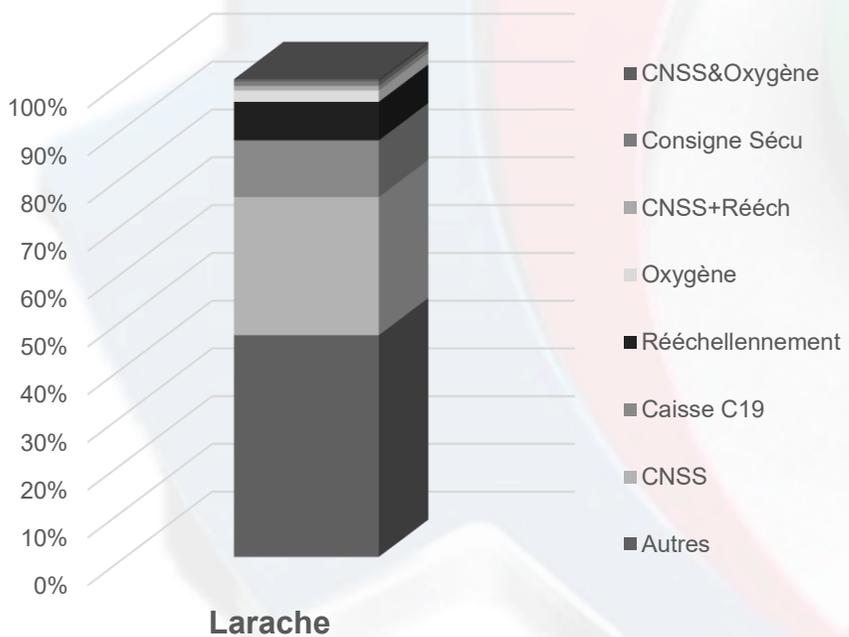
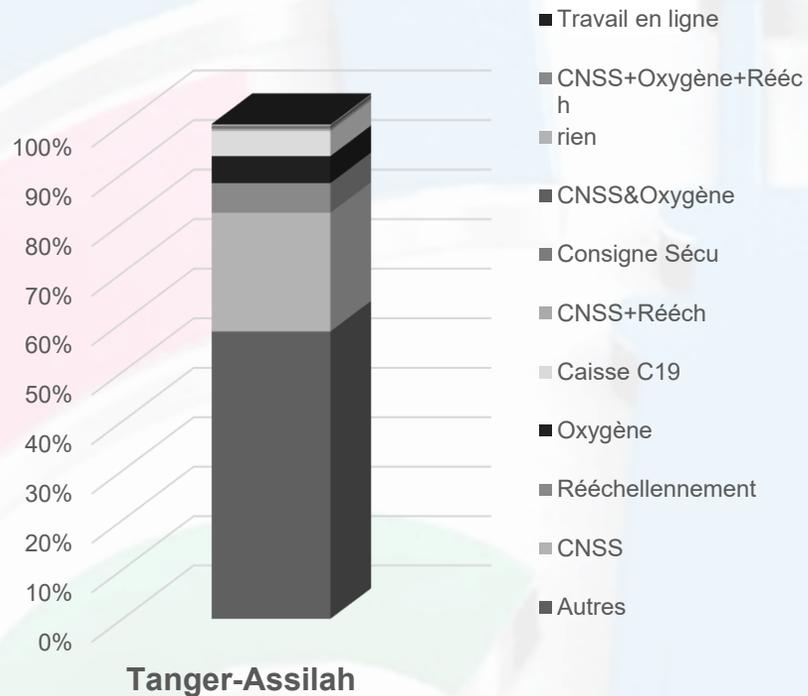
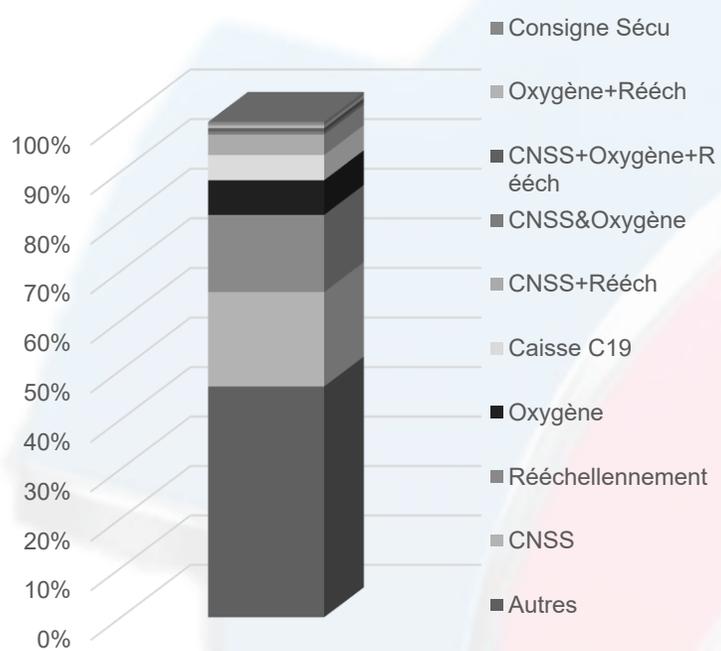
Cette moyenne, des moyens propres des PE, varie d'un secteur à un autre. Sa part dans le PI est considérable.

Il semble que la TPE en industrie a profité relativement plus de la caisse spéciale Covid.19

10 %

Petite Entreprise





Les entreprises de Tétouan ont relativement plus accédé aux prestations et services mis par l'Etat.

40%

Tanger et Al Hoceima ont eu un comportement presque identique comme pour les autres variables

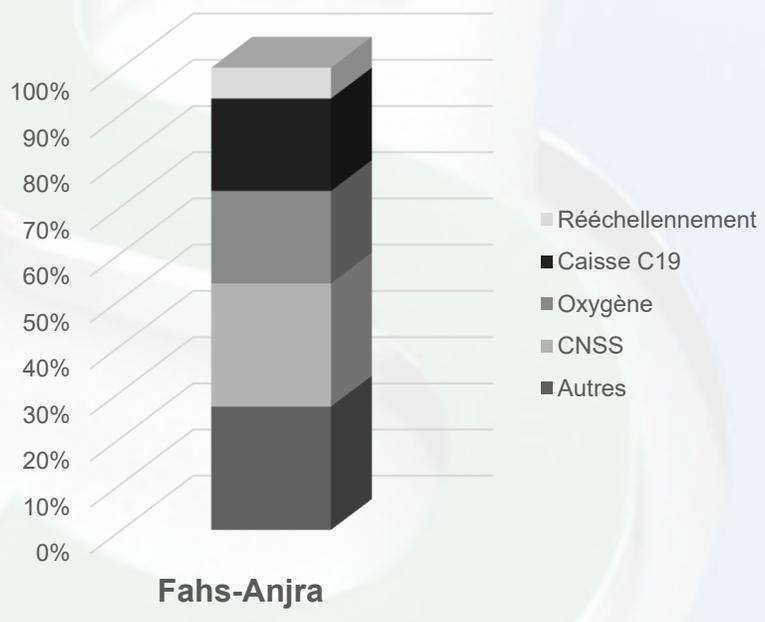
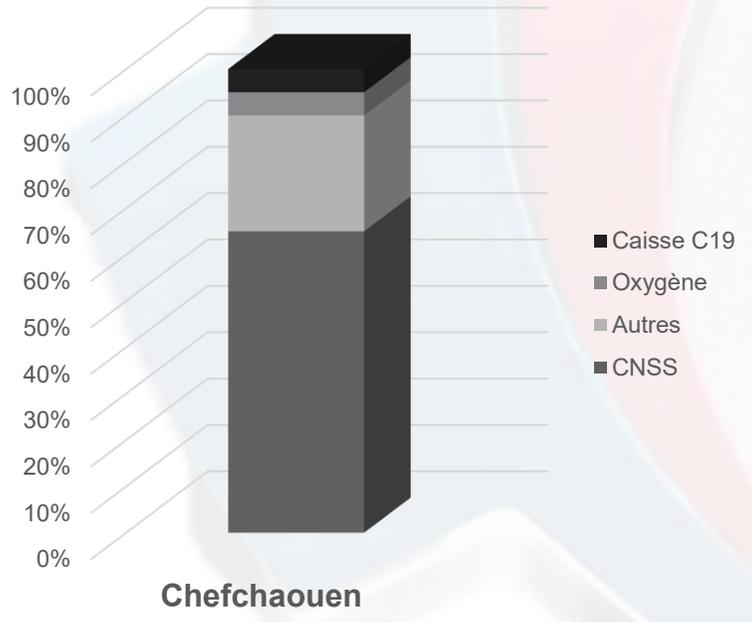
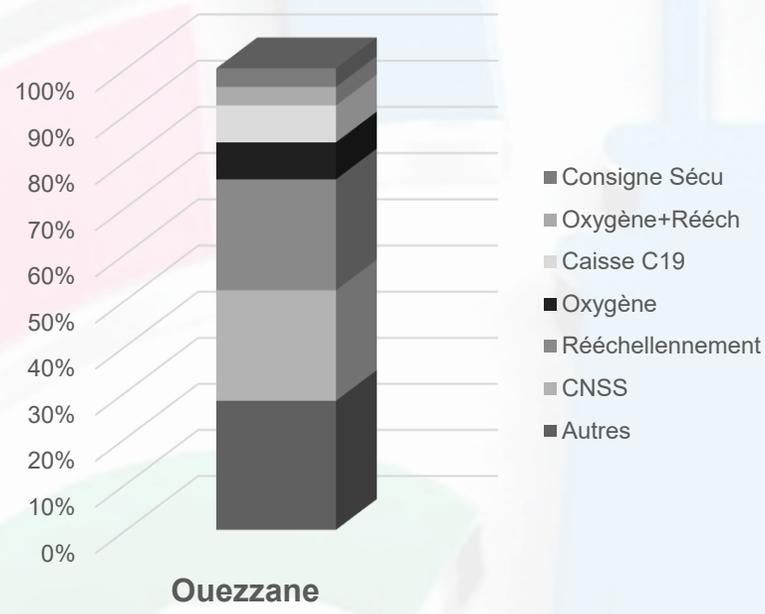
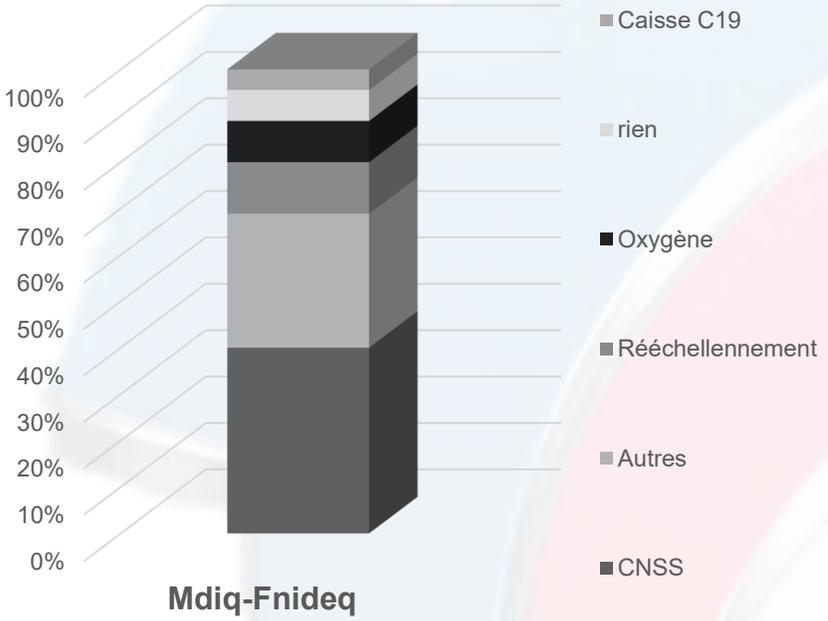
60%

C'est à Tétouan aussi qu'on a plus eu recours aux crédits subventionnés

07%

C'est à Larache que les entreprises déclarent avoir eu le plus recours à la caisse spéciale

10%



Des entreprises de Chefchaouen ont eu recours à la CNSS

50%

La part des rééchelonnements et d'Oxygène est plus marquante à Ouezzane et Mdiq-Fnideq

58%

La part des solutions apportées par la caisse spéciale est plus considérable à Fahs-Anjra

20%

Ouezzane se distingue avec l'adoption des mesures de sécurité et de protection comme des solutions.

03%

Besoins futurs

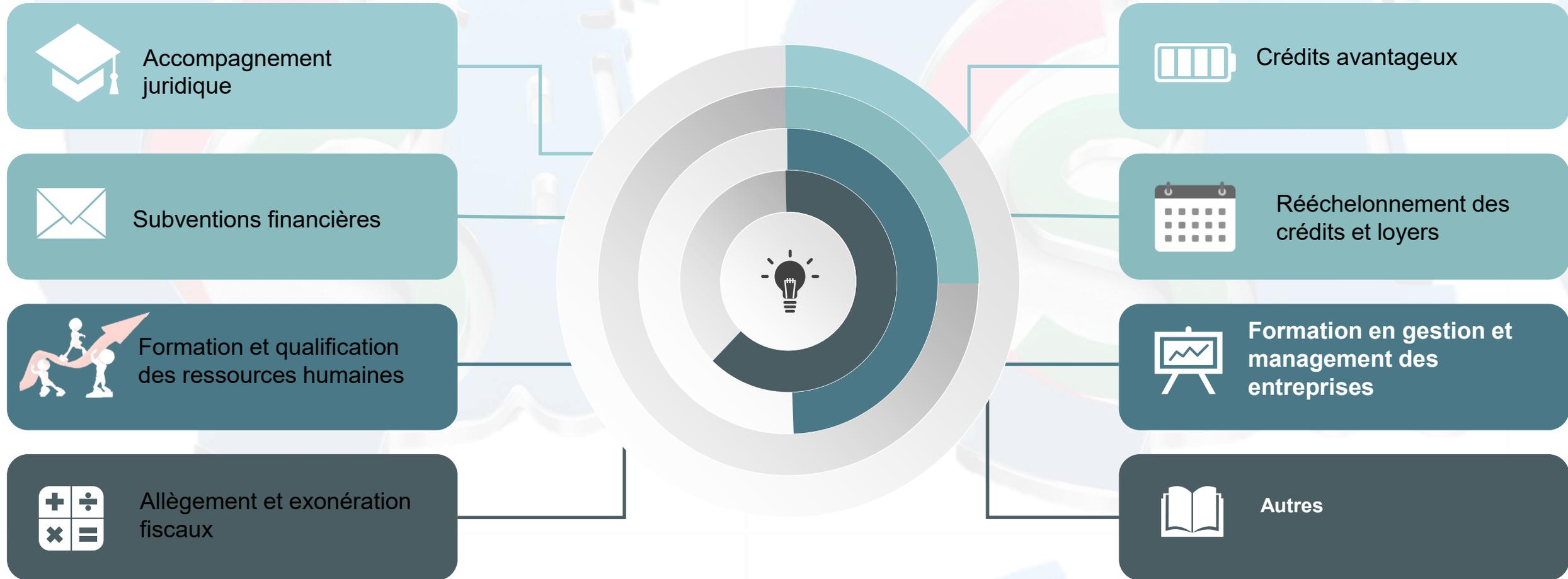
“

Les besoins exprimés par les entreprises sont en fait des réponses à la réalité exprimée dans la façon avec laquelle elles ont dû affronter les répercussions de la crise dans leurs établissements, dans leur branche d'activité, leur secteur et leur territoire

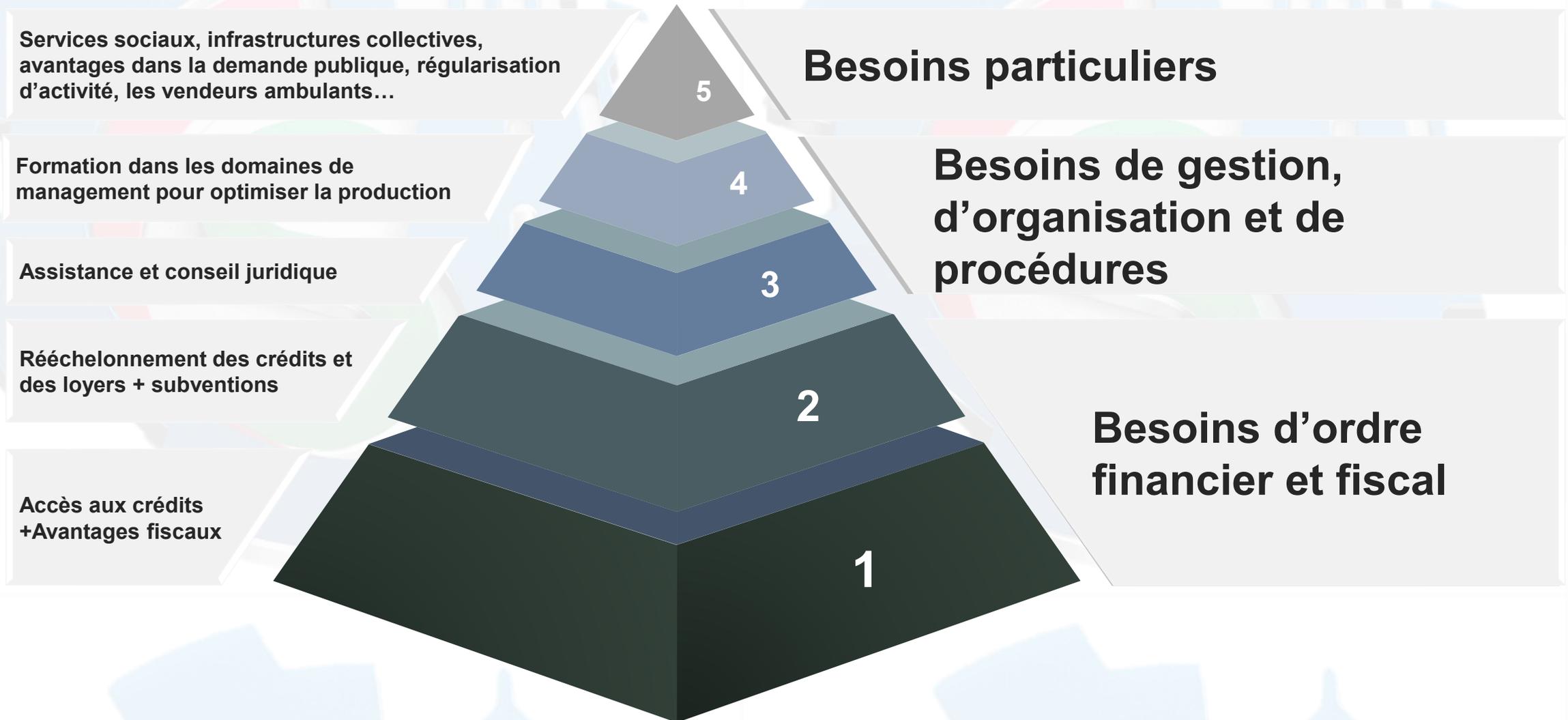
”



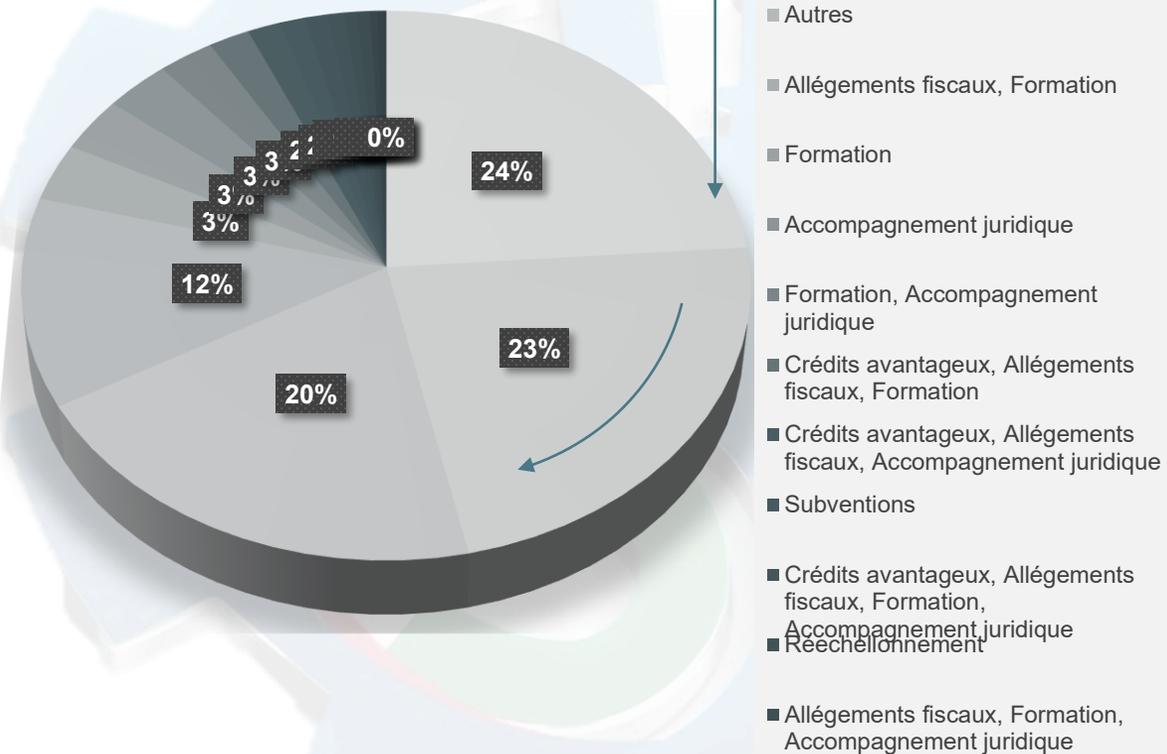
“ Que sont vos besoins pour le futur ? ”



Classification des besoins par grandes catégories



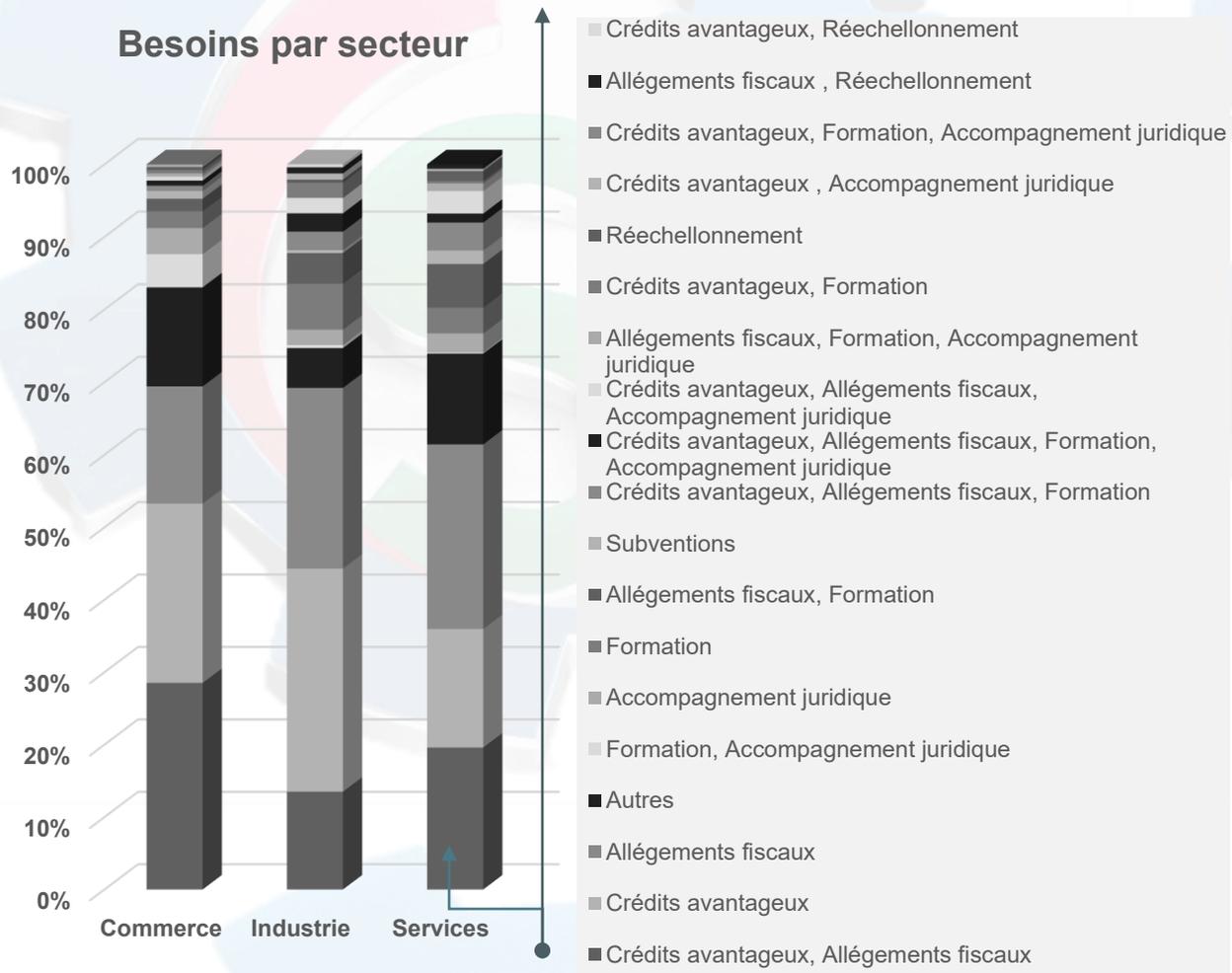
Besoins des entreprises de la Région



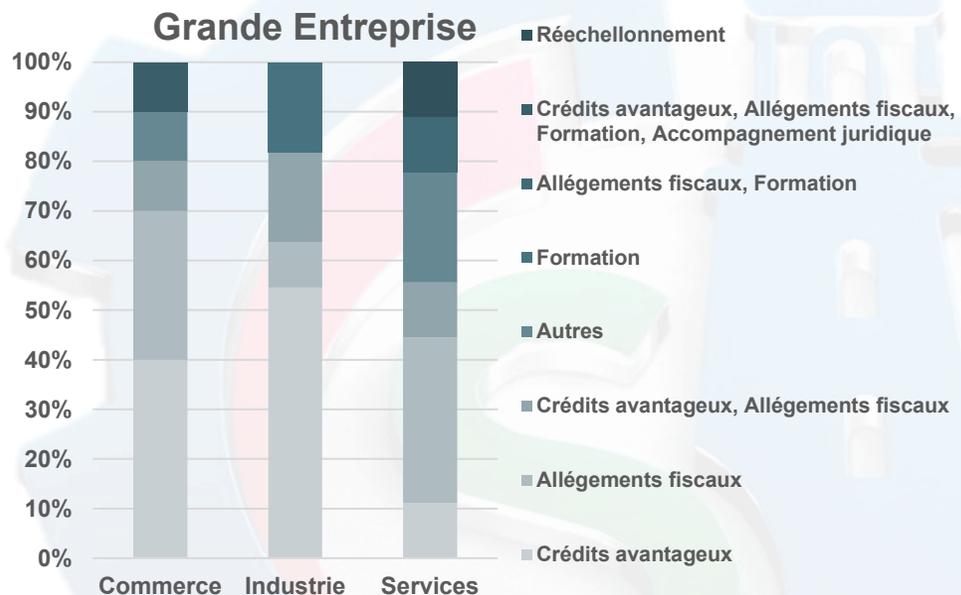
- ❑ Au niveau de l'industrie, on croit que les allègements et les exonérations fiscaux (en premier degré) en plus des crédits avantageux sont suffisants à hauteur de 68 % pour se préparer et faire face aux menaces aux risques post-Covid-19.
- ❑ C'est d'ailleurs la même préférence dans le commerce, mais à parts égales entre les avantages fiscaux et les crédits. Les besoins particuliers sont plus marquants dans ce secteur que dans les deux autres.
- ❑ Dans les services se sont les préférences fiscales qui reviennent le plus souvent avec les besoins particuliers et ceux de la formation.

- ❑ Pour se tenir prêtes, les entreprises de la région ont exprimé des besoins majoritairement d'ordre financier et fiscal à hauteur de 75%.
- ❑ 22% ont des besoins en soutien juridique pour mieux comprendre les droits et les obligations ou encore en matière de gestion de l'entreprise, de formation, de qualification et de logistique.
- ❑ 3% ont des besoins particuliers (Autres) à l'entreprise, au secteur, à la branche ou au territoire où elles sont situées.

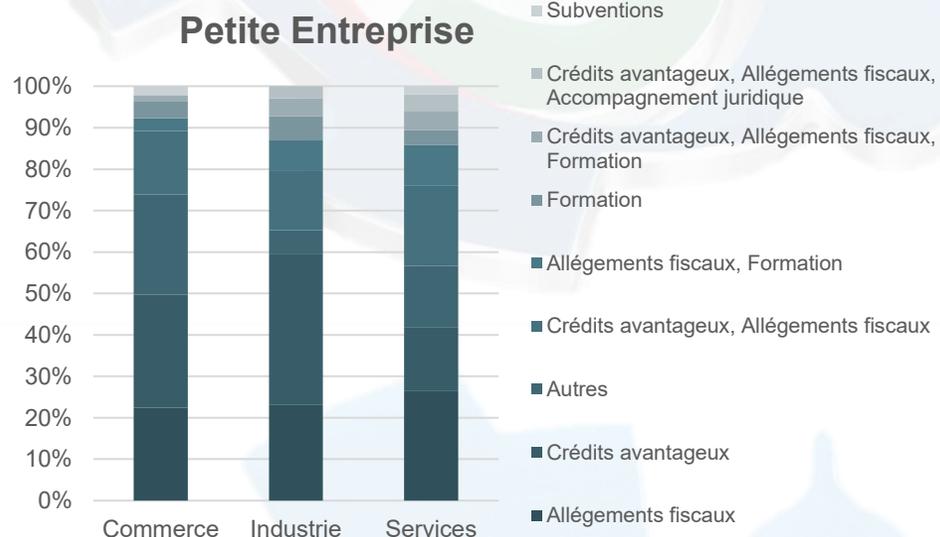
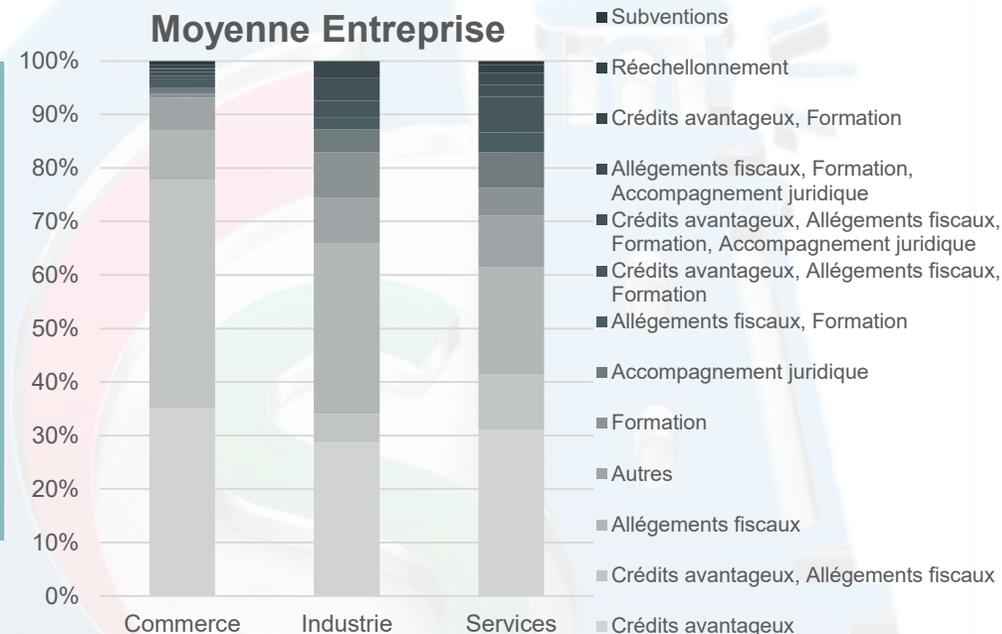
Besoins par secteur



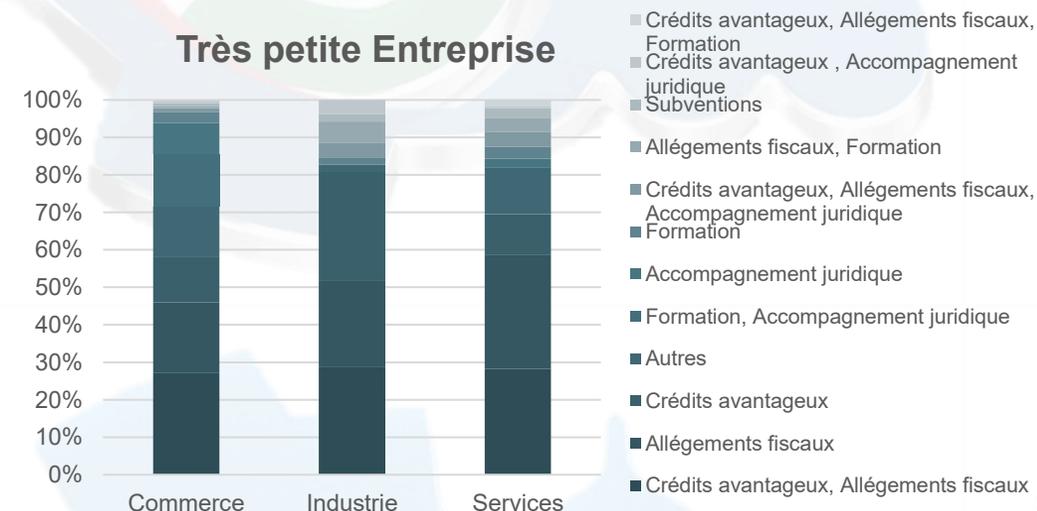
Les besoins selon la taille



40 à 70 %
 Est la part des besoins financiers et fiscaux dans ce que commandent les entreprises avec des nuances selon la taille

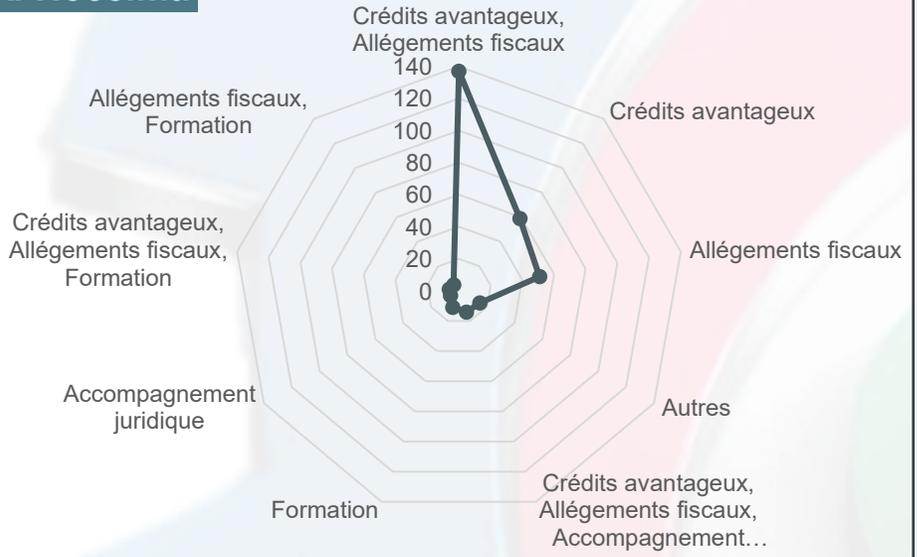


5-15 %
 Est la part des besoins relatifs aux conseils juridiques, accompagnement et formation de tout genre

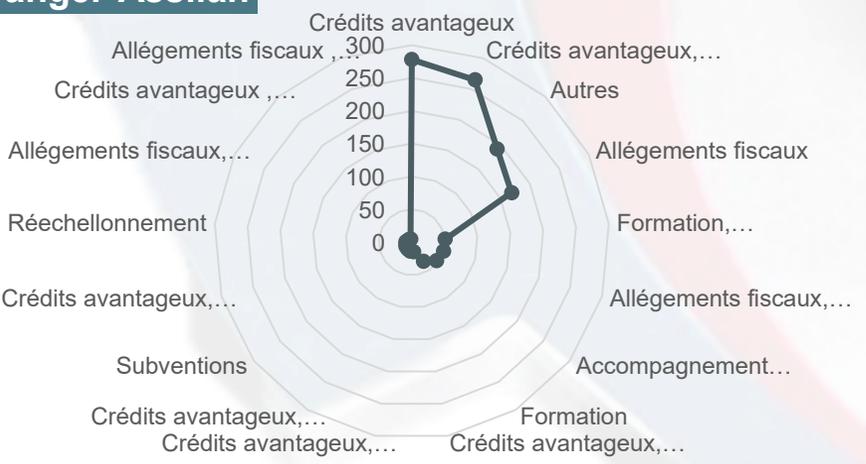




Al Hoceima

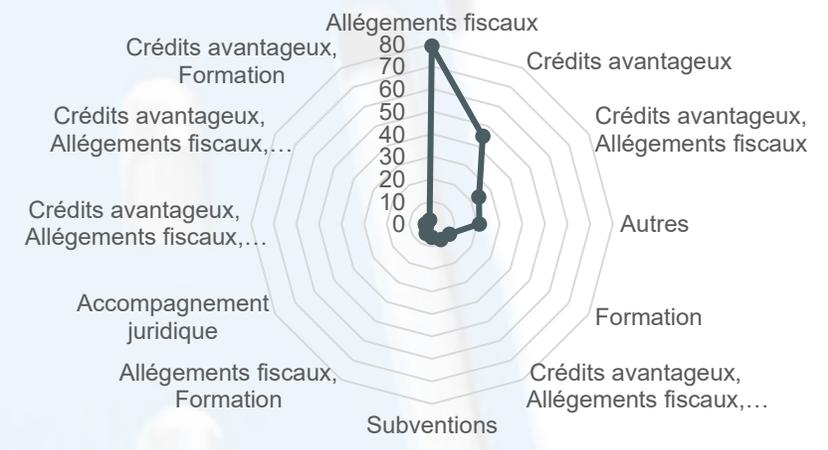


Tanger-Assilah

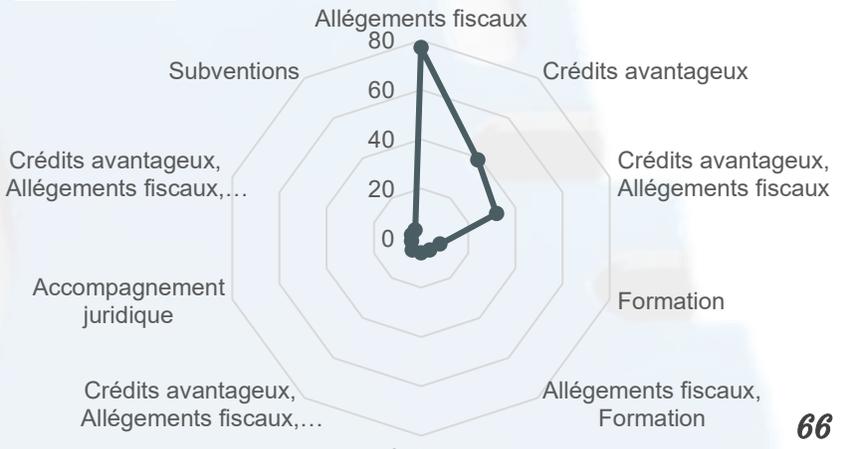


- Les préférences en matière de besoins dans les quatre premières villes de la région piquent vers les critères financiers et fiscaux : Larache et Tétouan tendent plus vers le côté fiscal que Tanger qui préfère recevoir des crédits avantageux en premier lieu.
- Tétouan et Larache ont une préférence relative pour les formations, le conseil et l'accompagnement en matière de droit et de gestion plus que les autres villes.

Larache

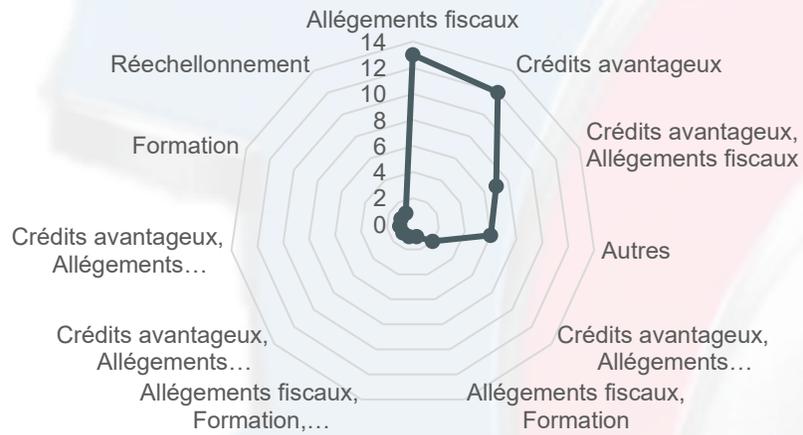


Tétouan

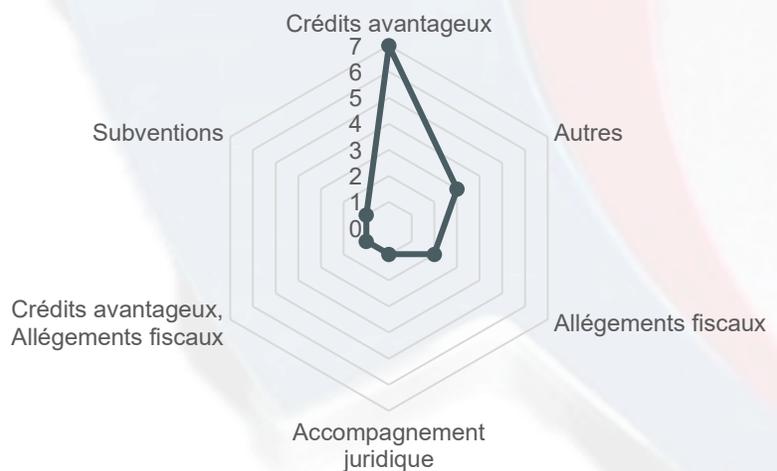




Mdiq-Fnideq

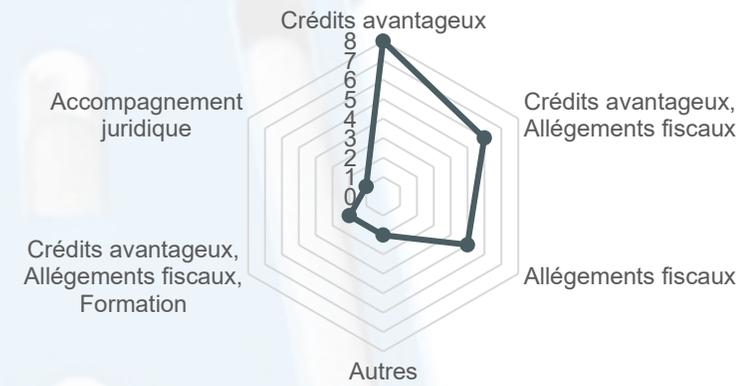


Fahs-Anjra

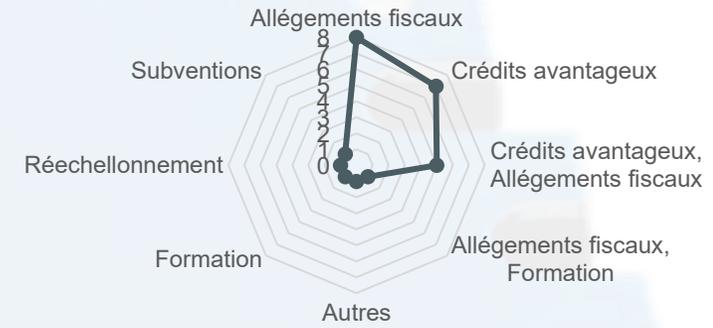


- Les radars des quatre autres villes de la région piquent vers le critère financier en premier degré. Les allègements et exonérations fiscaux arrivent en second degré.
- Fahs-Anja fait une exception dans la région, à cause de sa nature rurale, où les besoins particuliers viennent en seconds lieux. Les quatre villes ont mentionné un besoin pour l'accompagnement, le conseil et la formation à des degrés différents.

Chefchaouen



Ouezzane



À retenir de l'enquête...

À l'échelle de la région

- Vu la spécialisation de notre région, dans des activités internationalisées et hautement touchées (tourisme et industrie) par les conséquences directes et indirectes de la pandémie, la récession était généralisée aussi bien dans les territoires que dans la majorité des secteurs et des branches d'activités. Dans ce sens, elle n'a épargné ni les grandes ni les toutes petites entreprises, même à des degrés variables.
- Près de 3 entreprises sur 4 sont à l'arrêt total pendant cette période d'état d'urgence sanitaire. Quand, elles ne sont pas à l'arrêt, 4 entreprises sur 5 ont dû baisser leurs activités de plus de 50%. Le coût social et financier est aussi consistant que le déclin d'activité. 68% des personnes ont cessé de travailler, au moment où les entreprises s'attendent à une année dure pour leurs réserves de trésorerie. 90% sont sûre de voir leur C-A baisser à des taux jamais enregistrés.

Au niveau sectoriel

- La crise est bien présente dans tous les secteurs même si, on peut considérer quelques nuances de la lourdeur d'impact entre les grandes branches d'activité. Le secteur du tourisme et les activités de service qui tournent dans sa sphère ont été très lourdement affectés à des niveaux quasi-catastrophiques.
- Les industries et les services ont été plus gravement touchés que le commerce qui a pu réduire son taux d'inactivité grâce au commerce des produits alimentaires. Alors que les services ont perdu le plus d'emplois. En matière de chiffre d'affaires, 40% des entreprises de commerce et des services estiment que leurs pertes seront supérieures à 50% comparées à une année ordinaire.

Au niveau de la taille

- Même si la crise a bien été présente dans toutes les entreprises quelque soit sa taille ou son type d'activité, il faut reconnaître tout de même que la limite des marges de manœuvre dont dispose les TPE et des PE, en matière de trésorerie et du fonds de roulement, a fait que l'impact était aussi profond et risque d'être durable.
- La PE et la TPE ont moins arrêté leurs activités en industrie que les ME et les GE, contrairement à ce qui a été rapporté par le secteur du commerce. Le coût social était plus intense dans la GE par sa nature salariale et dans la TPE par sa vulnérabilité que la ME et la PE. Pour ce qui est de la trésorerie, ce sont les PE qui semblent les plus inquiètes de leur chiffre d'affaires, suivi des ME, des GE en enfin par les TPE.

Au niveau des territoires

- Là encore, la crise a bien été présente sans aucun égard au secteur, ni à la branche d'activité, ni à la taille. Sauf que, il faut reconnaître que la différenciation des provinces en matière de spécialisation, a fait que celles dont l'indice est plus fort en activités touristiques et les industries ou le commerce non alimentaire ont été plus profondément touchées que les autres.
- Toutes les provinces et les préfectures ont été marquées par « l'arrêt du travail », mais celui-ci semble encore plus marquant dans les provinces à prédominance des services et de commerce que d'industrie. Les entreprises de Tanger-Assilah, qui comptent pour plus de la moitié de l'échantillon, s'attendent à réaliser des C-A inférieur à la moitié d'une année ordinaire.

... À retenir aussi

À l'échelle de la région

- L'état d'urgence est bien la cause principale de la situation où se trouve la majeure partie des entreprises. Quelques-unes évoquent aussi des causes relatives à une mauvaise préparation à cette situation qui les a pris par surprise. Les entreprises déclarent dans une large proportion avoir confronté la crise par leurs moyens du bord, en puisant dans des économies personnelles et familiales. Les dispositifs mis en place par l'État n'arrivent que loin derrière en seconde position.
- Vue la nature financière de l'impact, les entreprises ont réclamé des besoins d'ordre financier et fiscal en premier lieu. Les besoins en rapport avec l'accompagnement juridique, la formation du personnel, l'assistance en matière de gestion n'arrive que loin derrière. Elles ont exprimé leur souhait de bénéficier des exonérations et des allègements fiscaux et de revoir les conditions qui leur permettraient de bénéficier des crédits à des taux réduits (Damane-Oxygène).

Au niveau sectoriel

- C'est chez les commerçants qu'on s'est débrouillé relativement plus en puisant dans les propres moyens, que dans l'industrie et les services (considérés relativement plus structurés). Les entreprises sont majoritairement insatisfaites des mesures prises en leur faveur par les pouvoirs publics. Elles le sont beaucoup plus en service et en commerce qu'en industrie.
- En industrie, on préfère des interventions en leur faveur à caractères financiers sous forme de crédits à petits taux d'intérêt. Dans les services, on penche relativement plus pour les exonérations et les allègements fiscaux. En commerce, on est départagé entre les deux. Les besoins plus particuliers sont aussi plus présents en commerce, vu le caractère hétérogène du secteur.

Au niveau de la taille

- On notera aussi que le taux de satisfaction, vis-à-vis des mesures prises, est dégressif en rapport avec la taille d'entreprise depuis la GE à la TPE. C'est dans les TPE qu'on est le moins satisfait. La ME semble plus compter sur ses propres moyens pour faire face à la crise que les autres catégories. Les services de la CNSS ont été appréciés dans les quatre catégories mêmes à niveaux variables.
- Les revendications et les besoins des GE et des ME vont en priorité vers les crédits en premier lieu. Les PE espèrent avoir des allègements et des exonérations fiscaux. Les TPE sont partagées entre les deux. Le même constat mentionné plus haut s'affine ici aussi chez les TPE, majoritaires dans le secteur du commerce, qui ont mentionné des besoins particuliers relatifs à la branche d'activité, à la localisation, et autres critères.

Au niveau des territoires

- Beaucoup de disparités entre les provinces et préfectures apparaissent concernant les moyens mis en œuvre pour faire face à la crise. À Tanger-Assilah, Larache et Al Hoceima, les moyens propres sont mentionnés relativement plus souvent que dans les autres. Dans les autres provinces, le taux est partagé entre les services CNSS, Damane-Oxygène et autres.
- Les entreprises d'Al Hoceima, Chefchaouen et Tétouan sont plus insatisfaites des mesures prises. Pour ce qui est des besoins, les entreprises sont partagées entre les deux préférences de crédits avantageux (Tanger-Assilah) et des allègements fiscaux (Al Hoceima) ou les deux à la fois dans les autres provinces. Tanger-Assilah se distinguent aussi par le besoin de ses entreprises en accompagnement, ce qui exprime une volonté de performance et d'internationalisation.

Feuille de Route

De la CCIS — Tanger-Tétouan-Al Hoceima

“Pour une relance économique inclusive, responsable, durable et équitable”



Les leçons de Covid-19

Toutes les études s'accordant à dire que le virus n'est pas prêt à disparaître dans le futur proche et qu'il va devenir une donne avec laquelle il faut composer : socialement, économiquement et politiquement

Le comportement unilatéral de réponse à la pandémie a fait renaître les sentiments nationaux qui vont certainement affecter la tendance mondialiste en économie. La carte des influences géostratégiques est appelée aussi à suivre.

Les réponses sociales et économiques à la Covid-19 vont repositionner des produits, des secteurs et des nations au détriment d'autres. La santé, l'éducation, l'alimentation, les valeurs sociales et la digitalisation seront les dotations factorielles sûres et durables de l'économie de demain.

Le choix de « Made in Morocco » a fait la fierté du Maroc tout comme la solidarité dont les Marocains ont fait preuve. Ces bons choix doivent être réconfortés par une stratégie en matière d'enseignement, de recherche, de réseautage des PME-PMI pour perdurer.

Il faut donner aux instances régionales de gouvernance les outils et les moyens leur permettant de contribuer efficacement au développement durable via une approche de proximité, de réseautage et de cluster

Au niveau régional

Au niveau national

Au niveau d'économie internationale

Au niveau des relations internationales

Au niveau de la pandémie

Mesures proposées par la CCIS

Mesures transversales

01

Volet institutionnel

Valoriser des rôles des CCIS comme interlocuteur fiable et comme partenaire socioéconomique et territorial de rigueur.

02

Volet organisationnel

Doter les CCIS d'organes disposant de compétence et des moyens pour faire la différence

03

Volet financier et fiscal

Consolider et généraliser la batterie de mesures prises pendant le confinement, toute en recherchant d'autres, plus intelligentes et durables

04

Volet social

Généraliser la couverture sociale pour l'ensemble des professionnels, des commençants et des autoentrepreneurs



Mesures spécifiques

05

Volet sectoriel

Déclenchement d'un plan spécial de sauvegarde et de relance des secteurs sinistrés du tourisme, du transport de personne, du commerce non alimentaire...

06

Volet territorial

Ouvrir pour une équité spatiale en matière d'équipements, de promotion et d'infrastructures dans tout le territoire régional

07

Volet digital

Accompagner et assister les professionnels à acquérir l'arme numérique aussi bien dans la gestion que dans la production et commercialisation

08

Volet environnemental

Instaurer une culture durable de respect des variables écologiques aussi bien dans la consommation ou l'investissement que dans la production

Volet institutionnel et organisationnel

Des lois relatives à la profession

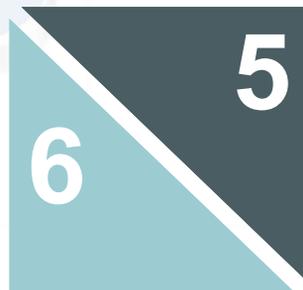
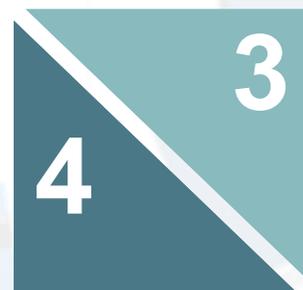
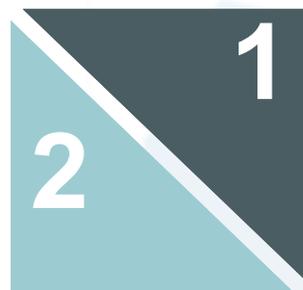
Cette opération devra aboutir à la structuration des PME/PMI/PTE et de ses branches en amont et en aval et permettre un meilleur suivi, orientation et contrôle. Cela passe par la révision du cadre législatif permettant à une large catégorie d'intégrer le secteur formel, l'adoption du registre unifié du commerçant...

Doper les ressources

En adoptant un plan stratégique de requalification des ressources humaines et administratives des CCIS pour anticiper et provoquer le changement, au besoin, avec les moyens financiers et matériels qui s'imposent. Un autre effort doit être fourni au niveau des systèmes de représentativité au sein du comité directeur de la CCIS pour plus de cohésion et d'efficacité.

Prévaloir la qualité du service administratif

La réponse aux conséquences de Covid-19 passe obligatoirement par la digitalisation sous tous les azimuts des procédures administratives et leur numérisation en respect des normes juridiques, économiques et sécuritaires. La CCIS dans le cadre de son plan de développement 2019-21 a fait de grandes avancées qui lui ont valu la certification ISO 9001.



Spécifier les prérogatives

Le champ d'intervention de la CCIS doit être clairement défini et délimité auprès des autres intervenants territoriaux et sectoriels pour plus de transparence et de prise de responsabilité.

Valoriser le rôle des CCIS

En composant avec leurs apports en tant que partenaire sectoriel et territorial et en renforçant leur autonomie administrative et financière. Une attention particulière doit être donnée aux rapports CCIS-Ministère de tutelle, CCIS-Professionnels et CCIS-Autorités centrale et territoriale et les solliciter à développer des plans régionaux de développement sectoriel.

Renforcer les mécanismes de gouvernance et de convergence

Pour donner plus d'efficacité et de sens à la gouvernance, il faut valoriser les travaux des commissions de veille, de suivi et d'évaluation intersectoriel et interterritorial, renforcer et généraliser les prestations d'intermédiation entre les acteurs économiques, encourager l'investissement créatif et innovant



Volet financier et fiscal

Faciliter l'accès aux crédits avantageux

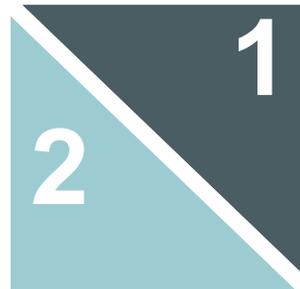
En exonérant les crédits Damane-Oxygène et le programme « Intilak » des taux d'intérêt et charges, en simplifiant les procédures d'octroi de crédits et en élargissant le seuil des bénéficiaires pour atteindre une large catégorie de TPE et PE.

Alléger le poids du système fiscal

En exonérant les entreprises des divers impôts et taxes au moins pour la période de l'état d'urgence, en adoptant le système de comptabilisations selon les jours ouvrables, en réduisant les délais de récupération de la TVA, en reportant les délais de soumission aux marchés publics

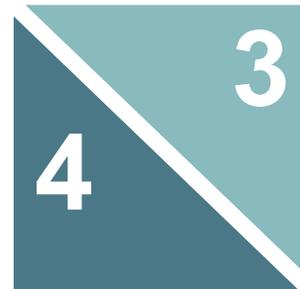
Rééchelonner les crédits et des loyers

En repoussant les délais de déclaration de la TVA, en rééchelonnant les divers crédits fiscaux et financiers sans majoration ni amende, exonérant des locataires des biens publics pour la période de l'état d'urgence et en adoptants des facilités de paiement des factures d'eau, électricité et télécommunications.



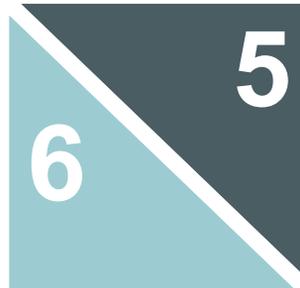
Adopter un système de subvention direct

En ayant un regard particulier envers les autoentrepreneurs et les professionnels du secteur informel travaillant pour leur propre compte, et qui ont perdu leur « gain pain », pour bénéficier des subventions de la caisse spéciale au même titre que les salariés.



Accélérer la procédure de paiement des dettes publiques

En inventant des procédures dérogatoires pour accélérer le paiement des dettes accumulées par les administrations et les acteurs publics et territoriaux envers les entreprises, toute en réorientant la demande publique pour relancer l'économie nationale et territoriale



Élargir l'assurance contre les risques

En sollicitant les compagnies d'assurance à élargir la gamme de produits couverts par leurs services pour prendre en charge les différents risques naturels, économiques, sociaux ou humains y compris les risques épidémiologique et pandémique.



Volet social et humain

Instaurer un système de mutualisation interprofessionnel

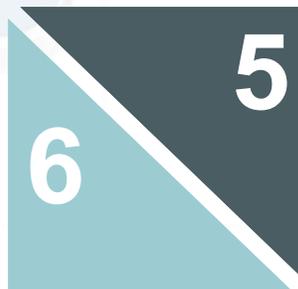
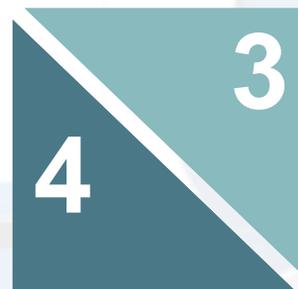
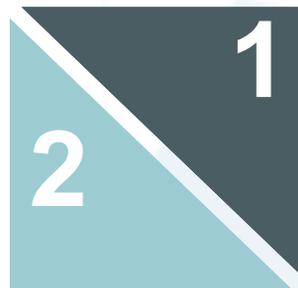
La création d'une caisse mutualiste interprofessionnelle est en mesure de perdurer le comportement de solidarité exprimé pendant la période de l'état d'urgence et permettre par là, une gestion rationnelle et optimale de la solidarité et des œuvres à caractère social.

Résoudre la problématique des commerçants ambulants

Il faut endiguer la concurrence déloyale pratiquée par les commerçants ambulants en résolvant le phénomène dans un cadre économique et social en réfléchissant sur des marchés et espaces de substitution.

Renforcer les mécanismes du dialogue social

Le bon climat des affaires, qui représente la condition *sine qua non* du développement durable, passe forcément aujourd'hui par le renforcement du dialogue social aussi bien dans le sens vertical (patron-salariés) qu'horizontal (entre-professions) c'est pourquoi il faut renforcer et généraliser la prestation de l'intermédiation que nous avons adoptée depuis des années.



Généraliser l'accès aux prestations sociales

L'adoption d'un registre social unifié pour l'ensemble des professions est susceptible de faciliter l'accès d'une large catégorie aux prestations relatives à l'assurance maladie, au système de retraite et aussi aux subventions d'indemnisation dans le cadre de la caisse spéciale Covid-19.

Sensibiliser les entreprises aux consignes de sécurité

En révisant les horaires de travail et en les adaptant de façon à diminuer le surpeuplement et garantir la distanciation sociale et éviter les risques de transmission de virus. En sensibilisant les entreprises aux normes de sécurité et à s'engager dans la campagne de dépistage. Des films de sensibilisation et plusieurs prospectrices ont été d'ailleurs produites dans ce sens.

Instaurer des programmes de requalification

La compétitivité se gagne aujourd'hui par la qualification et la maîtrise de l'économie du savoir, c'est pourquoi cette donne fait partie du plan de développement de la CCIS-TTA 2019-21. Un plan stratégique de formation et de requalification, dans le cadre de partenariat avec les établissements d'enseignement et de formations, est en mesure de doter les professionnels de tout ce dont ils ont besoin.



Se servir de la demande publique pour stimuler l'économie

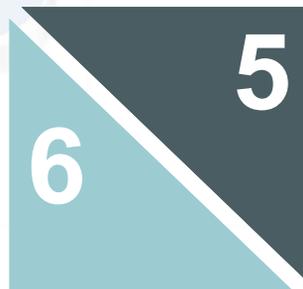
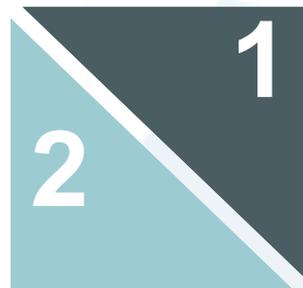
La demande publique représente une grande part de la demande totale et il est temps de l'orienter intelligemment de façon à relancer des secteurs, des professions et des catégories en particulier de façon à stimuler la roue économique dans son ensemble

« Quand le bâtiment va, tout va »

Le secteur de l'immobilier et des travaux publics a toujours servi, en temps de crises, pour relancer l'appareil économique dans son ensemble. L'adoption de quelques mesures de nature fiscale (réduction des droits d'enregistrement) et administrative (délais de demandes d'autorisation ou de dérogations) est susceptible de déclencher un mouvement d'entraînement.

Revaloriser l'économie nationale sur des bases solides et durables

Les choix stratégiques de notre appareil productif, dans tous les secteurs, doivent viser le renforcement de l'indépendance de notre économie vis-à-vis de la volatilité des marchés internationaux dans tous les domaines, en protégeant et encourageant les activités et les industries de substitution, tout en hissant l'image de marque « made in Morocco » pour gagner en reconnaissance, en renommée et en confiance.



Élaborer des plans de sauvegarde pour les secteurs sinistrés

Un plan d'urgence s'avère obligatoire pour les secteurs les plus touchés par la récession. Des commissions techniques *ad hoc* (constituées du corps de métiers, du ministère de tutelle, des autorités, des services en rapport...) établiront les solutions appropriées en vue de protéger les postes d'emploi et la capacité productive des entreprises.

Relancer le tourisme régional

Le tourisme international mettra du temps à retrouver toute sa santé, mais le tourisme national peut d'ores et déjà prendre la relève, si les conditions en rapport avec la qualité, le prix et le produit sont réalisées. Il faut savoir qu'un million de Marocains se rendent chaque année à l'étranger et dépensent plus de 21 milliards de DH. C'est tout un marché à séduire dans ce contexte de fermeture des frontières.

Sauvegarder la PE et la TPE par des plans de réseautage

La force des PE et des TPE est reconnue au Maroc par sa capacité à répartir la richesse dans la société et dans les territoires à par le biais de la masse des emplois qu'elles génèrent (5 millions). Un chantier visant à les réseauter en mode de systèmes productifs localisés (modèle italien) va renforcer leur pouvoir compétitif, leur solidarité dans l'accès à l'information, aux formations, au conseil, au financement et à l'innovation.



Volet territorial

Renforcer l'attractivité le marketing territorial

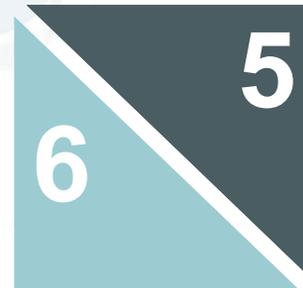
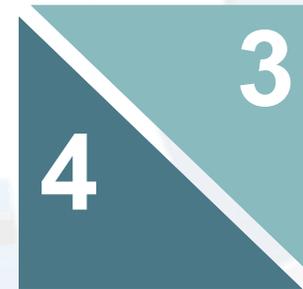
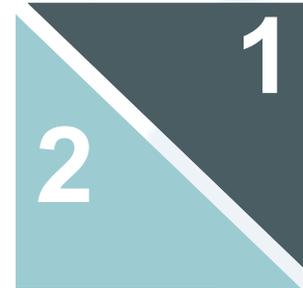
Le patrimoine culturel et le capital non matériel sont des éléments principaux de la promotion de l'image de marque territoriale pour servir une destination touristique (Chefchaouen, Al Hoceima, Assilah) et des produits commerçables.

Renforcer les circuits de commercialisation

Le réseautage des systèmes productifs localisés est en mesure de standardiser l'apport en soutien logistique de stockage, d'étiquetage et de transport afin de fortifier les flux et d'intégrer les grands circuits de commercialisation nationaux et internationaux.

Prendre part à la réalisation des documents de développement

L'apport des gens des métiers et de la CCIS doit être reconsidéré dans l'élaboration des documents d'aménagement urbain et de développement territorial (communal et régional). Leur contribution doit dépasser le rôle de sensibilisation pour prendre part à l'élaboration et à l'exécution. Il faut aussi penser à créer d'autres documents territoriaux plus spécifiques concernant le commerce urbain, les parcours touristiques...



Renforcer l'équité spatiale

L'équité sociale et le développement durable passent aussi et obligatoirement par un grand effort en matière de démocratisation et de généralisation des infrastructures routières et des équipements à caractère social et économique, susceptibles de stabiliser les populations et de contribuer à devenir de vraies étincelles de développement.

Labéliser les produits de tiroir

La région Tanger-Tétouan-Al Hoceima est très célèbre par sa diversité et sa complémentarité naturelles, sociales et économiques. L'engouement suscité par l'actuelle crise pour l'alimentation saine, bio et verte devra profiter à notre région pour travailler sérieusement sur un programme de labélisation des produits de tiroir destinés à export.

Organiser des caravanes de sensibilisation et de formation

Les acteurs territoriaux doivent en permanence être incités et requalifiés dans cette économie de savoir, en perpétuelle évolution. Les caravanes de sensibilisation et de formation ciblée sont d'un grand atout dans ce domaine. Le partenariat avec les établissements publics (université, OFPPT) ou privés (banques, associations professionnelles) doit être exploité à juste titre.



Intensifier l'accès des professionnels aux services en ligne

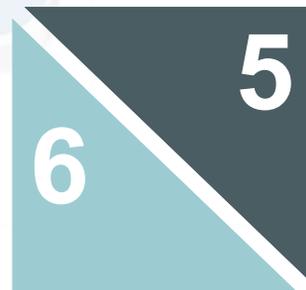
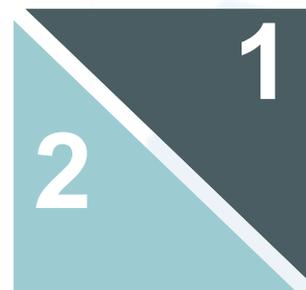
La démocratisation de l'accès au numérique à trois volets : celui d'une infrastructure fiable à travers une couverture et des points d'accès dans les normes de qualité recommandée, celui d'une information (logiciel et applications) bien élaborée au besoin des usagés et enfin celui d'un utilisateur savant, avéré et intelligent. Ces trois volets sont des objectifs pour la CCIS.

Se servir de e-commerce pour promouvoir le produit régional

E-commerce et l'e-marketing ont sauver bien des entreprises dans ce temps de confinement. Malheureusement, la présence de nos entreprises régionales est encore très timide comparée à d'autres régions au poids économique équivalent. Il va falloir sensibiliser une large partie des professionnels à accéder à ce vaste marché pour promouvoir leurs produits et leurs activités.

Elaborer un schéma directeur numérique régional

Ce schéma directeur prendra en considération les particularités territoriales, culturelles, économiques et sociales de notre région et les mettra en exergue dans un langage numérique approprié, respectant les normes scientifiques dans le domaine de l'économie de savoir et de l'intelligence artificielle.



Achever le chantier de l'e-administration et de l'e-gouvernance

La CCIS est partie prenante du chantier tous azimuts de la numérisation de l'administration marocaine « e-Maroc ». « 0 papier » est un objectif sur lequel on a fait de grandes avancées dans le plan de développement 2019-21. Plusieurs services sont d'ores et déjà numérisés. La visioconférence est utilisée aussi pour tenir les réunions à tous les niveaux de la hiérarchie en limitant le contact physique.

Mutualiser l'utilisation du numérique

L'utilisation du numérique doit aussi se mutualiser selon le critère de rapprochement spatial et/ou professionnel pour intensifier et diversifier l'utilisation tout en réduisant le coût unitaire pour toute utilisation : faire les démarches administratives, accéder aux prestations des services, e-commerce...

Baliser le travail en ligne

Plusieurs entreprises se sont mises au travail en ligne pendant la période de l'état d'urgence. Cependant, ce mode de production présuppose des équipements adaptés, des connaissances propres, une maîtrise de la législation en vigueur, une sécurisation des réseaux... que les professionnels doivent maîtriser et connaître. Le travail en ligne doit faire partie d'un plan stratégique en collaboration avec les parties prenantes.

Volet environnemental

Encourager les initiatives en faveur de l'environnement

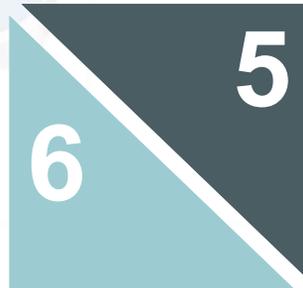
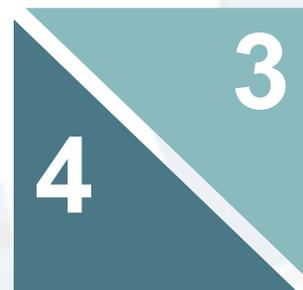
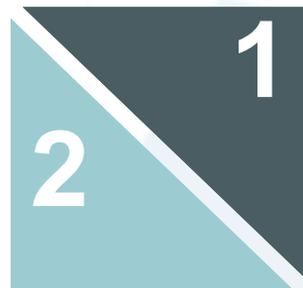
A bien des égards, la protection de l'environnement est génératrice de revenus et créatrice d'emploi comme c'est le cas dans le recyclage des produits. La CCIS, partenaire de la stratégie nationale de développement durable, encourage et parraine les entreprises porteuses de projets dans ce sens et s'engage à les accompagner et les assister.

Pour une stratégie de développement des compétences régionales

La prise de conscience pour les nouveaux métiers et filières, ainsi que le gain économique pour les entreprises (en production, en consommation et en commercialisation), nécessite des formations et des campagnes de sensibilisation. Deux chantiers sur lesquelles, il faut se pencher avec les partenaires publics et privés dans le cadre d'un partenariat stratégique.

Recourir aux fonds spéciaux pour développer les filières propres

Plusieurs fonds existent et il faut les exploiter de façon intelligente pour soutenir une production propre et décarbonée qui utilisent des ingrédients renouvelables comme : le Fonds National pour l'environnement, fonds de Dépollution Industrielle, Fonds de Développement Énergétique, le Fonds Hassan II de développement économique et social...



Soutenir et défendre une économie verte et inclusive

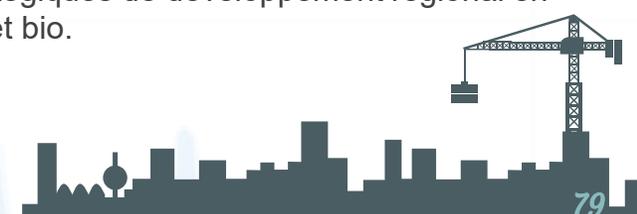
Le label « vert » et « bio » sont des valeurs à faire falloir dans l'après Covid-19 où le consommateur cherche à revenir à une nourriture saine. La diversité naturelle de notre région, en plus de son patrimoine culturel, est un avantage concurrentiel à faire valoir au niveau national et international. Les recommandations de SM le Roi, que Dieu l'assiste, nous obligent à privilégier les entreprises inclusives.

Parrainer les nouvelles filières

La moitié des métiers connus aujourd'hui vont disparaître dans les quelques années à venir, par effet de transformation culturelle ou par l'invasion technologique et informatique. De nouveaux métiers vont apparaître, en rapport avec les énergies renouvelables, l'assainissement liquide, la valorisation des déchets, la valorisation du capital forestier, les plantes aromatiques et médicinales... qui renforceront le produit « made in Morocco » et qu'il faut promouvoir et soutenir.

Créer des passerelles de développement, interchambres professionnelles

Les activités industrielles ou commerciales des produits agricoles et des produits halieutiques ou artisanaux invitent les diverses chambres professionnelles ainsi que leurs ministères de tutelle à travailler en commun sur des plans stratégiques de développement régional en matière des produits verts et bio.



Conclusion

“*Eu égard à la centralité de la classe moyenne dans le corps social, il convient d'en préserver les fondements et les ressources, en réunissant les conditions favorables à sa consolidation et à son élargissement, en ouvrant des perspectives de promotion à partir de— et vers elle.*”

Extrait du discours royal du 20 août 2019

Le coût économique, financier et social de Covid-19 est très lourd, aussi bien pour le Maroc que pour notre région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima. Il y a un effet direct, celui causé par le confinement et la fermeture des établissements pour juguler le fléau, mais, il y a aussi, et surtout, beaucoup d'effets indirects et induits. L'effet de la contagion, par la demande, par l'offre ou par le financement, finira par s'emparer de plusieurs activités jusque là épargnées.

On mettra plusieurs années pour savoir exactement l'amplitude de la crise qui nous a frappée en plein fouet au courant de cette année 2020. Plusieurs générations vont parler de ses effets, comme étant la pire crise qu'à connu le monde moderne depuis les années 1940 du siècle dernier.

Dès le 10 juin, le pays tout entier, conscient du nouveau défi, se remettra au travail, progressivement, graduellement, mais sûrement pour relever, encore une fois, un autre défi sous le commandement de Sa Majesté le Roi Mohamed VI, que Dieu l'assiste.

La crise a souvent été une occasion de réflexion et d'évaluation des parcours, pour adopter des choix meilleurs. Celle-ci en particulier a permis aux Marocains d'évaluer des actions prises depuis plusieurs années sur divers plans stratégiques sociaux et économiques. Elle coïncide aussi avec la grande remise en cause du modèle économique marocain et la volonté royale de le repenser pour un autre plus inclusif, solidaire, équitable, territorial et durable.

La CCIS-TTA, après avoir pris conscience des conséquences de l'ampleur de la crise, sur les différents secteurs et territoires de la région, s'engage, encore une fois, à travers « sa présente feuille de route » avec les professionnels, le ministère de tutelle, les autorités publiques, les collectivités territoriales et l'ensemble des partenaires publics et privés à être au rendez-vous pour gagner le pari d'ériger le Maroc de demain qui nous inspire.

Bibliographie

1. Abdelaaziz AIT ALI et autres, la stratégies du Maroc face à covid-19, POLICY PAPER, Policy Center for the New South, Avril 2020.
2. Attijari Global Research, Maroc : les scénarios économiques de l'impact de la pandémie Covid-19, Avril 2020.
3. CDG-capital, Impact Covid-19, Avril 2020.
4. CGEM, Guide pratique de l'audit interne sanitaire covid-19, mai 2020.
5. CGEM, Plan de relance économique, propositions globales de la CGEM, mai 2020.
6. Confédération marocaine de la TPE-PME, « enquête auprès des TPE et PM pour évaluer l'impact de Covid-19 », mai 2020.
7. Confédération Nationale du Tourisme, Rapport de synthèse : Post-Covid-19, mai 2020.
8. Confédération Nationale du Tourisme, Tourisme ACT 2 : l'urgence d'agir, pour la gestion de la crise Covid-19, avril 2020.
9. Délégation de l'Union européenne au Maroc, Note sur les impacts économiques du Covid-19 au Maroc au 26/03/2020.
10. Fouad ELAQQARI, La modélisation mathématique de l'épidémie Covid-19n cas particulier du Maroc, Mai 2020.
11. Hassan CHOUAOUTA, Feuille de route pour le déconfinement au Maroc, mai 2020.
12. HCP, Note de conjoncture du premier trimestre 2020 et perspectives pour le deuxième trimestre, mai 2020.
13. <http://covid19morocco.merrouch.org/>, « COVID-19: évolution de la situation dans les graphiques ».

14. Medias24, Covid-19 : Suivez la vitesse de propagation du virus en temps réel (modèle US), <https://www.medias24.com/covid-19-le-r0-marocain-est-tombe-a-1-18-modele-americain-9650.html/>
15. Office national marocain du tourisme, Flash Covid-19, avril 2020.
16. Olivier PASSET et Alberto BALBONI, Covid-19 : la contagion sectorielle de l'économie réelle, www.xerfi.com, mars 2020.
17. Tel quel, numéro spécial « le Maroc après la corona virus », avril 2020.
18. غرفة الصناعة والتجارة والخدمات-جهة طنجة-تطوان-الحسيمة, مذكرة مطلية للفئات المهنية مرفوعة الى الجامعة المغربية لغرف التجارة والصناعة والخدمات, 28 أبريل 2020.
19. غرفة الصناعة والتجارة والخدمات-جهة طنجة-تطوان-الحسيمة, مذكرة الغرفة في تنفيذ برنامج عملها ومواكبة مستجدات كورونا Covid 19, ماي 2020.
20. جامعة الغرف المغربية للتجارة والصناعة والخدمات, مذكرة حول مقترحات الجامعة لمواكبة القطاعات الاقتصادية بمختلف جهات المملكة للحد من آثار جائحة كوفيد-19, ماي 2020.
21. مجلس النواب, جواب رئيس الحكومة السيد سعد الدين العثماني حول "التدابير الصحية والاقتصادية والاجتماعية لانتشار فيروس كورونا والإجراءات المتخذة لمواجهة هذه الجائحة", أبريل 2020.
22. مجلس النواب, الإجراءات التي اتخذتها المملكة المغربية لمواجهة التدابير الصحية والاقتصادية والاجتماعية لكوفيد 19, أبريل 2020.
23. أسماء حسين ملكاوي وآخرون, أزمة كورونا وانعكاساتها على علم الاجتماع والعلوم السياسية والعلاقات الدبلوماسية, مركز ابن خلدون للعلوم الإنسانية والاجتماعية, جامعة قطر, الدوحة, أبريل 2020.
24. علي صلاح, ملامح جديدة للاقتصاد العالمي في مرحلة "ما بعد كورونا" سلسلة "دراسات خاصة" أبو ضبي, أبريل 2020.

Table des matières

Sommaire	2	L'impact selon la localisation	44
Préambule	3	Évolution du chiffre d'affaires	46
Situation épidémiologique en chiffres	4	Évolution du chiffre d'affaires pour le reste de l'année dans la région	47
Prospective de Covid-19	5	Évolution du chiffre d'affaires pour le reste de l'année par secteurs et par taille	48
Gestion de la pandémie au niveau national	6	Pronostiques de l'évolution du CA pour l'année 2020, dans les grandes provinces et préfectures	50
Au niveau de la Fédération des CCIS	7	Comment qualifiez-vous les actions prises par les pouvoirs publics en votre faveur ?	52
Au niveau de la CCIS — TTA	8	Qualification des actions prises par les pouvoirs publics (par provinces et secteurs)	54
Stratégie d'action de la CCIS-TTA	9	Comment êtes-vous organisés pour faire face à la crise ?	55
Conséquences économiques de Covid-19 sur l'économie marocaine	10	Mesures mises en marche pour faire face à la crise	56
Récession généralisée au 1 ^{er} semestre	13	Solutions adoptées par taille et par secteur	58
Conséquences de Covid-19 sur les PME-PMI	17	Besoins futurs	61
Conséquences économiques de Covid-19 sur la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima	18	Classification des besoins par grandes catégories	63
Carte administrative de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima	19	Les besoins selon la taille	65
Tableau de bord de la région TTA	20	Les besoins selon la localisation	66
Poids de la région dans l'économie nationale	21	À retenir de l'enquête	68
Résultats de l'enquête	22	Feuille de Route de la CCIS – TTA	70
Présentation de l'enquête	23	Les leçons de Covid-19	71
Composition du questionnaire	24	Mesures proposées par la CCIS	72
Ventilation de l'échantillon par secteurs, taille et localisation	26	Volet institutionnel et organisationnel	73
Cartographie sectorielle et territoriale de l'échantillon	27	Volet financier et fiscal	74
Structure des entreprises par taille	28	Volet social et humain	75
Impact de Covid 19 sur les entreprises régionales	29	Volet sectoriel	76
Vue d'ensemble	30	Volet territorial	77
L'impact par secteur d'activité	31	Volet digital	78
Impact par taille d'entreprise	32	Volet digital	79
L'impact selon la localisation	33	Conclusion	80
L'impact par secteur/localisation	36	Bibliographie	81
Raisons avancées à cette situation	37		
Raisons de l'impact par ville et par secteur	39		
Le coût social de Covid-19	40		
Le coût social par taille	42		
Nature d'affectation de l'emploi par secteur et par taille d'entreprise (Région)	43		



Logo of the Faculty of Sciences, Tanta University, Egypt. The text on the sign includes:
الجامعة المصرية
الكلية العلمية
جامعة طنطا
FACULTY OF SCIENCES
TANTA UNIVERSITY
EGYPT